

RAPPORT 2004



Quatrième Réunion du
Groupe de haut niveau
sur l'éducation pour tous

Brasilia, Brésil
8-10 novembre 2004

RAPPORT 2004



Quatrième Réunion du
Groupe de haut niveau
sur l'éducation pour tous

Brasilia, Brésil
8-10 novembre 2004

Pour toute information, veuillez contacter :
M. Abhimanyu Singh
Directeur, Division de la coordination internationale
et de suivi de l'éducation pour tous
Secteur de l'éducation
UNESCO
7, place de Fontenoy
75352 Paris 07 SP
France
Tél : +33 (0) 1 45 68 08 80
Fax : +33 (0) 1 45 68 56 26
Mél : dfu@unesco.org
Site web : www.unesco.org

La version provisoire de ce rapport à été partagée avec l'ensemble
des participants de la troisième réunion du Groupe de haut niveau sur l'éducation pour tous.

Rédacteur ► Clinton Robinson
Impression ► UNESCO

Table des matières

■	Avant-propos.....	5
■	Questions clés abordées à la quatrième réunion du groupe de haut niveau.....	6
1	Introduction.....	7
1.1	Passer à la vitesse supérieure : Luiz Inácio da Silva, Président du Brésil.....	8
1.2	Qualité et efficacité : Koïchiro Matsuura, Directeur général de l'UNESCO.....	8
1.3	Assez des promesses non tenues ! Carol Bellamy, Directrice exécutive de l'UNICEF.....	9
1.4	L'Afrique – du pain sur la planche : Arthur Zahidi N'Goma, Vice-Président de la République démocratique du Congo.....	10
1.5	Lancement du Rapport mondial de suivi sur l'EPT 2005.....	10
2	Progrès vers les objectifs de l'EPT : politiques et stratégies pour améliorer la qualité de l'éducation.....	11
2.1	Présentation du Rapport mondial de suivi sur l'EPT 2005.....	11
2.2	Les progrès de l'EPT vus dans leur contexte.....	12
2.3	Les progrès de l'EPT : débat et exemples.....	13
3	Investir dans les enseignants pour améliorer la qualité dans le domaine de l'EPT.....	15
3.1	La Déclaration du Parlement des enseignants : Mary Hatwood Futrell.....	15
3.2	Les enseignants et la crise économique : Daniel Filmus.....	15
3.3	Attirer et retenir les enseignants : Fabian Osuji.....	16
3.4	Dialoguer avec les enseignants : Igor Damianov.....	16
3.5	Grandes lignes du débat.....	17
3.6	Synthèse.....	17
4	L'objectif de la parité entre les sexes pour 2005 : un dernier appel à une action d'urgence.....	19
4.1	Tenir nos promesses vis-à-vis des enfants : Carin Jämtin.....	19
4.2	Atteindre les filles les plus pauvres : Rasheda Choudhury.....	19
4.3	Honorer les promesses : Hans-Martin Boehmer.....	20
4.4	Qu'est-ce qui fait une différence ? George Godia.....	20
4.5	Renforcer le partenariat : Kunio Waki.....	20
4.6	Grandes lignes du débat.....	21
4.7	Synthèse.....	21
5	Mobilisation des ressources pour l'EPT.....	22
5.1	L'aide au bon endroit : Jean-Louis Sarbib.....	22
5.2	Engager ses propres ressources : Mathieu Ouedrago.....	23
5.3	Au-delà de la dette : Charles Abani.....	23
5.4	Des ressources pour tout l'agenda de l'EPT : Frederick Schieck.....	24
5.5	Utilisation efficace des fonds : Xavier Darcos.....	24
5.6	Grandes lignes du débat.....	25
5.7	Synthèse.....	25

6	L'efficacité de l'aide à l'EPT	26
6.1	Mesurer l'efficacité des bailleurs de fonds : Ric Cameron	26
6.2	Un exemple d'harmonisation entre les bailleurs de fonds : Abdussalam Mohammed Al-Jawfi	26
6.3	Aller de l'avant au moyen de l'IMOA : Vilma Rosa Leon York	27
6.4	Mobiliser la société civile : Carlos Zarco Mera	27
6.5	Grandes lignes du débat	27
6.6	Synthèse	28
7	Conclusion	29
7.1	La marche à suivre	29
7.2	Tendances et questions en suspens	29
8	Appendices	31
I	Communiqué de la quatrième réunion du Groupe de haut niveau sur l'Education pour tous	31
II	Allocution de M. Koïchiro Matsuura, Directeur général de l'UNESCO	35
III	Liste des participants	39
IV	Programme de la réunion	49
V	Liste des manifestations annexes	54
VI	Sigles et acronymes	55

Avant-propos

La communication est le fluide vital de la coopération et du partenariat, et le Groupe de haut niveau sur l'EPT offre l'occasion d'une interaction directe et d'un dialogue transparent dans nos efforts communs pour atteindre les six objectifs de Dakar. La quatrième réunion du Groupe, tenue à Brasilia, Brésil, du 8 au 10 novembre 2004, s'est appuyée sur le travail entrepris aux sessions précédentes pour traiter des questions urgentes et pressantes de l'agenda de l'EPT.

Une des questions les plus urgentes est celle de l'objectif de la parité entre les sexes dans l'enseignement primaire et secondaire pour 2005. Cet objectif occupe une grande place dans nos préoccupations et bien qu'il y ait encore beaucoup à faire – ou plutôt parce qu'il y a encore tant à faire – nous devons redoubler nos efforts en faveur des filles et des adolescentes qui demeurent exclues de l'éducation.

Les nouveaux thèmes abordés à la réunion de Brasilia ont inclus la qualité de l'éducation, le rôle des enseignants, la mobilisation des ressources et l'efficacité de l'aide. Comme d'habitude, le débat sur ces questions clés s'est appuyé sur le travail remarquable du Rapport mondial de suivi sur l'EPT 2005, dont le thème central est « l'exigence de qualité ». Les participants au Groupe de haut niveau ont été unanimes à reconnaître qu'une éducation de qualité est le seul type d'éducation qui compte, et que le rôle des enseignants dans l'obtention de résultats de qualité est central et indispensable. Dans nos débats sur l'aide, j'ai été heureux de noter le sentiment d'engagement mutuel et le désir d'accroître cette communauté d'engagement par une entente à long terme entre organismes d'aide et pays bénéficiaires. Cela augure bien d'un meilleur ciblage, d'une coordination plus étroite et d'une plus grande efficacité de l'aide aux efforts en matière d'EPT.

Je suis convaincu – et j'en suis heureux – que le Groupe de haut niveau remplit son rôle qui est de maintenir et même d'accélérer la dynamique du mouvement de l'EPT. Chaque réunion apporte sa contribution spécifique à ce processus. A Brasilia, nous avons vu des liens plus efficaces se nouer entre le Groupe de haut niveau, l'Initiative de mise en œuvre accélérée (IMOA), l'Initiative des Nations Unies pour l'éducation des filles (UNGEI) et le Forum économique mondial de Davos. A ce propos, la réunion de Brasilia a été marquée par l'augmentation du nombre des manifestations annexes qui ont rassemblé différents groupes de parties prenantes de l'EPT pour examiner en détail des questions clés telles que le travail des enfants et les partenariats public-privé dans l'éducation de base. De plus, un Parlement des enseignants s'est réuni juste avant nos débats et a fourni une contribution opportune et très pertinente à travers sa Déclaration.

En nous réunissant au Brésil, nous avons éprouvé un sentiment d'espoir quant à ce qui peut être réalisé en matière d'EPT ; les progrès accomplis par le Brésil en matière de scolarisation et de parité entre les sexes dans le primaire ont offert au Groupe une toile de fond positive dans ses débats sur les défis restant à relever. Je voudrais exprimer ma sincère et profonde gratitude au président, au gouvernement et au peuple brésiliens pour avoir accueilli cette réunion ; le dispositif d'accueil a été excellent et tous les participants ont apprécié le chaleureux accueil qui leur a été réservé. Il me faut aussi remercier particulièrement le Bureau de l'UNESCO à Brasilia pour son indispensable concours.

Pour ce qui concerne l'UNESCO, je continuerai de faire tout mon possible pour mettre l'Education pour tous au centre de nos efforts et pour donner un sentiment clair d'urgence et d'engagement à nos partenariats. Avec chaque année qui passe, l'échéance de 2015 se rapproche et le besoin d'accorder les actes aux paroles devient de plus en plus impérieux.



Koïchiro Matsuura
Directeur général de l'UNESCO

Questions clés abordées à la quatrième réunion du groupe de haut niveau

Sur la qualité dans l'Éducation pour tous

- La qualité doit caractériser l'ensemble de l'agenda de l'EPT et rester une constante préoccupation dans la planification et l'action. Qualité et développement de la scolarisation ne sont pas incompatibles ; au contraire, l'amélioration de la qualité conduira à une plus grande efficacité du système et incitera à la scolarisation.
- Les enseignants sont au cœur de la promotion de la qualité – des améliorations dans leur formation initiale, leur perfectionnement en cours de service et leur statut, leur rémunération et leurs conditions de travail seront payantes en ce qu'elles accroîtront la qualité des résultats d'apprentissage.

Sur l'objectif de la parité entre les sexes pour 2005

- Seule une action urgente, résolue et concertée peut faire avancer le monde vers la réalisation de cet objectif, maintenant si proche. La suppression immédiate des obstacles opposés à l'éducation des filles doit s'accompagner de la création d'environnements scolaires accueillants aux filles – sûrs et salubres.
- Les inégalités entre les sexes dans la société en général sont responsables de la lenteur des progrès de l'éducation des filles et il faut y remédier si l'on veut atteindre les objectifs de l'EPT et les Objectifs du Millénaire pour le développement.
- Une large collaboration avec le secteur privé peut permettre d'accroître la mobilisation des ressources et d'autres types de coopération dans le domaine de l'éducation de base.

Sur la mobilisation des ressources

- La mobilisation des ressources nationales demeure la clé de la réalisation de l'EPT – en donnant à l'éducation une place de choix dans la politique nationale et en définissant en conséquence les priorités budgétaires. Ces engagements doivent s'accompagner d'apports d'aide soutenus, à long terme et appropriés.
- La dette extérieure et le poids du service de cette dette privent les pays de ressources pour l'éducation – de plus grands efforts d'allègement de la dette et d'annulation de la dette feront une différence.

Sur l'efficacité de l'aide

- Les pays et les organismes d'aide ont besoin d'un cadre permettant d'assurer à l'éducation un financement coordonné et prévisible ; un accord mutuellement contraignant consacrera les engagements des deux parties en faveur de la réforme des politiques et de l'accroissement des budgets nationaux d'éducation d'une part, et de la fourniture de financements prévisibles de l'autre.
- Les procédures des organismes d'aide entraînent souvent des coûts élevés pour les pays bénéficiaires, avec une pléthore d'arrangements différents ; la coordination et l'harmonisation entre les organismes constituent un moyen de réduire les coûts de transaction et de libérer des fonds et du temps pour l'éducation elle-même.

1 Introduction

La quatrième réunion du Groupe de haut niveau sur l'Education pour tous (EPT) tenue depuis le Forum mondial sur l'éducation (Dakar, 2000) a montré que le mouvement de l'EPT n'a rien perdu de sa dynamique. Au contraire, la participation et le programme de la réunion ont démontré le sérieux avec lequel les acteurs de l'EPT envisagent le défi que représente la réalisation des six objectifs de Dakar. Conçu comme ayant pour mission de « stimuler l'engagement politique et la mobilisation des ressources techniques et financières », le Groupe de haut niveau rassemble des partenaires des gouvernements des pays en développement, des ministères de la coopération pour le développement des pays industrialisés, des institutions multilatérales, de la société civile et du secteur privé. Le Rapport mondial de suivi sur l'EPT 2005, lancé à l'occasion de l'ouverture de la réunion, a servi de source de données et d'analyse des progrès accomplis vers la réalisation de l'EPT et fourni une base solide aux débats du Groupe.

Après s'être réuni les années précédentes au Nigéria et en Inde, le Groupe de haut niveau s'est réuni une fois encore dans un pays de l'E-9, le Brésil. Les notables progrès accomplis par le Brésil sur la voie de la réalisation des objectifs de l'EPT, ainsi que l'engagement résolu du gouvernement en faveur de l'éducation, ont créé un contexte d'espoir et d'optimisme dans lequel aborder les priorités et les problèmes dans les domaines clés de l'EPT, notamment la cible la plus immédiate, à savoir l'objectif de l'élimination des disparités entre les sexes dans l'enseignement primaire et secondaire en 2005 au plus tard. La réussite du Brésil dans ce domaine constitue une source d'inspiration pour les autres pays, tandis que la diversité régionale du pays et sa composition multiculturelle ont administré la preuve d'une innovation constante et d'initiatives bien adaptées. C'est le Brésil qui a produit Paulo Freire, penseur clé et praticien de l'éducation qui a relié l'apprentissage au contexte, à la libération sociale et à la mobilisation politique. Son influence reste présente dans les efforts du Brésil en matière d'éducation des adultes, ainsi que dans les actions d'alphabétisation sur tous les continents. Durant toute la réunion, délégués et orateurs n'ont pas ménagé leurs remerciements aux hôtes brésiliens pour la chaleur de leur accueil et la qualité de l'hospitalité offerte aux participants. Des remerciements chaleureux ont aussi été adressés à l'UNESCO pour la préparation et l'organisation de la réunion.

Le Président du Brésil, M. Luiz Inácio da Silva, a ouvert la réunion, puis ont participé à la cérémonie d'ouverture M. Arthur Zahidi N'Goma, Vice-Président de la République démocratique du Congo, Mme Carol Bellamy, Directrice exécutive de l'UNICEF, et M. Koichiro Matsuura, Directeur général de l'UNESCO. Parmi la quarantaine de participants figuraient dix-neuf ministres ou vice-ministres de l'éducation de pays en développement et de pays en transition, six

ministres ou représentants de la coopération pour le développement des pays industrialisés, sept dirigeants de la société civile et six chefs ou représentants de haut niveau d'institutions internationales. Cette participation témoigne de l'ardent désir de la communauté internationale dans son ensemble de travailler à la réalisation des objectifs de l'EPT.

Cette réunion a été exceptionnelle en ce qu'elle a suscité un certain nombre de manifestations annexes portant sur des aspects spécifiques de l'EPT. Un Parlement des enseignants, organisé par la société civile, a précédé la réunion, avec d'autres rencontres sur les thèmes du travail des enfants, de l'éducation des filles, des partenariats public-privé dans le domaine de l'éducation et de l'Initiative de mise en œuvre accélérée (IMOA). Ces manifestations satellites permettent de mesurer la dynamique du mouvement de l'EPT et le souci de donner à l'éducation de base la priorité qu'elle mérite sur la scène du développement.

Les thèmes de la réunion reflétaient à la fois le thème du Rapport mondial de suivi sur l'EPT 2005. L'Education pour tous : l'exigence de qualité et l'objectif de la parité entre les sexes dans l'enseignement primaire et secondaire pour 2005. Les participants ont aussi examiné les progrès accomplis vers la réalisation de l'ensemble des objectifs de Dakar et la mobilisation des ressources financières. Une fois encore, le Groupe de haut niveau s'est employé à rédiger un communiqué faisant fonction de résultat de la réunion. Les cinq séances de travail étaient intitulées comme suit :

- ▷ Vue d'ensemble des progrès accomplis vers la réalisation des objectifs de l'EPT – politiques et stratégies destinées à améliorer la qualité de l'éducation : qu'est-ce qui fait une différence dans les pays ?
- ▷ Investir dans les enseignants pour améliorer la qualité de l'EPT.
- ▷ Accélérer les progrès vers la réalisation de la parité entre les sexes dans l'enseignement primaire et secondaire pour 2005 : un dernier appel à une action d'urgence.
- ▷ Mobilisation des ressources pour l'EPT, y compris l'Initiative de mise en œuvre accélérée, dans le contexte de l'efficacité de l'aide.
- ▷ La marche à suivre

La dernière séance a été consacrée à l'approbation du communiqué, tandis que les quatre premières séances étaient plus structurées : une brève introduction de la présidence était suivie d'une contribution d'un commentateur principal. Un groupe de trois ou quatre orateurs présentait les perspectives offertes par le thème. Après cette présentation il y avait un débat général entre les participants. Le commentateur principal était invité à faire la synthèse du débat et à faire ressortir les points

clés. Durant les deux journées de la réunion, un groupe de rédaction informel – le « groupe des sherpas » – s'est réuni à deux reprises pour élaborer et affiner le projet de communiqué, dont le texte final a été adopté à la fin de la réunion par tous les participants. Le texte du communiqué figure à l'appendice 1.

Le présent rapport suit la structure du programme – les résumés des discours prononcés à la cérémonie d'ouverture constituent le reste de la présente section. Les cinq sections suivantes sont consacrées aux quatre séances de travail : les contributions des commentateurs principaux et des orateurs sont résumées et complétées par une présentation des grandes lignes du débat. La Conclusion met l'accent sur certaines des tendances générales qu'ont fait apparaître les débats et propose quelques questions en suspens appelant une action à l'avenir.

1.1 Passer la vitesse supérieure : Luiz Inácio da Silva, Président du Brésil

Dans le contexte de l'engagement d'atteindre les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), le Brésil accorde une haute priorité à l'éducation et est fier d'avoir réalisé la parité entre les sexes dans l'éducation de base. Inspiré par les travaux de Paulo Freire, le gouvernement brésilien s'emploie constamment à rechercher une éducation de qualité, du préscolaire à l'université, par son réseau d'établissements fédéraux, des Etats et municipaux.

Le Programme Brésil alphabète, par exemple, touche 4,3 millions d'adultes et de jeunes dans tout le pays et sera opérationnel dans 2.800 municipalités avant la fin de 2004, permettant aux citoyens d'espérer jouer un rôle plus effectif dans la vie de la société.

Un nouveau fonds pour l'éducation de base – le FUNDEB – permettra au Brésil d'accomplir un bond qualitatif. Le Brésil est aussi engagé en faveur de l'enseignement professionnel, qui compte 500 unités de formation dans les entreprises. La réforme des universités vise avant tout à positionner le Brésil pour la prochaine phase du développement durable. De nouveaux quotas donneront aux afro-brésiliens et aux populations autochtones davantage de possibilités d'accéder à l'enseignement supérieur, en fonction de la structure de la population dans chaque Etat. Les étudiants les plus pauvres recevront des bourses pour participer à « ProUni », une Université pour tous. Toutes ces réformes et tous ces projets sont mis en œuvre sur la base d'un dialogue permanent avec la société civile et avec les éducateurs professionnels et leurs organisations.

Pour des pays en développement comme le Brésil, l'éducation doit être considérée comme un investissement, et il est certain qu'il faut intensifier les efforts. Au Brésil, où pratiquement tous les enfants sont scolarisés, l'enjeu est d'améliorer la qualité. Cela veut dire améliorer le statut

et les conditions de travail des éducateurs, et surtout prêter une constante attention à leur formation en cours de service de façon qu'ils restent professionnellement à niveau. Avec la réunion du Groupe de haut niveau au Brésil, le Président a exprimé le souhait que ses membres quittent ce pays convaincus de l'engagement du Brésil en faveur de l'éducation et de la réalisation de tous les OMD.

1.2 Qualité et efficacité : Koïchiro Matsuura, Directeur général de l'UNESCO

Souhaitant la bienvenue aux participants à la quatrième réunion du Groupe de haut niveau, M. Koïchiro Matsuura a exprimé ses sincères remerciements au pays hôte, le Brésil, et remarqué que la région Amérique latine et Caraïbes est une région où des progrès considérables ont été accomplis dans le domaine de l'éducation au cours des années 90. Le Brésil lui-même a remarquablement progressé – en donnant un cadre juridique à l'éducation universelle, en s'attaquant aux inégalités sociales et régionales, en adoptant des modalités de financement novatrices et en développant l'éducation non formelle. Ce dernier domaine doit beaucoup à l'action de Paulo Freire, qui a fait de l'alphabétisation un instrument de mobilisation sociale et politique.

Dans son allocution (voir Appendice 2), le Directeur général a souligné la nature particulière de la réunion, et notamment le fait qu'elle a suscité une série de manifestations annexes, dont le Parlement des enseignants et des réunions sur l'élimination du travail des enfants, sur les partenariats public-privé et sur le développement de l'Initiative de mise en œuvre accélérée (IMOA). Cette conjonction d'efforts et de débats accroît sensiblement la dynamique de l'agenda de l'EPT.

La collaboration internationale avec la société civile continue d'être axée sur la Semaine d'action mondiale pour l'EPT, manifestation annuelle. En 2005, elle compte mettre au premier plan l'objectif de la parité entre les sexes. L'UNESCO continue de promouvoir les partenariats avec la société civile et les organisations non gouvernementales (ONG) au niveau national. Les mécanismes régionaux et sous-régionaux comme le Projet régional d'éducation pour l'Amérique latine et les Caraïbes (PRELAC) dans la région Amérique latine et Caraïbes sont aussi des moyens importants de coordonner les efforts.

M. Matsuura a brièvement présenté les thèmes clés des débats de cette quatrième réunion :

- ▷ L'objectif de la parité entre les sexes pour 2005 : le moment est opportun pour lancer un dernier appel à une action urgente de la part de tous les partenaires de l'EPT, qui doit inclure un soutien à l'Initiative des Nations Unies pour l'éducation des filles (UNGEI) ;

- ▷ L'Initiative de mise en œuvre accélérée (IMOA) : étant donné que ses buts et ses actions ont été mieux définis à Oslo en 2003, l'UNESCO considère cette initiative comme un élément majeur de l'agenda de l'EPT, en phase avec les engagements de Dakar et les conclusions de la conférence de Monterrey sur le financement du développement.
- ▷ La mobilisation des ressources et l'efficacité de l'aide : l'articulation des ressources internes et de l'aide internationale sera un point central des débats, l'accent étant mis sur l'exécution des engagements et la coordination des actions des organismes d'aide.

Le Directeur général a ensuite brièvement décrit les résultats de l'examen stratégique du rôle de l'UNESCO dans le domaine de l'EPT, notant que l'Organisation doit jouer le rôle de champion mondial de l'EPT. Pour cela, il faut notamment qu'elle joue un rôle plus efficace aux niveaux national, sous-régional et régional, de manière à « traduire les engagements mondiaux en actions concrètes dans les Etats membres ». Des fonctions comme la mobilisation, la sensibilisation, la concertation, la planification et le renforcement des capacités occuperont une place centrale à cet égard. Un positionnement et des ressources humaines et financières appropriées seront nécessaires pour que l'UNESCO s'acquitte de ce mandat.

Quant au Rapport mondial de suivi sur l'EPT 2005, le Directeur général de l'UNESCO en a tiré cinq enseignements :

1. Le souci de qualité doit être inclus dans tous les aspects de l'EPT ;
2. Les conceptions et la mesure de la qualité sont étroitement liées aux objectifs d'un système éducatif ;
3. Les apports de l'école et les caractéristiques des apprenants sont essentiels à un apprentissage de qualité – ce qui exige des efforts énergiques pour améliorer l'éducation des pauvres ;
4. Vision à long terme, leadership gouvernemental, corps enseignant bien soutenu et éducation de la petite enfance sont des facteurs clés de la qualité de l'éducation ;
5. Il y a des stratégies qui fonctionnent sur le terrain – et nous devons nous en inspirer.

Cependant, le Rapport montre aussi clairement que le rythme de réalisation de l'EPT est trop lent – y compris la réaction de la communauté internationale. Il est essentiel de se concentrer sur les pays qui ont le plus besoin d'aide. La collecte des données s'améliore progressivement, et il faut consolider l'Institut de statistique de l'UNESCO (ISU) dans son rôle de renforcement des capacités. Enfin, le Directeur général a demandé à tous les partenaires de l'EPT de faire preuve de courage, de leadership et

de solidarité dans leur engagement et a promis que l'UNESCO, en partenariat avec toutes les parties prenantes de l'EPT, continuerait d'améliorer le « processus évolutif complexe » de la coordination internationale.

1.3 Assez des promesses non tenues ! Carol Bellamy, Directrice exécutive de l'UNICEF

Demandant instamment que l'on ne trahisse plus les promesses faites à nos enfants, Mme Carol Bellamy a appelé les membres du Groupe de haut niveau à affronter les défis politiques et économiques, quels qu'ils soient, afin d'offrir aux enfants un monde où ils puissent vivre. Les parents, riches et pauvres, font des sacrifices pour assurer à leur enfants un avenir meilleur, et les communautés comme les gouvernements s'efforcent de fournir des services dans le domaine de l'éducation et dans d'autres domaines. Une des promesses majeures de la communauté internationale – la parité entre les sexes dans l'enseignement primaire et secondaire – vient à échéance en 2005. C'est une sonnerie d'alarme et une chance de consentir l'effort extraordinaire requis pour que les filles ne continuent pas d'être privées d'une éducation de qualité et d'une chance dans la vie.

Mme Bellamy a fait observer que des efforts considérables ont été faits : l'Asie du Sud et l'Afrique subsaharienne ont enregistré des progrès notables en matière de parité entre les sexes au cours des années 90, mais la pauvreté, les conflits, les catastrophes et le VIH/sida ont compromis ces gains et mis hors d'atteinte l'objectif de 2005. En tant qu'institution chef de file pour l'UNGEI, l'UNICEF cherche à accélérer les progrès – et Mme Bellamy a demandé un partenariat résolu dans cette entreprise. Elle a en outre distingué cinq catégories de pays sur lesquels devraient se concentrer les efforts :

1. Les pays où les taux de scolarisation sont depuis longtemps stagnants – il y faut de nouvelles stratégies pour obtenir des avancées décisives ;
2. Les pays où s'ouvre une fenêtre d'opportunité, dans lesquels il est désormais possible de changer tout le système ;
3. Les pays qui entrent dans une situation de crise ou d'urgence, ou qui sortent d'une telle situation, où il est besoin d'en prévenir ou d'en traiter les effets sur l'éducation des filles ;
4. Les pays qui paraissent progresser – cela dissimule-t-il des poches de discrimination ou des inégalités sociales plus générales ?
5. Les pays où la pauvreté est en voie d'aggravation, souvent exacerbée par le VIH/sida, et où la suppression des frais de scolarité et autres obstacles devient une priorité urgente.

En conclusion, Mme Bellamy a exhorté le Groupe de haut niveau à faire preuve d'espoir et, par une action décisive et des efforts concertés, à donner espoir aux filles et aux garçons du monde.

1.4 L'Afrique – du pain sur la planche : Arthur Zahidi N'Goma, Vice-Président de la République démocratique du Congo

M. N'Goma est revenu aux fondamentaux pour replacer les objectifs du Cadre d'action de Dakar dans le contexte des valeurs qui les sous-tendent. Il a réaffirmé sa conviction que les résultats de Dakar représentent la vision appropriée et qu'ils reflètent les valeurs de l'humanisme universel, auxquelles il a exprimé son ferme attachement. Il a noté que des progrès considérables ont été accomplis dans le monde en termes d'accès à l'éducation de base, envisagé dans une perspective à long terme. Cependant, c'est en Afrique que ces progrès ont été les plus lents.

Parlant de son propre pays ainsi que de la situation générale en Afrique subsaharienne, il a déploré le fait que les progrès vers l'enseignement primaire universel ainsi qu'en matière de protection et d'éducation de la petite enfance (PEPE) y sont de loin inférieurs aux progrès enregistrés sur tous les autres continents. Pour ce qui est de la qualité de l'éducation, l'Afrique est victime de certains des obstacles les plus graves et les plus tenaces qui entravent les progrès. Les classes pléthoriques empêchent un apprentissage et un enseignement de qualité ; les ravages du VIH/sida sont visibles à la fois sur le plan de la perte d'enseignants et aussi, dans certains pays, sur le plan de la diminution de la fréquentation scolaire, soit parce que les élèves sont eux-mêmes affaiblis soit parce qu'ils doivent s'occuper des membres de leur famille qui sont malades. D'autres facteurs sont la médiocrité des infrastructures et celle des programmes et des manuels. Les contenus et les matériels dépourvus de pertinence ou inappropriés rendent l'apprentissage et le savoir inaccessibles aux apprenants et éloignent ceux-ci du processus d'apprentissage. Cela entraîne des taux élevés d'abandon et de redoublement – les taux les plus élevés du monde.

Reconnaissant ces problèmes multiples et difficiles, M. N'Goma a appelé à accroître les investissements dans les enseignants en Afrique ainsi qu'à mettre fortement l'accent sur les fondamentaux de l'apprentissage, à savoir la capacité de lire, d'écrire et de compter. Cet apprentissage sera considérablement renforcé si les apprenants peuvent acquérir ces compétences dans leur première langue. Il a souligné que la question de la langue est d'une « importance majeure » pour obtenir un apprentissage efficace en Afrique.

Au-delà de l'environnement scolaire ou autre environnement d'apprentissage, le Vice-Président a mis l'accent sur l'impact et l'influence des conditions sociales générales. Les facteurs contextuels et l'environnement socio-économique jouent un grand rôle pour ce qui est de permettre à l'éducation d'être efficace. Les problèmes de pauvreté, de stagnation ou de déclin de l'économie, d'instabilité sociale ou politique, de corruption et de mauvaise gouvernance compromettent les apports, les processus et les valeurs qui font une éducation de qualité.

Pour conclure – et dans le contexte de la réunion du Groupe de haut niveau – M. N'Goma a appelé à une plus grande solidarité internationale non seulement entre pays riches et pays en développement, mais aussi entre les pays en développement eux-mêmes, manifestée par la coopération Sud-Sud.

1.5 Lancement du Rapport mondial de suivi sur l'EPT 2005

Après la cérémonie d'ouverture, le Rapport mondial de suivi sur l'EPT 2005 – Education pour tous : l'exigence de qualité a été lancé en présence de la presse. Le Rapport a fait l'objet d'appréciations élogieuses pour les données solides qu'il fournit et son analyse convaincante, qui permettent d'émettre des jugements bien pesés au sujet de la nature et du rythme des progrès accomplis en matière d'EPT. De plus, le Rapport apporte une notable contribution à l'affinement de la définition des concepts clés de l'EPT – en l'occurrence, de la signification de la qualité – ainsi qu'à la fixation de priorités et à l'élaboration de stratégies pour relever les défis restants. Le Rapport remplit aussi la fonction essentielle de fourniture de données destinées à servir de base à la formulation de politiques fondées sur des données factuelles.

Il convient de noter que le souci de qualité de l'éducation était un nouveau point clé à Dakar, allant au-delà de ce que la Déclaration mondiale sur l'éducation pour tous adoptée à Jomtien, Thaïlande (2000) avait dit sur ce sujet. Cette édition du Rapport revêt donc une particulière importance pour ce qui est de faire avancer le monde sur la voie de la réalisation du sixième objectif de Dakar (relatif à une éducation de base de qualité) et de l'agenda de l'EPT dans son ensemble. L'ancien directeur de l'Equipe du Rapport mondial de suivi sur l'EPT, M. Christopher Colclough, a présenté les conclusions du Rapport, ainsi qu'il l'a fait à nouveau, sous une forme légèrement modifiée, lors de la séance de travail initiale du Groupe de haut niveau (voir le résumé dans la section suivante).

2 Progrès vers les objectifs de l'EPT : politiques et stratégies pour améliorer la qualité de l'éducation

- Il ne sera pas possible d'atteindre les six objectifs de Dakar sans prêter attention à la qualité de l'éducation de base.
- La qualité de l'éducation dépend non seulement de ce qui se passe dans la salle de classe, mais aussi de la façon dont les écoles sont gérées et de la valeur que la société attribue à l'éducation.
- La qualité s'améliore d'autant plus que les gouvernements assurent un leadership soutenu, à long terme et cohérent, avec des politiques qui donnent la priorité à l'éducation.

2.1 Présentation du Rapport mondial de suivi sur l'EPT 2005

M. Christopher Colclough, sous la direction duquel a été élaborée l'édition de 2005, a présenté les conclusions des travaux de cette année en formulant deux assertions brutales :

- ▷ Le monde n'est pas sur la bonne voie pour atteindre les six objectifs de l'EPT ;
- ▷ Sans amélioration de la qualité, l'EPT est inaccessible.

M. Colclough a commenté ces avertissements, tout d'abord en attirant l'attention du Groupe de haut niveau sur les progrès accomplis en ce qui concerne chacun des six objectifs, et ensuite en soulignant la pertinence centrale de la qualité en tant que condition préalable à la réalisation de l'agenda de l'EPT. Pour chacun des objectifs, les progrès peuvent être résumés comme suit :

- ▷ Enseignement primaire universel : bien que les données révèlent des progrès tant en ce qui concerne la diminution du nombre d'enfants non scolarisés que l'accroissement des taux nets de scolarisation, il est clair que ces progrès ne sont pas assez rapides pour atteindre l'objectif d'ici à 2015 ;
- ▷ Parité entre les sexes : alors que l'échéance de 2005 approche, il reste que 57% des enfants non scolarisés sont des filles et que, dans 40% des pays, les taux de scolarisation des filles sont inférieurs à ceux des garçons, les disparités étant encore plus accusées dans le secondaire et le supérieur ;
- ▷ Alphabétisation et éducation des adultes : alors que le nombre d'adultes analphabètes s'établit encore autour de 800 millions, dont 64% de femmes, il est nécessaire de cibler les neuf pays qui représentent 70% de ce total ;

- ▷ Protection et éducation de la petite enfance (PEPE) : les désavantages de toute nature et un environnement rural signifient qu'un enfant a peu de chances de bénéficier d'une forme structurée de PEPE – moins de 50% des enfants du monde reçoivent une éducation préscolaire ;
- ▷ Possibilités d'apprentissage pour les jeunes et compétences nécessaires dans la vie courante : il n'a pas été présenté de données sur cet objectif.

Utilisant l'Indice du développement de l'EPT (IDE), dont il a été fait l'éloge en tant que mesure des progrès réalisés en 2003, M. Colclough a noté que :

- ▷ 41 pays ont atteint ou quasiment atteint les quatre objectifs mesurés par l'indice (enseignement primaire universel, parité entre les sexes, alphabétisation et qualité) ;
- ▷ 51 pays ont un IDE compris entre 0,80 et 0,94. Dans près de la moitié de ces pays, dont la plupart sont des pays d'Amérique latine, la qualité de l'éducation est en retard par rapport aux autres objectifs ;
- ▷ 35 pays sont très loin d'atteindre les objectifs, avec des valeurs de l'IDE inférieures à 0,80. Vingt-deux de ces pays se trouvent en Afrique subsaharienne, mais le Bangladesh, l'Inde et le Pakistan font aussi partie de ce groupe.

Quant à l'objectif de l'EPT relatif à la qualité de l'éducation, l'ancien directeur de l'Equipe du Rapport a indiqué que ses éléments essentiels sont le développement cognitif et le fondement créatif et affectif des valeurs et attitudes qui permettent aux individus de bien fonctionner dans leur communauté. Il a aussi fait remarquer qu'une éducation de qualité bénéficie à la santé, à la famille, au revenu personnel et à l'économie nationale. Le Rapport 2005 énumère un certain nombre d'éléments qui sous-tendent le développement et le maintien de la qualité, lesquels sont tous deux liés au contexte d'enseignement/apprentissage,

comme les matériels et le temps d'instruction, ainsi que les aspects de l'environnement scolaire au sens le plus large : leadership, gouvernance efficace, sécurité et processus d'évaluation régulière. Cependant, quatre pays ont été distingués comme méritant une mention spéciale pour leurs performances dans le domaine de la qualité – le Canada, Cuba, la Finlande et la République de Corée – où un déterminant clé a été un engagement fort, soutenu et à long terme en faveur de l'éducation.

Le Rapport dresse le catalogue des facteurs qui sont cause d'une éducation de qualité médiocre – des rapports élèves/enseignant élevés, des langues d'instruction peu familières, des approches pédagogiques inappropriées, ainsi que l'absence ou la faiblesse des aspects mentionnés plus haut. Là où les apports de ressources sont faibles, un accroissement des ressources a un impact majeur sur la qualité ; cependant, là où les ressources sont plus abondantes, comme dans les pays riches, les ressources supplémentaires n'ont pas d'impact direct sur la qualité – à un certain niveau, la qualité dépend davantage d'autres facteurs tels que l'interaction apprenant-enseignant. Le rôle des enseignants est fortement souligné dans le Rapport, et l'attention est appelée sur la nécessité d'une bonne formation et de conditions d'emploi adéquates.

L'objectif selon lequel il faut consacrer 6% du produit national brut (PNB) à l'éducation est rarement atteint, avec une moyenne de moins de 4% en Afrique, en Asie de l'Est et dans le Pacifique. Alors que les engagements d'aide en faveur de l'éducation de base sont en augmentation – et pourraient fournir quelques 3,2 milliards de dollars supplémentaires au cours des trois prochaines années – ils sont encore loin d'atteindre les 5,6 milliards de dollars jugés nécessaires pour atteindre les objectifs de l'EPT et de la parité entre les sexes. La fragmentation des relations avec les bailleurs de fonds et les coûts de transaction élevés qui en résultent prouvent la nécessité d'une plus grande coordination et d'un meilleur ciblage.

Rappelant aux membres du Groupe de haut niveau que qualité et quantité (élargissement de l'accès) sont complémentaires et non concurrentes, M. Colclough a conclu en énumérant quatre ingrédients clés d'une éducation de base de qualité :

- ▷ Une attention prioritaire à la qualité de la profession enseignante ;
- ▷ Un rôle directeur fort exercé par le gouvernement ;
- ▷ Un projet de société pour l'amélioration de l'éducation ;
- ▷ La continuité de la politique suivie.

Dans toutes les présentations et tous les débats qui ont suivi, les intervenants ont souvent dit combien ils appréciaient la haute qualité du rapport et reconnu son utilité pour comprendre les lacunes et assigner de nouvelles priorités au mouvement de l'EPT. Les données qu'il fournit sont un élément essentiel pour formuler les politiques relatives à l'éducation de base.

2.2 Les progrès de l'EPT vus dans leur contexte

Après cette présentation, trois orateurs ont commenté les aspects de l'amélioration de la qualité.

M. Luis Gómez Gutiérrez, Ministre de l'éducation de Cuba, a formulé ses remarques dans le contexte des progrès de l'EPT en Amérique latine et dans les Caraïbes, notant avec préoccupation que 27% des élèves de ce continent ne vont pas au-delà de la 5e année du primaire et que 20 millions d'adolescents ne sont pas scolarisés. Jusqu'à 40% des élèves du primaire redoublent au moins une année d'études. La pauvreté, la faim, le chômage et le défaut de priorité aux politiques sociales sont en cause, mais le Ministre s'est concentré sur le niveau d'instruction des parents. Avec 42 millions d'adultes analphabètes dans la région plus un nombre de « semi-analphabètes » estimé à 110 millions de personnes, on est fondé à conclure que la situation de l'alphabétisation entrave l'amélioration de la qualité de l'éducation des enfants – et ce dans le contexte de l'existence de 800 millions d'analphabètes dans le monde, ce qui est un véritable scandale au vingt et unième siècle.

Cuba a fait preuve d'une grande activité et d'un grand sens de l'innovation dans le domaine de l'alphabétisation, à la fois à l'intérieur et à l'extérieur de ses frontières, partageant ses méthodes audiovisuelles et d'enseignement à distance avec d'autres pays de la région et du monde entier. Un effort soutenu est nécessaire dans le domaine de l'alphabétisation des adultes de façon que les apprenants atteignent au moins le niveau d'une sixième année du primaire.

D'une manière générale, Cuba a accordé une haute priorité à l'éducation, veillant à ce que les enfants bénéficient d'un repas scolaire à midi et à ce que les salles de classe soient bien équipées en matériels de toutes sortes – livres, uniformes, télévisions et ordinateurs – et veillant aussi à fournir des enseignants qualifiés en nombre suffisant. Le Ministre a fait observer que les réalisations de Cuba dans le domaine de l'éducation ont été obtenues en dépit du blocus économique et que l'éducation reste la première priorité du gouvernement.

Le Ministre de l'éducation de l'Égypte, M. Ahmed Gamal Eddin Moussa, a informé le Groupe de haut niveau que son pays continue de progresser peu à peu vers la réalisation des objectifs de l'EPT que sont l'enseignement primaire universel, la PEPE, la parité entre les sexes et l'alphabétisation des adultes ; l'Égypte compte notamment réaliser l'enseignement primaire universel d'ici à 2015. Bien que le gouvernement consacre 5,6% du PNB à l'éducation, il reste beaucoup à faire pour obtenir une éducation de base pour tous de qualité. Des indicateurs ont été établis dans cinq domaines pour faciliter l'évaluation et le changement :

- ▷ Des programmes scolaires et des objectifs d'apprentissage adaptés à chaque niveau ;
- ▷ Des écoles efficaces et accueillantes ;
- ▷ Des enseignants compétents ;
- ▷ Une gestion axée sur l'excellence ;
- ▷ La participation de la société civile et du secteur privé.

Pour ce qui est de l'amélioration de la qualité, un organisme national d'accréditation a été mis en place pour améliorer la capacité de planification et d'évaluation. Les enseignants sont sélectionnés pour suivre des programmes de perfectionnement afin d'élever le niveau des qualifications, et la participation de la société civile et des ONG est considérée comme cruciale pour la recherche et l'amélioration de la qualité. Soucieuse de s'attaquer sérieusement au problème de l'écart entre les sexes, l'Égypte fait partie de l'UNGEI, en partenariat avec l'UNICEF et d'autres institutions internationales.

En Égypte, l'engagement de tous est crucial si l'on veut atteindre les objectifs de l'EPT et un plan stratégique est en place afin d'utiliser efficacement les ressources extérieures qui sont reçues.

Apportant le point de vue de la société civile, M. Kailash Satyarthi, représentant la Campagne mondiale pour l'éducation, a rappelé au Groupe de haut niveau l'existence des nombreux enfants défavorisés qui ont le plus besoin d'une éducation de qualité afin d'échapper au cercle vicieux de la pauvreté et pour lesquels, pourtant, une éducation de qualité demeure un rêve inaccessible. Parmi eux, on trouve les filles, les enfants qui travaillent, les enfants handicapés, les enfants des populations autochtones et des minorités, les orphelins du sida et les pauvres des zones rurales. Ces enfants :

- ▷ Abandonnent l'école précocement parce que leur travail est nécessaire à leur famille ;
- ▷ Ne parviennent pas à se concentrer parce qu'ils ont faim ;
- ▷ Fréquentent des écoles sans manuels, sans pupitres, et ne reçoivent que quelques heures d'instruction par jour ;
- ▷ Ne sont jamais enseignés par des enseignants convenablement formés et soutenus dans une classe de taille raisonnable ;
- ▷ Sont obligés d'apprendre dans des langues étrangères qu'ils ne parlent pas et de suivre un programme scolaire qui ignore leur culture et leur expérience.

En revanche, les enfants des zones urbaines et privilégiées et ceux des parents les plus riches bénéficient de services de meilleure qualité, et souvent d'une part disproportionnée des dépenses publiques d'éducation, ou ont accès à l'enseignement privé ; l'éducation peut donc aggraver les inégalités. Si l'on veut rétablir l'équilibre et donner une éducation de base de qualité à tous les enfants, il faudra adopter trois priorités que M. Satyarthi a formulées sous la forme de recommandations :

- ▷ Permettre aux enfants non scolarisés d'accéder à l'éducation en rendant celle-ci gratuite et en apportant un soutien aux familles les plus pauvres, tout en veillant à mettre en place une infrastructure adéquate pour faire face à l'augmentation des effectifs ;
- ▷ Appeler les gouvernements à allouer 6% de leur PNB à l'éducation, et les bailleurs de fonds à annuler la dette et à mobiliser les 5,6 milliards de dollars supplémentaires d'aide requis chaque année. Ces ressources doivent servir en partie à faire en sorte que les systèmes éducatifs répondent aux besoins des plus défavorisés, y compris les filles ;

Atteindre les enfants défavorisés :

Cela veut dire réaménager les systèmes éducatifs, les programmes scolaires, les infrastructures scolaires et les priorités de financement pour les aligner sur les besoins des enfants exclus – et non attendre d'eux qu'ils s'adaptent aux besoins d'un système qui a été bâti pour les garçons des classes moyennes des villes.

Kailash Satyarthi
Campagne mondiale pour
l'éducation

- ▷ Adopter une approche de l'éducation fondée sur les droits, dans laquelle les engagements politiques et la législation garantissent l'éducation de base gratuite pour tous, et dans laquelle la gouvernance et l'allocation des ressources sont traitées de manière transparente. Les organisations d'enseignants et les organisations de la société civile ont un rôle clé à jouer pour engager le gouvernement dans le dialogue stratégique à ces fins.

M. Satyarthi a conclu en soulignant que « la qualité pour quelques-uns mais pas pour tous est une terrible injustice, une violation des droits fondamentaux et un gaspillage du potentiel humain » ; pour offrir des opportunités aux plus défavorisés, il faut d'abord s'attaquer de front à ces lacunes de l'équité.

2.3 Les progrès de l'EPT : débat et exemples

Les membres du Groupe de haut niveau ont réagi à ces présentations en citant des exemples d'améliorations de la qualité dans un certain nombre de pays, en mettant l'accent sur d'autres éléments qui favoriseront la qualité de l'éducation et en identifiant certains sujets de préoccupation.

Les progrès accomplis au Japon depuis la Deuxième Guerre mondiale, et dans d'autres pays d'Asie de l'Est plus récemment, illustrent les conséquences économiques positives d'un engagement soutenu en faveur d'une éducation de base de qualité – un succès obtenu sans pour autant accélérer l'aliénation culturelle. A cet égard, il a été noté que dans diverses régions du monde, en particulier en Afrique, on accorde une attention insuffisante aux formes autochtones d'apprentissage, et il faudrait poursuivre les recherches afin de remédier à la discordance entre l'apprentissage et ses résultats ; il faut que les enfants quittent l'école avec des connaissances et des compétences utilisables.

L'énorme population de la Chine pose des défis particuliers à l'éducation ; pourtant, le pays affiche des taux nets de scolarisation en progression régulière dans le primaire comme dans le secondaire. Dans le contexte extrascolaire de l'apprentissage tout au long de la vie, 2 millions d'adultes ont accédé à l'alphabétisme en 2003, et d'autres initiatives ont consisté à former les paysans aux technologies agricoles et à répondre aux besoins des migrants ruraux dans les zones urbaines.

L'effort du Ghana en matière d'amélioration de l'accès et de la qualité de l'éducation des filles a porté principalement sur les zones du Nord du pays où l'on trouve les groupes de population les plus démunis et les plus touchés par

l'exclusion. Toute une série de mesures spécifiques ont entraîné des progrès notables de la parité entre les sexes dans ces régions (mais dans un contexte de scolarisation inférieure à 100%), à savoir notamment des politiques explicites, une Unité spéciale de l'éducation des filles, des formes de soutien telles que la fourniture de bicyclettes, de cartables et d'articles de papeterie, un programme de repas scolaires, et des bourses pour les plus pauvres afin de couvrir les coûts indirects de la scolarisation. Reconnaissant le rôle central des enseignants qualifiés pour ce qui est de garantir la qualité, le Ghana a aussi retardé l'âge d'admission à la retraite des enseignants au-delà de 60 ans pour accroître le nombre des enseignants qualifiés dans le système.

« Qualité et quantité sont complémentaires, et l'une ne saurait remplacer l'autre » – ce principe, qui est l'un des messages clés du Rapport mondial de suivi sur l'EPT 2005, a été souligné dans le débat. L'accent mis sur la qualité doit aller de pair avec le souci de l'accès – d'ailleurs, les écoles de qualité seront un facteur d'accroissement de l'accès en démontrant par exemple un environnement accueillant à l'enfant, une formation continue des enseignants, une bonne gestion scolaire, des matériels adéquats et de qualité, plus l'influence des parents et des communautés sur l'élaboration et le suivi des plans d'amélioration des écoles. Des pédagogies différentes – il s'agit des pédagogies centrées sur l'enfant – doivent devenir un élément normal des pratiques des enseignants dans leurs classes.

La qualité de l'éducation dépend aussi de facteurs extérieurs à l'école : la protection et l'éducation de la petite enfance, souvent négligées, améliorent les acquis d'apprentissage. L'alphabétisation des femmes est une intervention clé, de même que la participation des communautés à l'éducation et à la gouvernance des écoles. L'efficacité de l'aide et la bonne utilisation des ressources favoriseront aussi l'amélioration de la qualité. De meilleures données offrent une base plus solide aux politiques destinées à promouvoir la qualité de l'éducation, et les progrès accomplis à cet égard ont été notés dans le Rapport.

Enfin, les sujets de préoccupation comprennent la nécessité de comprendre pourquoi les enseignants en tant que groupe sont si vulnérables aux ravages du VIH/sida – une question clé là où la perte d'enseignants est sensible et en voie d'aggravation. Une autre question est celle du besoin de meilleurs indicateurs des acquis d'apprentissage ; dans bien des cas, on se contente de calculer les taux d'achèvement des différentes années d'études. Cela n'est cependant pas assez précis pour déterminer si les apprenants quittent le primaire avec des compétences utilisables.

3 Investir dans les enseignants pour améliorer la qualité dans le domaine de l'EPT

- Des enseignants convenablement formés et équipés sont absolument nécessaires pour que les enfants reçoivent une éducation de qualité.
- Les enseignants et leurs organisations doivent être associés aux débats sur la réforme de l'éducation, l'élaboration des politiques et l'action normative.
- Le statut, les conditions de travail et la rémunération des enseignants doivent être fixés à des niveaux qui, dans chaque contexte, puissent attirer et retenir les meilleurs candidats.
- La formation en cours de service est cruciale dans un monde où les connaissances progressent rapidement.

Présidant la séance, M. Zhou Ji, Ministre de l'éducation de la Chine, a souligné le rôle crucial des enseignants pour promouvoir la qualité dans l'éducation de base et a indiqué que les enseignants sont la profession la plus nombreuse dans le monde, puisqu'ils sont 59 millions ; il a appelé les membres du Groupe de haut niveau à utiliser les conclusions du Rapport mondial de suivi sur l'EPT 2005 et le produit du Parlement des enseignants (voir Appendice 3) comme base de leur débat et à concentrer leur attention sur deux questions clés :

- ▷ L'amélioration du statut, des conditions de travail et du professionnalisme des enseignants ;
- ▷ L'action à mener pour remédier à la pénurie d'enseignants dans les pays en développement.

3.1 La Déclaration du Parlement des enseignants : Mary Hatwood Futrell

Présentant la Déclaration du Parlement des enseignants, organisé à Brasilia juste avant la réunion du Groupe de haut niveau, Mme Mary Hatwood Futrell, Présidente fondatrice de l'Internationale de l'Éducation, a souligné que des enseignants très qualifiés sont indispensables pour donner une éducation de qualité à tous les enfants. A cet égard, la Déclaration :

- ▷ Adopte une position ferme sur l'éducation en tant que droit humain, souvent menacé dans son exercice par des modèles de développement non viables et par l'aggravation des inégalités dans un monde globalisé ;
- ▷ Réaffirme que l'éducation est une responsabilité de l'État et appelle les gouvernements à consacrer au moins 6% du PNB à l'éducation, l'accent étant mis sur les objectifs de l'EPT ;

- ▷ Reconnaît que l'éducation intervient dans un environnement social complexe, nécessitant un dialogue social qui doit inclure les éducateurs et leurs organisations. L'égalité des sexes dans la profession enseignante, avec davantage de femmes aux postes de responsabilité, doit aussi être promue, et la lutte contre la pandémie de VIH/sida et son impact sur l'éducation doit devenir une priorité dans les pays touchés ;
- ▷ Exhorte les gouvernements à s'engager à améliorer la qualité de l'éducation en améliorant le recrutement, la rétention, le statut et les conditions d'emploi des enseignants, et à promouvoir leur formation initiale et en cours de service, encourageant ainsi leur développement professionnel ; la gestion des écoles est un autre domaine auquel les gouvernements doivent accorder leur attention s'ils veulent améliorer la qualité.

3.2 Les enseignants et la crise économique : Daniel Filmus

Le premier des trois orateurs, M. Daniel Filmus, Ministre de l'éducation de l'Argentine, s'est déclaré entièrement d'accord avec le produit du Parlement des enseignants et a fait observer que le gouvernement argentin collabore étroitement avec les syndicats d'enseignants. Notant que son pays est classé au 23e rang de l'Indice du développement de l'EPT (IDE) dans le Rapport, il a dénoncé la crise économique comme facteur ayant un impact sur le recrutement et la formation des enseignants. Le faible niveau des rémunérations fait qu'il est difficile de recruter des candidats de haut calibre et le niveau élevé de la dette extérieure réduit les fonds disponibles pour l'éducation.

Pourtant, l'Argentine est consciente de la nécessité de la formation continue des enseignants, en partie pour compléter une formation initiale inadéquate et en partie pour s'adapter au développement des connaissances.

A côté de ces mesures, des modalités plus efficaces d'évaluation de la qualité des enseignants au niveau des écoles sont essentielles. Dans une situation sociale où il existe de sévères inégalités sociales entre les écoles, il est aussi nécessaire d'examiner et d'améliorer les processus d'apprentissage, et pas seulement d'évaluer les résultats.

3.3 Attirer et retenir les enseignants : Fabian Osuji

Chargé de traiter des moyens d'améliorer les incitations utilisées pour attirer et retenir les enseignants, en particulier dans les zones rurales, M. Fabian Osuji, Ministre de l'éducation du Nigéria, a dit que le rôle de l'enseignant pour une éducation de base de qualité bénéficie de l'attention des responsables du Nigéria pour la première fois et que les besoins des zones rurales sont ciblés par des mesures spécifiques. Ces efforts impliquent les mesures suivantes :

- ▷ Un nouvel organe – le Teachers' Registration Council – a été créé pour réglementer la profession et définir des qualifications minimales ;
- ▷ Une nouvelle initiative pour les zones rurales qui manquent d'enseignants ; en créant un cadre fédéral d'enseignants, il est proposé de déployer 30.000 enseignants supplémentaires au cours de la première année, de manière à compléter les enseignants déjà recrutés localement ;
- ▷ Un ajustement des barèmes de rémunération, avec une structure spéciale pour les enseignants du primaire et du secondaire et des incitations supplémentaires pour les enseignants des zones rurales ;
- ▷ De nouvelles possibilités de formation en cours de service pour les enseignants ruraux grâce à l'apprentissage à distance, conduisant à un relèvement des qualifications ;
- ▷ Un encouragement et des incitations offerts aux enseignants des zones rurales pour qu'ils suivent une formation et retournent dans leurs villages une fois formés ;
- ▷ L'amélioration du profil de l'enseignement par l'inclusion des syndicats d'enseignants dans les organes et les consultations sur l'éducation, ainsi que par des dispositifs destinés à prendre en compte les mérites des enseignants très performants.

3.4 Dialoguer avec les enseignants : Igor Damianov

L'évolution du rôle des enseignants et les demandes auxquelles ils sont confrontés dans une société en mutation rapide ont constitué la toile de fond des remarques de M. Igor Damianov, Ministre de l'éducation et des sciences de la Bulgarie. Intervenant en tant que troisième orateur, il a abordé le thème qui lui avait été assigné, à savoir « le dialogue social avec les enseignants en vue du succès des réformes scolaires » sous l'angle des nouveaux défis de l'enseignement. Ces défis comprennent une population scolaire plus hétérogène, une « croissance explosive » de l'information, la concurrence avec d'autres sources d'information et les nouvelles possibilités d'apprentissage offertes par les technologies de l'information. M. Damianov a affirmé que ce n'est qu'en pratiquant activement le dialogue avec les enseignants qu'il sera possible de trouver des voies appropriées pour répondre aux attentes de la société en matière d'éducation et obtenir la qualité – désormais interprétée dans un contexte européen.

La concertation sur l'action à mener, comme indiqué dans le Cadre d'action de Dakar, doit inclure toutes les parties prenantes en veillant à assurer une bonne interaction entre les gouvernements et la société civile. Le dialogue est aussi la clé de la mise en œuvre des réformes de l'éducation, vu que chacune a besoin d'explications et d'un consensus. Les gouvernements doivent en chaque occasion prendre soin de clarifier ce qu'ils veulent, pourquoi ils le veulent et comment ils comptent y parvenir. A ces fins, la Bulgarie a établi une commission consultative tripartite qui rassemble les enseignants, les employeurs et les syndicats, collaborant selon les principes directeurs définis par l'Organisation internationale du travail (OIT), dans le but de rendre la moins douloureuse possible l'introduction des nouvelles

« ...pour que la réforme de l'éducation soit un succès, il faut un large consensus social garanti par un constant dialogue fondé sur un partenariat équitable entre les décideurs et les enseignants, les apprenants, les familles, les universités, les employeurs, le secteur non gouvernemental, les syndicats, les municipalités et même les éditeurs de manuels scolaires. Nous devons tous 'jouer dans la même équipe' ».

Igor Damianov
Ministre de l'éducation
de la Bulgarie

réformes. Ce dispositif est complété par un Forum national sur l'Éducation pour tous. Le dialogue avec les enseignants et leurs organisations fonctionne d'autant mieux qu'il s'accompagne d'efforts visant à améliorer le statut et les conditions de travail de la profession enseignante.

Le dialogue social doit aussi porter sur la dimension interculturelle de l'éducation – « apprendre à vivre ensemble ». Dans un monde globalisé, chaque partie prenante de l'éducation est confronté à ce genre de problèmes. Ainsi, le dialogue au niveau international doit compléter la concertation au niveau national, en offrant un contexte professionnel plus large et une recherche de solutions aux problèmes communs.

3.5 Grandes lignes du débat

Au cours du débat qui a suivi, les participants ont fondé leurs observations sur la conviction qu'une éducation de qualité dépend dans une large mesure des enseignants ; il est donc impératif de les équiper et de les soutenir de façon à rehausser leur rôle et leurs performances. Les enseignants sont importants dans la vie des enfants car non seulement ils leur donnent une éducation mais ils forment aussi leur personnalité et leur offrent un environnement dans lequel le potentiel des jeunes vies est développé et façonné. C'est une position de responsabilité et la société attend des enseignants qu'ils protègent les enfants qui leur sont confiés. Les enseignants qui abusent de cette confiance et du pouvoir qu'ils exercent doivent tous sans exception être sanctionnés, où que cet abus se produise, et les sanctions doivent s'appuyer sur des dispositions législatives.

Nombre de participants ont exprimé le souci que les enseignants soient convenablement qualifiés et équipés pour leur travail. Compte tenu de l'évolution constante des circonstances et de l'expansion du corpus des connaissances, la formation initiale doit être complétée par une formation en cours de service régulière et ciblée qui vise à une amélioration continue de la qualité. Des exemples de domaines dans lesquels les compétences des enseignants ont besoin d'être actualisées ont été cités :

- ▷ La lutte contre le VIH/sida et ses conséquences sur les apprenants, leurs familles, le système scolaire et la société dans son ensemble, y compris des méthodes appropriées de promotion de la prévention ;
- ▷ La formation aux compétences de gestion, de façon que les enseignants puissent à la fois jouer tout leur rôle dans le traitement des aspects de la pratique pédagogique relevant de la gestion et contribuer pleinement aux processus de gestion des écoles ;

- ▷ L'acquisition de compétences en matière d'utilisation des technologies de l'information et d'intégration de celles-ci au profit de l'apprentissage et de l'enseignement ;
- ▷ L'offre des meilleures possibilités d'apprentissage aux enfants ayant des besoins spéciaux.

Dans la perspective de la formation continue et de l'échange d'expériences, le Global Learning Portal mis en place par l'Agence des Etats-Unis pour le développement international (USAID) vise à faciliter la communication entre les enseignants des divers pays, en commençant par les pays de l'E-9. A l'aide de la technologie des satellites, l'Inde offre des possibilités de formation en cours de service aux enseignants des zones rurales et des zones les plus reculées.

Un problème commun à de nombreux pays, en développement ou riches, est le manque d'enseignants. Pour obtenir des classes moins nombreuses, par exemple, l'Inde s'emploie à recruter 500.000 enseignants supplémentaires d'ici à 2007. Dans certains cas, les problèmes économiques du pays empêchent de recruter des enseignants ou de les rémunérer correctement, tandis que d'autres pays voient leurs enseignants partir répondre aux besoins de pays plus riches. Ce problème crée un exode majeur de talents des pays en développement qui en souffrent et il faut que toutes les parties concernées s'y attaquent de concert – le Secrétariat du Commonwealth offre actuellement un forum pour la recherche d'un terrain d'entente.

Les conditions d'emploi et le statut des enseignants ont aussi constitué un motif de préoccupation pour les membres du Groupe de haut niveau : des primes spéciales pour les enseignants en milieu rural, des prestations accrues, l'amélioration du statut social au moyen, par exemple, d'un prix international de l'UNESCO – toutes ces mesures et d'autres ont été mentionnées ou proposées comme nécessaires.

Le Parlement des enseignants a été apprécié comme une initiative importante pour doter les enseignants d'une plate-forme ; de nombreux intervenants ont loué et entériné les positions adoptées par les enseignants. Le Groupe de haut niveau devrait restituer ces voix et veiller à ce que leurs messages soient transmis et largement diffusés par les médias.

Liant une fois encore la question des enseignants à la recherche de la qualité dans l'éducation, les participants ont posé deux questions. Devrait-il y avoir une norme internationale en matière de qualité de l'éducation ? Pour satisfaire à la même norme, cela prend-il plus de temps dans certains pays/contextes que dans d'autres ? Il a été estimé que ces questions avaient leur place dans un forum international comme le Groupe de haut niveau.

3.6 Synthèse

Faisant la synthèse du débat, Mme Mary Futrell a présenté une série de neuf recommandations tirées des observations du Groupe :

1. Ressources : les gouvernements devraient consacrer 6% de leur PNB à l'éducation ;
2. Normes de qualité : en collaboration avec les enseignants et leurs organisations, les gouvernements doivent définir des normes de qualité ; l'attention à la qualité doit aussi inclure des normes élevées en matière de processus et de pratique pédagogique ;
3. Développement professionnel : la formation en cours de service et l'échange d'expériences entre les enseignants doivent occuper une place de choix sur l'agenda des plans nationaux d'éducation, en utilisant les technologies pour étendre la portée de ce soutien ;
4. Formation des enseignants : de meilleurs programmes de formation non seulement amélioreront la qualité mais aussi attireront dans la profession des candidats de plus haut calibre ;
5. Renouvellement des enseignants : l'amélioration des conditions d'emploi, des niveaux de rémunération et du statut des enseignants aideront à réduire les taux de renouvellement, de même qu'un soutien spécifique aux enseignants durant leurs deux premières années d'exercice ;
6. Implication des parents : les acquis des apprenants et leurs comportements bénéficieront les uns comme les autres d'un soutien à l'implication des parents, fondé sur une communication régulière avec les enseignants au sujet des normes auxquelles les enfants sont censés satisfaire ;
7. Professionnalisme : le dialogue avec les enseignants et leurs organisations offrira une base solide à l'établissement de normes professionnelles dans le domaine de l'enseignement ;
8. Prévention du VIH/sida : les enseignants sont une ressource clé de l'élaboration de programmes à cet effet ;
9. Code d'éthique : toute la préparation des enseignants devrait prendre en compte les considérations éthiques, présenter un code d'éthique et mettre en garde contre les conséquences de la non-observation de ce code ; un tel code doit être fondé sur le respect fondamental des enfants dans la salle de classe.

4 L'objectif de la parité entre les sexes pour 2005 : un dernier appel à une action d'urgence

■ Si l'on veut que les filles bénéficient de l'école, il faut que tous les obstacles à leur accès soient éliminés et que les écoles aient des infrastructures accueillantes aux filles.

■ Les filles qui habitent des zones rurales, appartiennent à des minorités ethniques, sont handicapées ou sont victimes de plusieurs de ces « désavantages » sont les plus difficiles à atteindre et requièrent des efforts particuliers.

■ La promotion de l'éducation des filles doit se situer dans le contexte de la lutte contre les inégalités sociales.

■ L'éducation des filles est une condition sine qua non de la réalisation de TOUS les Objectifs du Millénaire pour le développement, étant donné l'impact de l'amélioration du niveau d'instruction des femmes dans la société.

Présidant la séance, Mme Carol Bellamy, Directrice exécutive de l'UNICEF, a exhorté les délégués à centrer le débat sur l'action – car seule une action énergique et urgente pourra faire avancer le monde vers la réalisation de l'objectif de la parité entre les sexes en 2005.

4.1 Tenir nos promesses vis-à-vis des enfants : Carin Jämtin

Situant ses remarques dans le contexte des droits à l'éducation et des droits dans l'éducation, Mme Carin Jämtin, Ministre de la coopération pour le développement de la Suède et commentatrice principale de cette séance, a entamé son thème par trois questions :

- ▷ Pourquoi les parents sont-ils moins disposés à payer les frais de scolarité pour leurs fils que pour leurs filles ?
- ▷ Pourquoi les autorités utilisent-elles les garçons comme normes lorsqu'elles planifient les écoles ?
- ▷ Pourquoi les manuels scolaires utilisent-ils principalement des garçons comme exemples ?

La réponse, a soutenu Mme Jämtin, est toujours la même : ces faits sont la conséquence d'inégalités tenaces entre les hommes et les femmes partout dans le monde. Elle a reconnu que l'écart entre les sexes en matière de scolarisation diminue, quoique lentement, et a proposé une série de mesures destinées à accélérer les progrès dans ce domaine ; ces mesures portent sur des problèmes qui sont des obstacles directs à l'éducation des filles :

- ▷ Abolition des frais de scolarité, tout en préservant la qualité ;
- ▷ Fourniture d'eau et accès à des installations sanitaires appropriées pour les filles ;
- ▷ Accroissement du nombre des enseignantes, qui sont des modèles de rôles pour les filles ;

- ▷ Adoption d'un programme scolaire soucieux de l'égalité entre les sexes qui accroîtra la pertinence de l'éducation pour les filles ;
- ▷ Amélioration de la qualité de l'éducation grâce à des rapports élèves/enseignant plus favorables et à d'autres mesures.

Même ces mesures seront inefficaces si elles ne sont pas accompagnées d'une administration efficiente et transparente, d'une priorité à l'éducation dans les budgets nationaux et d'un soutien accru de la communauté des bailleurs de fonds. L'année 2005 verra un certain nombre de rapports sur les progrès accomplis vers la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), et les partenaires comme les acteurs de l'EPT doivent veiller à ce que les filles et leur éducation se voient accorder une place privilégiée.

4.2 Atteindre les filles les plus pauvres : Rasheda Choudhury

Quatre orateurs ont commenté le thème : une représentante de la société civile, un représentant d'un organisme d'aide, un représentant d'un pays en développement et un représentant d'une institution multilatérale. Mme Rasheda Choudhury, de la Campaign for Popular Education (CAMPE) de la société civile au Bangladesh, a voulu savoir pourquoi nous avons perdu deux générations scolaires depuis la Conférence mondiale sur l'éducation pour tous en 1990. L'important est d'identifier ce qui fait une différence pour ce qui est d'atteindre les filles des groupes les plus pauvres. Elle a énuméré certaines politiques et actions spécifiques, sur la base de l'expérience positive du Bangladesh où la parité entre les sexes est atteinte dans l'enseignement primaire et secondaire :

- ▷ Une volonté politique claire se traduisant par des politiques facilitatrices ;

- ▷ Un cadre favorable, comprenant la gratuité des manuels, des bourses pour les filles et un programme de versements en espèces aux familles pauvres ayant des filles ;
- ▷ Des partenariats efficaces, en particulier entre le gouvernement et la société civile ;
- ▷ Des mécanismes de coordination entre les bailleurs de fonds, la société civile et le gouvernement ;
- ▷ La mise à profit des leçons tirées des erreurs commises ;
- ▷ L'utilisation des stratégies de communication et des médias ;
- ▷ Un secteur des ONG dynamique, démontrant la faisabilité des innovations et mobilisant la société.

Dans tous ces efforts, il est besoin d'accorder une particulière attention aux filles qui sont doublement et triplement désavantagées, en raison d'abord de leur sexe, ensuite de leur appartenance à une minorité ethnique ou du fait qu'elles sont handicapées ou vivent dans des zones rurales difficilement accessibles. Lorsque ces facteurs se conjuguent, seules des approches sur mesure et ciblées peuvent les atteindre.

4.3 Honorer les promesses :

Hans-Martin Boehmer

M. Hans-Martin Boehmer, du Département pour le développement international (DFID) du Royaume-Uni, a, pour formuler ses remarques, invoqué le mot d'ordre « Assez des promesses non tenues ». A l'appui de ses observations, il a révélé que le Royaume-Uni entend atteindre l'objectif de 0,7% du PNB consacré à l'aide, proclamé par l'ONU, d'ici à 2012 ; cela signifie une augmentation annuelle d'un milliard de dollars au cours des prochaines années. Vu que le Royaume-Uni octroie son aide via le soutien budgétaire, la mesure dans laquelle cette augmentation se traduit par un appui à l'éducation des filles dépend de la façon dont le budget est administré et de qui prend les décisions budgétaires.

M. Boehmer a souligné que l'éducation des filles doit être envisagée dans le contexte plus large des relations entre les sexes dans la société, lesquelles constituent la question plus générale qu'il faut aborder. Outre l'UNGEI, des initiatives internationales doivent démontrer leur engagement en faveur de l'éducation des filles. L'IMOA et les efforts pour atteindre les OMD doivent montrer qu'ils peuvent faire une différence en matière d'égalité entre les sexes et de droits. Le Royaume-Uni apportera son soutien aux pays qui suppriment les frais de scolarité de façon à élargir l'accès des filles à l'éducation, tout en veillant à ce que cet élargissement ne nuise pas à la qualité de l'éducation.

4.4 Qu'est-ce qui fait une différence ?

George Godia

Soucieux de centrer résolument ses propos sur l'action comme l'avait demandé la présidente de séance, M. George Godia, Secrétaire à l'éducation du Kenya, a soumis au Groupe une réflexion sur ce qui a fait une différence dans l'élargissement de l'accès à l'éducation dans son pays. Le premier de ces facteurs est la volonté politique, attestée non seulement par les priorités des politiques, mais aussi par les partenariats entre services gouvernementaux et avec la société civile et le secteur privé. Le Kenya a fait un effort particulier pour atteindre les enfants dans des situations difficiles : ceux qui vivent dans la rue et dans les zones (semi-) arides, ceux qui sont prisonniers de l'extrême pauvreté, du travail des enfants ou des responsabilités familiales (frères et sœurs, mères adolescentes), et les handicapés.

Depuis 2003, date à laquelle la gratuité de l'enseignement primaire a été totalement assurée, 1,5 million d'enfants supplémentaires ont été scolarisés. A la suite des travaux d'une Equipe spéciale ministérielle sur le genre, un certain nombre de mesures ont été prises pour remédier au déséquilibre entre les sexes : examen des programmes scolaires, amélioration des installations sanitaires et de l'approvisionnement en eau dans les écoles, suppression des taxes sur les serviettes hygiéniques. De plus, un tiers des membres des conseils de gestion des écoles doivent être des femmes et là où le directeur d'une école secondaire mixte est un homme, son adjoint doit être une femme. Les femmes sont admises à l'université avec des notes inférieures d'un point à celles des hommes. Le gouvernement est très conscient des obstacles qui demeurent : la pauvreté, les facteurs religieux, les disparités entre les régions et le petit nombre de filles qui étudient les mathématiques et les sciences.

4.5 Renforcer le partenariat :

Kunio Waki

Le quatrième orateur, M. Kunio Waki, du Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP), a souligné l'importance du Groupe de haut niveau comme démonstration à la fois du potentiel et de l'ampleur du partenariat. Il a noté que permettre aux filles de bénéficier d'une éducation de qualité est un facteur clé de la réalisation de beaucoup des OMD, mentionnant ceux qui ont trait à l'égalité entre les sexes, à la mortalité infantile, à la santé maternelle et au VIH/sida. L'éducation est aussi liée à l'accès aux opportunités économiques et à la baisse des taux de fécondité. A propos du thème du partenariat, M. Waki a soumis cinq points à l'attention du Groupe de haut niveau :

- ▷ Les partenaires doivent jouer le rôle qui leur revient : les gouvernements doivent allouer des ressources accrues à l'éducation de base dans leurs budgets, et les bailleurs de fonds doivent intensifier leur aide.
- ▷ Des partenariats plus solides sont essentiels pour que l'utilisation des ressources soit efficace et qu'elle contribue à améliorer la qualité ; cependant, il ne s'agit pas seulement de finances, mais aussi de moyens imaginatifs de promouvoir la qualité. A cet égard, les partenariats avec la société civile et le secteur privé doivent être développés avec vigueur.

2005 – un moment de vérité

... alors que nous évaluons les progrès accomplis vers la réalisation des objectifs fixés à Dakar et que nous examinons la mise en œuvre de la Déclaration du Millénaire de l'Assemblée générale. C'est un moment de vérité parce qu'il montrera comment nous avons tous accordé nos actes à notre rhétorique. C'est un moment de vérité parce que nous avons l'occasion de renverser la vapeur et de nous assurer que nous faisons bien tout pour atteindre les OMD d'ici à 2015. Et en un sens, c'est un moment de vérité pour le « partenariat ».

Kunio Waki FNUAP

- ▷ Les partenaires existants doivent maintenir leur dynamique, par exemple dans le cadre de l'UNGEI.
- ▷ Les partenariats sous-utilisés doivent être encouragés à intégrer l'éducation dans les enjeux plus larges du développement, à travers le dialogue stratégique incluant les ministères de la planification, des finances, de la santé, du travail, entre autres.
- ▷ Il faut tendre la main à de nouveaux partenaires, tels que les parents, les dirigeants communautaires, les dirigeants religieux et culturels et les jeunes eux-mêmes. Ces partenariats offrent des perspectives nouvelles et insufflent de l'énergie et de la pertinence dans les efforts institutionnels.

4.6 Grandes lignes du débat

Le bref débat qui a suivi a porté sur un certain nombre des thèmes abordés, avec des exemples de différentes régions du monde. Il peut être résumé en quatre points.

- ▷ L'éducation des filles, c'est aussi la promotion de l'égalité entre les sexes dans la société : permettre aux femmes d'occuper des postes de responsabilité et d'avoir accès à des formations de pointe modifie la perception du potentiel des femmes et offre un nombre croissant de modèles de rôles à la prochaine génération.

Ce changement consiste aussi en partie à donner des débouchés aux filles dans des professions qui ne sont pas traditionnellement féminines, en particulier celles qui se rapportent aux sciences. Certaines sociétés sont confrontées à des problèmes particulièrement complexes et tenaces lorsqu'elles cherchent à modifier les attitudes à l'égard de l'éducation des filles ; attendre des filles que leur rôle futur demeure celui d'épouses et de mères dans le domaine domestique peut conduire à des taux d'abandon élevés.

- ▷ Cibler les filles les plus difficiles à atteindre exigera des mesures spéciales, comme des internats pour les filles des zones tribales et les filles défavorisées en Inde, et des madrasas élargies pour les filles musulmanes offrant non seulement une éducation religieuse mais aussi le programme du primaire.
- ▷ Il faut adopter des solutions innovantes et spécifiques pour briser les obstacles qui s'opposent à l'accès des filles à l'éducation. Les programmes de repas scolaires suppriment l'obstacle de la faim, tandis que dans bien des cas, il est simplement nécessaire de rapprocher les écoles du domicile des filles. Une assistance spécifique peut être indispensable pour scolariser les filles, comme par exemple une assistance financière aux familles les plus pauvres.
- ▷ Les solutions ne sauraient être imposées : le gouvernement doit collaborer davantage avec les parents, la communauté et la société civile dans les zones difficiles à atteindre, rassemblant des partenaires qui comprennent bien le contexte et les conditions locales. La volonté politique doit être manifeste et le leadership exercé ; l'éducation des filles s'améliorera dans le cadre de la mobilisation sociale et des actions de plaidoyer.

4.7 Synthèse

Faisant la synthèse du débat, Mme Carin Jämtin a identifié les facteurs clés comme la volonté politique et le leadership de la part des gouvernements, des parlements et des institutions internationales. Cet engagement implique des partenariats efficaces entre toutes les parties prenantes, et un enseignement gratuit et obligatoire de qualité. Elle a noté que le débat avait omis certaines questions importantes comme le travail des enfants et l'éducation dans les situations d'urgence, qui ont aussi besoin de réponses résolues et adaptées. De plus, il ne faudrait pas oublier les liens entre éducation formelle et éducation non formelle, les approches non formelles étant prometteuses tant pour les enfants que pour les adultes. Reconnaisant l'intérêt des suggestions formulées, Mme Jämtin a conclu sur un appel à l'action concertée : « Nous avons ici toutes les solutions. Maintenant, appliquons les ». La présidente de séance lui a fait écho : « Nous savons réellement ce qu'il faut faire. Maintenant, passons à l'action ».

5 Mobilisation des ressources pour l'EPT

- L'aide à l'éducation de base a progressé modestement ces quelques dernières années, mais pas suffisamment pour répondre aux besoins de financement de l'EPT.
- Les pays qui font des efforts pour mobiliser leurs propres ressources et améliorer l'environnement de leurs politiques ont besoin de savoir avec certitude qu'ils recevront une aide.
- Le poids de la dette reste critique pour certains pays – un plus grand allègement de la dette et/ou des échanges dette-éducation pourraient bénéficier à l'éducation.
- Une fourniture plus efficiente et plus coordonnée de l'aide libérerait des ressources.
- Le financement de l'EPT doit porter sur tout l'agenda de l'EPT, sur les six objectifs.
- Les partenariats avec le secteur privé offrent des ressources supplémentaires et les bénéfiques d'un plus grand engagement en faveur de l'éducation et de l'expertise.

Une des fonctions du Groupe de haut niveau expressément prévue dans le Cadre d'action de Dakar était la mobilisation de ressources financières. Cette séance, présidée par M. Xavier Darcos, Ministre délégué à la coopération, au développement et à la francophonie de la France, avait pour but d'examiner non seulement les niveaux et les tendances de l'aide à l'éducation de base, mais aussi les modalités de fourniture de cette aide. Notant que les débats se déroulaient dans une situation témoignant d'un déficit considérable du financement de l'EPT, en dépit de la tendance à l'accroissement de l'aide globale au développement, le président de séance a rappelé aux participants qu'il leur fallait regarder au-delà de l'objectif de l'enseignement primaire et prendre en considération, par exemple, la protection des très jeunes enfants.

5.1 L'aide au bon endroit : Jean-Louis Sarbib

Prenant la parole en tant que commentateur principal, M. Jean-Louis Sarbib, Vice-Président à la Banque mondiale, a présenté une évaluation actualisée des flux d'aide à l'éducation, appuyée par une série de graphiques et de statistiques. Les faits principaux étaient les suivants :

- ▷ La réalisation des OMD exigerait 50 milliards de dollars par an : la capacité actuelle de financement est de 30 milliards de dollars, dont 18,5 milliards sont effectivement utilisés ;
- ▷ 49% seulement de l'APD va aux pays à faible revenu ;
- ▷ L'APD à l'éducation a augmenté de 23% entre 2000 et 2002 ;

- ▷ Dans l'aide à l'éducation, 25% de l'aide bilatérale et 37% de l'aide multilatérale sont alloués à l'éducation de base ;
- ▷ Dans le cadre du Comité d'aide au développement de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE-CAD), 60 pays et 40 organismes d'aide travaillent à une plus grande harmonisation.

M. Sarbib s'est longuement étendu sur la relation entre aide et politique, notant tout d'abord que l'aide est plus

efficace dans les pays ayant un meilleur environnement stratégique et institutionnel et ensuite que les environnements stratégiques des pays en développement s'améliorent. Il l'a montré en se référant à l'échelle des Evaluations de la politique et des institutions nationales (CPIA). Les améliorations du contexte des politiques dépendent dans une large mesure :

L'échelle des CPIA

L'Évaluation de la politique et des institutions nationales (CPIA) de la Banque mondiale évalue la qualité du cadre stratégique et institutionnel de chaque pays en fonction de la mesure dans laquelle il favorise la réduction de la pauvreté, la croissance durable et l'utilisation efficace de l'aide au développement.

- ▷ Des réactions judicieuses au changement ;
- ▷ De l'adoption et du maintien sur la durée de réformes bien adaptées ;
- ▷ Du soutien par des processus démocratiques.

Comme l'allocation de l'aide au développement dépend de plus en plus des résultats, les pays sont classés par l'OCDE comme « offrant un terrain accueillant au développement » ou comme « partenariats difficiles ». La question de savoir qui définit la nature du « développement » ou du « partenariat » reste ouverte. L'efficacité de l'aide continue de soulever quelques problèmes épineux :

- ▷ L'aide n'est pas forcément ciblée sur les pays qui en ont le plus besoin ;
- ▷ L'aide peut masquer l'assistance technique – qui représenterait jusqu'à 70% de l'aide à l'éducation ;
- ▷ Il se peut que les bailleurs de fonds épuisent les capacités locales avec leurs procédures au lieu de les renforcer ;
- ▷ Il y a un effet dissuasif lorsque les pays améliorent leur politique et leurs institutions et, au bout du compte, ne reçoivent pas de bénéfices supplémentaires (cela pourrait être un danger pour l'IMOA) ;
- ▷ Il y a le risque d'un écart entre les déclarations des réunions (comme celle du Groupe de haut niveau) et la réalité sur le terrain. « Aussi longtemps que nous n'aurons pas comblé cet écart, notre crédibilité restera en question ».

Les bailleurs de fonds doivent répondre de leurs performances, avec des efforts plus durables ; tenir la distance est le meilleur moyen d'obtenir des résultats.

5.2 Engager ses propres ressources : Mathieu Ouedrago

« C'est à son maître qu'il incombe d'attraper un chien enragé, avant de demander aux autres leur aide ». C'est par ce proverbe burkinabé que M. Mathieu Ouedrago, Ministre de l'éducation de base et de l'alphabétisation du Burkina Faso, a introduit le thème de la mobilisation des ressources internes. Il a noté que le taux d'achèvement du primaire au Burkina Faso est passé de 62% en 2001 à 73% en 2004, ce qui est un motif de satisfaction puisque l'éducation est la base du développement. Avec de tels efforts consentis localement, il a appelé les autres à aider « à maîtriser le chien qu'ils ont attrapé ».

La participation communautaire à l'éducation a une forte et longue tradition au Burkina Faso, attestée par exemple par le fait que les communautés commencent à faire classe

avant que les salles de classe soient construites, utilisant des abris ou des tentes, souvent fournies par l'armée. M. Ouedrago a affirmé que son pays a un plan crédible et le leadership nécessaire pour poursuivre les objectifs de l'EPT avec vigueur et détermination et a demandé « où sont ceux qui nous aideront ? ».

5.3 Au-delà de la dette : Charles Abani

Représentant la coalition d'ONG Campagne mondiale pour l'éducation, M. Charles Abani a fait sienne la conclusion du Rapport 2005 selon laquelle la volonté politique au niveau international est la condition clé de la réalisation de l'EPT. Il a noté que les nombreuses initiatives et déclarations intervenues depuis Dakar n'ont pas sensiblement modifié la situation. Des augmentations modestes, sinon minuscules, de l'aide, le défaut de priorité à l'éducation de base, des « promesses » non tenues et des « intentions » velléitaires, et une demande constante de bonnes politiques alors qu'il existe des plans viables, sont des facteurs qui contribuent à l'inertie et révèlent un fossé entre la rhétorique et l'action. M. Abani a aussi souligné l'affirmation du Rapport selon laquelle l'obtention de la qualité requiert des investissements qui dépassent les possibilités des pays en développement.

Cependant, M. Abani a désigné la dette comme un important poids à traîner pour de nombreux pays. Il a appelé à l'annulation de la dette, ainsi qu'à la fourniture de nouvelles ressources, si l'on veut offrir à tous une éducation de qualité. L'initiative relative aux Pays pauvres très endettés (PPTTE) et l'IMOA montrent que les ressources libérées font réellement une différence dans l'éducation – ce qui indique qu'il est possible de faire plus. La coordination entre les bailleurs de fonds baisserait les coûts de transaction et libérerait elle aussi des ressources supplémentaires et permettrait une aide d'un meilleur coût/efficacité pour tous. La Campagne

Dette et éducation

Les pays en développement ont plus que largement remboursé leur dette. Le Nigéria, par exemple, a emprunté 11 milliards de dollars, remboursé 28 milliards de dollars et doit encore plus de 30 milliards de dollars. C'est scandaleux si l'on pense qu'il y a au Nigéria 7 millions d'enfants non scolarisés et plus de 50 millions d'analphabètes.

Charles Abani
Campagne mondiale
pour l'éducation

mondiale pour l'éducation a formulé un certain nombre de recommandations, dont celles-ci :

- ▷ Renforcement de la volonté politique, attendu du Groupe de haut niveau ;
- ▷ Priorité accrue à l'éducation dans les pays et parmi les organismes d'aide ;
- ▷ Transparence, responsabilisation et inclusion de la société civile ;
- ▷ Partage équitable des dépenses entre tous les objectifs de l'EPT ;
- ▷ Amélioration de l'impact du FMI sur les nouveaux flux d'aide au développement en général et à l'éducation en particulier.

5.4 Des ressources pour tout l'agenda de l'EPT : Frederick Schieck

Elargissant son propos à l'ensemble de l'agenda de l'EPT, M. Frederick Schieck, Administrateur adjoint de l'USAID, a traité du thème de la mobilisation de ressources pour la PEPE, l'alphabétisation, les compétences nécessaires dans la vie courante et la qualité. Il a commencé par tirer quatre leçons du Rapport :

1. Des dépenses accrues n'ont pas nécessairement d'impact direct sur l'amélioration des résultats et de la qualité, sauf dans les pays les plus pauvres.
2. Là où il est possible d'abaisser un taux de redoublement élevé par des améliorations de la qualité, ces efforts peuvent s'autofinancer.
3. Les solutions novatrices locales à l'amélioration de la qualité ont des chances d'être les plus efficaces.
4. L'apprentissage précoce, l'alphabétisation des adultes et le développement des compétences apportent des avantages supplémentaires aux individus, aux communautés et au système scolaire formel.

Ces observations ont conduit M. Schieck à suggérer que d'autres systèmes d'apprentissage sont nécessaires pour promouvoir la qualité, sur la base de partenariats plus larges, qu'il a appelés « alliances pour le développement ». Parents, communautés, société civile et secteur privé, tous peuvent être impliqués, apportant des ressources à l'éducation. S'appuyant sur les alliances globales pour le développement lancées il y a quatre ans, l'USAID a investi 56 millions de dollars dans des partenariats avec le secteur privé, mobilisant 120 millions de dollars et engageant de nouveaux types de capacités et d'expertise dans les entreprises éducatives. Ces alliances – des exemples spécifiques ont

été mentionnés – ont apporté des contributions dans les domaines suivants :

- ▷ Amélioration de la qualité – un portail mondial de l'apprentissage reliant plus de 30 millions d'éducateurs ;
- ▷ Formation aux compétences nécessaires dans la vie courante – y compris les compétences entrepreneuriales – pour les jeunes non scolarisés ;
- ▷ Développement de la petite enfance – programmes de télévision, de radio et de matériels imprimés ;
- ▷ Alphabétisation des adultes – avec une ONG professionnelle parmi les populations autochtones de la Bolivie et de l'Angola ;
- ▷ Enseignement primaire – programmes complémentaires aidés par les entreprises au Mali, au Ghana et au Honduras.

Ainsi, un engagement significatif des parties prenantes dans l'éducation est « le meilleur moyen pour les pays de mobiliser des financements, de promouvoir l'innovation, de remédier aux défauts d'efficacité et de consolider les systèmes éducatifs formels en fournissant de manière efficace un large ensemble de ressources pour tous les aspects de l'EPT »

5.5 Utilisation efficace des fonds : Xavier Darcos

S'adressant au groupe au nom de la France et de l'Allemagne, le président de séance et quatrième orateur, M. Xavier Darcos, a situé l'EPT dans le contexte des efforts internationaux visant à atteindre les OMD, affirmant que l'EPT constitue la première priorité de ces efforts. Mentionnant un certain nombre de groupes chargés de trouver de nouvelles modalités de mobilisation de ressources pour l'EPT, il a souligné la nécessité de financements stables et durables. L'éducation porte ses fruits à long terme et doit être financée au moyen d'engagements à long terme. De bonnes politiques

Rien ne serait plus inacceptable pour un gouvernement que de devoir, en raison d'aléas de financement, laisser des enfants sur le bord du chemin, avec une scolarité inachevée, c'est-à-dire sans éducation véritable.

Xavier Darcos
Ministre délégué à
la coopération, au
développement et à
la francophonie de la
France

éducatives sont aussi une condition de l'utilisation efficace des fonds et en particulier de l'amélioration de la qualité des services éducatifs. Au-delà des questions de financement et de politique, la capacité d'absorption est aussi un motif sérieux de préoccupation, qui exige que l'on porte attention au renforcement des capacités professionnelles au niveau national sur une base durable. La France et l'Allemagne sont d'accord pour estimer qu'il faut apporter une aide à ce renforcement des capacités, à côté de l'accroissement des flux de financement.

L'harmonisation des procédures entre les bailleurs de fonds et la réduction des coûts de transaction pour les pays bénéficiaires constituent un autre aspect d'une aide efficace. Un certain nombre de pays de l'OCDE ont entrepris cette tâche, qui est aussi une considération pertinente pour ce qui est de la structuration de l'IMOA. L'assistance technique et l'expertise constituent, pour la France et l'Allemagne, une question de coordination avec l'UNESCO, que les deux pays souhaitent renforcer dans son rôle de pilotage des engagements de la communauté internationale. Il est essentiel que celle-ci parle clairement, et d'une seule voix, à un moment où le besoin d'accroître les financements se fait ressentir de manière si pressante.

5.6 Grandes lignes du débat

Un bref débat a suivi, au cours duquel ont été abordés les besoins de financement, la dette, la fourniture de l'aide et le contexte général de l'aide.

- ▷ **Besoins de financement :** plus de salles de classe, plus d'enseignants, un meilleur suivi et une meilleure transition entre le primaire et le secondaire – tels ont été les besoins considérés comme les plus pressants.
- ▷ **Dette :** le service de la dette est trop lourd dans de nombreux pays, dépassant parfois le montant total du budget de l'éducation. Là où il y a des préoccupations concernant la transparence, les fonds provenant de l'échange de la dette devraient être acheminés par l'intermédiaire d'un comité comprenant l'UNESCO pour être versés directement aux familles et aux écoles. Même lorsque des efforts sont faits par les gouvernements pour mobiliser les ressources internes, ces efforts sont souvent entravés par le poids de la dette. Transparence et efficacité ne se traduisent pas par une éducation de meilleure qualité si les ressources disparaissent dans le service de la dette, parfois une dette qui est très ancienne.
- ▷ **Fourniture de l'aide :** de nouvelles approches visant à abaisser les coûts de transaction doivent être adoptées, telles que des « partenariats silencieux » et le soutien budgétaire. L'imprévisibilité de l'aide est préjudiciable

à l'aptitude des gouvernements à assurer les services d'éducation. Il faut donc un accord entre les gouvernements et les bailleurs de fonds qui énonce un engagement ferme et ne se borne pas à offrir d'envisager la possibilité d'un financement quand la politique suivie est appropriée. Actuellement, les fonds ne sont pas garantis à ceux dont les performances sont satisfaisantes, alors qu'ils devraient l'être. L'utilisation de l'aide pour l'assistance technique doit être ciblée sur la constitution de capacités locales durables, et non sur un appui technique ponctuel.

- ▷ **Contexte de l'aide :** Certains ont noté au niveau international des tâches aveugles, des contradictions et des paradoxes caractéristiques d'un monde où « les situations sont si inégales que ce n'est même plus un sujet de discussion » (Cuba). Les 800 milliards de dollars dépensés à des fins militaires serviront-ils à construire des écoles et éduquer des enfants ? Il devient difficile d'expliquer pourquoi les gens doivent souffrir de la pauvreté et de la non-satisfaction de leurs besoins essentiels. Le communiqué de la réunion devrait dire clairement comment obtenir des financements pour 2015.

Intervenant dans le débat, le président de séance a mis en garde contre les engagements ou la fixation de cibles dont nous savons qu'il n'est pas possible de les tenir, et le choix des pays à aider ne devrait pas pénaliser ceux qui traversent des moments difficiles.

5.7 Synthèse

La synthèse faite par le commentateur principal a mis l'accent tout particulièrement sur l'idée d'un accord dans lequel les attentes des gouvernements et des organismes d'aide seraient clairement exprimées – à la fois la volonté et le désir de changer s'il le faut de politique et de prendre des risques pour avancer (gouvernements), et l'engagement de rendre les flux d'aide prévisibles et adéquats (organismes d'aide). Il faut que les gouvernements sachent qu'ils recevront des fonds à la mesure de leurs efforts. Les autres questions ressortant du débat étaient notamment les suivantes :

- ▷ De nouvelles sources de taxation au niveau international et un plus grand allègement de la dette sont activement étudiés ;
- ▷ Les déséquilibres des dépenses – 80 milliards de dollars pour le développement, 800 à 900 milliards de dollars pour les dépenses militaires – et des échanges doivent faire partie de l'équation lorsqu'on fixe des priorités pour l'éducation ;
- ▷ Les partenariats peuvent souvent être plus larges et plus divers qu'on ne l'envisageait initialement.

6 L'efficacité de l'aide à l'EPT

- Le moment est venu de mettre en place un accord contraignant et mutuel entre les bailleurs de fonds et les bénéficiaires de l'aide, fondé sur la prévisibilité du financement et l'engagement en faveur du changement.
- Les organismes d'aide doivent évaluer leurs performances et des mesures appropriées doivent être prises à cet effet.
- La société civile a un rôle clé à jouer dans la mobilisation des citoyens pour qu'ils s'engagent et plaident en faveur de l'utilisation des ressources dans l'éducation.
- La coordination et l'harmonisation ne sauraient remplacer l'accroissement des ressources, mais elles peuvent maximiser l'utilisation de l'aide.

M. Arthur Zahidi N'Goma, Vice-Président de la République démocratique du Congo, a présidé la séance et introduit ce thème en réaffirmant que ce ne sont pas les volumes d'aide qui suffiront à assurer la réalisation des objectifs de l'EPT ; l'efficacité, le ciblage et l'utilisation jouent un rôle tout aussi important. Cela exige des efforts mutuels de la part à la fois des fournisseurs et des bénéficiaires de l'aide. Pour les pays bénéficiaires, ces efforts doivent porter sur les capacités institutionnelles, la transparence et la bonne gouvernance ; pour les organismes d'aide, ils doivent porter sur la coordination et l'harmonisation des procédures et des mécanismes de fourniture de l'aide.

6.1 Mesurer l'efficacité des bailleurs de fonds : Ric Cameron

Comment mesurer l'efficacité des bailleurs de fonds ? M. Ric Cameron, Vice-Président principal de l'Agence canadienne de développement international (ACDI), a abordé cette question en qualité de commentateur principal en réaffirmant que l'éducation est un droit humain et qu'elle est « la base pour que les peuples et les sociétés réalisent leur potentiel ». Dans la poursuite des objectifs de l'EPT, la nécessité d'un accord est de plus en plus largement reconnue ; dans cet accord, le rôle dévolu aux bailleurs de fonds est d'améliorer leurs performances. L'évaluation par le Canada de sa propre aide à l'éducation a conclu que l'harmonisation entre les bailleurs de fonds ne garantit pas la baisse des coûts de transaction, vu que les bailleurs de fonds peuvent s'associer pour exiger certaines procédures des gouvernements. L'IMOA incite les bailleurs de fonds à l'harmonisation, tant au niveau des pays qu'au niveau international, dans le contexte de partenariats à long terme.

Citant une étude de la Commission européenne, M. Cameron a suggéré trois indicateurs clés pour mesurer les progrès accomplis par les bailleurs de fonds en matière d'harmonisation :

- ▷ Alignement : dans quelle mesure les bailleurs de fonds alignent-ils leurs procédures de gestion financière et de présentation des rapports financiers sur celles du pays bénéficiaire au lieu de proposer leurs propres procédures ?
- ▷ Décaissements fondés sur les performances : il est utile mais rare de lier le suivi aux décaissements.
- ▷ Développement des capacités : à tous les niveaux, du niveau national aux structures de gouvernance des écoles, selon des modalités intégrées ; actuellement, les capacités sont trop souvent renforcées sur la base de projets individuels, au niveau des provinces ou des districts. L'assistance technique est utile à cet égard.

M. Cameron a conclu en exprimant sa conviction que « nous devons tous avancer ensemble » si nous voulons que le monde atteigne les objectifs de l'EPT.

6.2 Un exemple d'harmonisation entre les bailleurs de fonds : Abdussalam Mohammed Al-Jawfi

Le premier des trois orateurs, M. Abdussalam Mohammed Al-Jawfi, Ministre de l'éducation du Yémen, a illustré les processus d'harmonisation entre les bailleurs de fonds à partir de l'expérience de son pays. Tout d'abord, le concept est nouveau au Yémen, mais il a progressé rapidement avec la signature d'une Déclaration de partenariat en

janvier 2004 entre le gouvernement et huit partenaires bilatéraux et multilatéraux. Cet accord vise à remplacer les projets individuels par un soutien conjoint à un programme commun, renforcé par des procédures améliorées au niveau du gouvernement. Un Projet de développement de l'éducation de base déjà en place est fondé sur un partenariat avec trois organismes d'aide, et d'autres demandent à s'y associer ; ce projet a ajouté l'éducation non formelle, l'alphabétisation et l'éducation de la petite enfance en tant que nouvelles composantes.

Le Fonds catalytique de l'IMOA est un autre exemple de partenariat qui se développe. Le souci du Yémen est de maximiser l'utilisation des ressources disponibles, étant donné l'énorme déficit de financement qui subsiste pour atteindre les objectifs de l'EPT.

6.3 Aller de l'avant au moyen de l'IMOA : Vilma Rosa Leon York

Mme Vilma Rosa Leon York, Vice-Ministre de l'éducation, de la culture et des sports du Nicaragua, a relaté l'expérience de la participation de son pays à l'IMOA, la décrivant comme une occasion de collaborer de manière plus cohérente et efficiente. Cette participation a permis de créer des mécanismes propres à susciter la confiance. Les politiques éducatives sont maintenant approuvées d'un commun accord par le gouvernement et d'autres acteurs, dont la société civile et la communauté des bailleurs de fonds, avec une conscience commune des déficits financiers qui subsistent. Une meilleure coordination avec le gouvernement a permis de faire en sorte que l'aide fournie sous la forme de soutien budgétaire soit utilisée comme ressources supplémentaires pour l'éducation.

La pression sur le système scolaire nicaraguayen est considérable, avec une progression annuelle des effectifs de 3% pour faire face à la croissance de la population ; les 80 millions de dollars d'aide attendus pour les cinq années à venir ne combleront qu'en partie le déficit financier. La qualité constituera une préoccupation majeure, avec de nouvelles procédures de tests pour déterminer en 2005 dans quelle mesure les résultats d'apprentissage se sont améliorés. L'éducation bénéficiera de la plus grande progression budgétaire en 2005, ce qui témoigne de la conviction du pays que l'éducation est la condition sine qua non du développement.

6.4 Mobiliser la société civile : Carlos Zarco Mera

Représentant la société civile, le troisième orateur, M. Carlos Zarco Mera, du Consejo de Educación de Adultos

de América Latina (CEEAL), a attiré l'attention sur les conditions défavorables à la réalisation des objectifs de l'EPT en Amérique latine : pauvreté, fort endettement, exclusion et inégalités sociales, faiblesse de l'exercice de la citoyenneté et abandon de leurs responsabilités par les gouvernements. Les réseaux de la société civile ont proposé conjointement des mesures spécifiques :

- ▷ Echanges dette-éducation ;
- ▷ Taxation des transactions financières internationales ;
- ▷ Accroissement de l'aide internationale ;
- ▷ Attribution dans les budgets nationaux d'une proportion de 6% du PNB à l'éducation ;
- ▷ Coordination des initiatives internationales dans le domaine de l'éducation sous les auspices de l'UNESCO – six initiatives parallèles ont été recensées en Amérique latine.

Dans la mesure où l'IMOA est une initiative individuelle visant à accroître les ressources, il est clair qu'elle ne portera pas sur tous les objectifs de l'EPT – il faudra six initiatives de mise en œuvre accélérée.

La société civile s'emploiera à promouvoir la participation des citoyens et des réseaux à la formulation des politiques – « démocratiser nos démocraties » - en mettant l'accent sur l'affirmation des droits de l'homme et sur une répartition équilibrée des pouvoirs. Veiller à ce que les fonds destinés à l'éducation parviennent aux écoles et aux communautés et à ce que l'éducation soit réellement entre les mains des éducateurs est aussi une préoccupation clé. L'éducation est un investissement à long terme qui nécessitera une amélioration constante des processus nationaux de mobilisation et de consultation, impliquant le secteur privé comme la société civile et le gouvernement. L'investissement doit être pérennisé au-delà de la durée d'existence de tel ou tel gouvernement.

La coopération internationale a jusqu'ici produit deux actions conjointes visant à soutenir l'EPT : le Rapport mondial de suivi sur l'EPT et la Semaine d'action mondiale pour l'EPT. Des efforts plus substantiels seront nécessaires de notre part à tous pour que nous puissions affirmer la dignité humaine et susciter l'espoir en réalisant le droit à l'éducation.

6.5 Grandes lignes du débat

Les participants ont formulé quelques suggestions au sujet du renforcement de l'efficacité de l'aide sur la base de leurs diverses expériences : partenariats avec le secteur privé, destinés à ajouter et non remplacer des financements ;

évaluations conjointes fondées sur une confiance et un engagement accrus ; utilisation des initiatives régionales pour mettre en commun l'expertise et interagir avec les bailleurs de fonds ; maximisation de l'impact du soutien budgétaire en le reliant au dialogue stratégique sur les résultats d'apprentissage ; recentrage sur la coordination entre les bailleurs de fonds au niveau des pays.

D'autres participants ont mentionné certains obstacles auxquels se heurte l'efficacité de l'aide : restrictions législatives concernant la structuration de l'aide, par exemple quand seulement un certain pourcentage est disponible au titre de l'aide multilatérale ; collaboration avec des pays partenaires dont les priorités peuvent ne pas inclure l'éducation ; difficultés pour absorber de manière satisfaisante l'aide disponible ; discordance des messages et des processus entre les bureaux des bailleurs de fonds sur le terrain et leur siège.

Les dilemmes de la pauvreté

Au Guyane, le gouvernement fournit les manuels de base dans le primaire. Dans le secondaire, les parents doivent acheter les manuels, et ils coûtent cher. C'est pourquoi la production illicite massive de manuels s'est développée – les parents sont satisfaits mais les éditeurs sont furieux. Le gouvernement est pris entre deux feux, reconnaissant les mérites des arguments des deux parties.

Ne serait-il pas possible, par analogie avec les médicaments destinés à soigner le VIH/sida, d'offrir des manuels meilleur marché dans certains pays ?

Pour terminer sur une note positive, selon le représentant d'un organisme d'aide, l'harmonisation entre les bailleurs de fonds progresse de manière satisfaisante dans le secteur de l'éducation par rapport à d'autres secteurs, et l'IMOA a donné une impulsion dans cette direction.

6.6 Synthèse

Faisant la synthèse du débat, M. Ric Cameron a noté que l'efficacité de l'aide, qui du reste ne saurait remplacer l'accroissement des ressources, exigera une plus grande coordination, et au niveau international il a demandé quel pourrait être le rôle de l'UNESCO à cet égard. Tous les aspects de l'EPT – planification, renforcement des capacités, réduction de l'écart entre ressources nécessaires et ressources disponibles, utilisation

du soutien budgétaire, gestion axée sur les résultats – ont des implications à la fois pour les gouvernements et pour les organismes d'aide. Un dialogue transparent et des mécanismes d'aide clairs et prévisibles doivent constituer l'objectif, ainsi que des procédures coordonnées.

M. Cameron a conclu en soulignant que l'éducation est avant tout un investissement ; comment protéger celui-ci face au service de la dette et aux autres priorités ?

7 Conclusion

7.1 La marche à suivre

A la dernière séance, la Sous-Directrice générale de l'UNESCO pour l'éducation par intérim, Mme Aïcha Bah-Diallo, a présidé le débat sur le texte du Communiqué, présentant la version finale telle que rédigée au terme des longues délibérations du groupe des « sherpas ». Un certain nombre de propositions d'amendements et d'ajouts ont conduit à un débat animé et efficient, qui a abouti à l'acceptation unanime d'un texte amendé. La version finale adoptée est reproduite à l'Appendice 1.

Dans ses remarques finales, le Ministre brésilien de l'éducation, M. Tarso Genro, a exprimé sa satisfaction devant la qualité du débat durant la réunion et a noté que les décisions prises à Brasilia devaient se traduire par de bonnes écoles, des enseignants bien rémunérés et des repas scolaires dans le monde entier, dans un esprit de solidarité entre les nations, faisant des droits une réalité. La répartition équitable des revenus, le rapprochement des gouvernements et de la société civile et l'intégration sociale sont les pierres angulaires du projet social dans lequel sont engagés les acteurs de l'UNESCO.

En conclusion, M. Koïchiro Matsuura, Directeur général de l'UNESCO, a remercié le Brésil de sa coopération et de son soutien à l'organisation de la réunion, notant que le Groupe de haut niveau avait pour la première fois suscité un certain nombre de manifestations concomitantes, prolongeant et approfondissant le processus. Il a exprimé des remerciements particuliers à l'ancien directeur de l'Equipe du Rapport mondial de suivi sur l'EPT, M. Christopher Colclough, et présenté le nouveau directeur, M. Nicholas Burnett. Il a aussi exprimé ses remerciements à la Chine dans la perspective de la réunion de 2005, qui doit se tenir à Beijing du 28 au 30 novembre 2005.

7.2 Tendances et questions en suspens

Le présent rapport serait incomplet s'il ne prenait pas note des tendances sous-jacentes, explicites ou implicites, qui ont caractérisé les délibérations du Groupe de haut niveau. Comme il s'agit d'une réunion annuelle, il y a aussi des questions en suspens qui seront reportées à la prochaine réunion ou à d'autres forums de l'EPT comme le Groupe de travail ou les forums régionaux ou nationaux de l'EPT. C'est pourquoi, afin de signaler les tendances clés et d'indiquer les domaines qui exigeront une attention à l'avenir, nous les récapitulons ci-après dans le but de stimuler le débat et un plus large examen :

- ▷ Les questions des facteurs multiples de marginalisation ont bénéficié d'une plus grande attention à la réunion,

bien qu'il faille dire qu'on a parlé davantage du problème qu'ils posent que des progrès accomplis vers une solution. Il est courant de recenser les groupes particulièrement désavantagés ou les groupes de population qui sont difficiles à atteindre – des groupes tels que les enfants des rues, les filles, les orphelins du sida, les minorités ethniques, les handicapés, les populations autochtones, les habitants des zones rurales reculées, etc. Le mouvement de l'EPT accorde donc une plus grande importance à la reconnaissance du fait que ces facteurs se conjuguent pour rendre l'éducation encore moins accessible. Une fille appartenant à un groupe autochtone vivant dans une zone rurale inaccessible ou un garçon qui est un orphelin du sida, vit dans la rue et appartient à une minorité ethnique ont donc le moins de chances de pouvoir bénéficier d'une éducation de base de qualité répondant à leurs besoins de façon appropriée. Cela exigera des efforts d'une nature différente de celle des efforts visant simplement à développer le système éducatif existant. Si cette réunion du Groupe de haut niveau a mis davantage en évidence les situations et les besoins de ces groupes, il est essentiel de passer rapidement à la prochaine étape, celle de la conception et de l'expérimentation de nouvelles approches, fondées sur les dispositifs innovants mais souvent limités qui sont déjà testés dans le monde.

- ▷ L'EPT et l'agenda général du développement au niveau international : les six objectifs de l'EPT, qui représentent un agenda complet de l'éducation de base, risquent d'être absorbés entièrement dans le cadre des OMD, de telle manière que cinq des objectifs de l'EPT risquent de devenir de simples satellites gravitant autour de l'objectif de l'achèvement de l'enseignement primaire universel (AEPU). Depuis quelque temps, l'importance attribuée à l'OMD relatif à l'enseignement primaire signifie que l'objectif 2 de l'EPT (relatif à l'enseignement primaire) a reçu la part du lion de l'attention et des ressources. Un glissement plus subtil peut maintenant être observé. On a pu remarquer à cette réunion que les références aux autres objectifs de l'EPT, en particulier la protection et l'éducation de la petite enfance et l'alphabétisation des adultes, ont été orientées vers ce qu'ils apportent à l'AEPU. Autrement dit, la PEPE et l'alphabétisation des adultes avaient leur raison d'être dans leur relation avec l'AEPU et non en eux-mêmes. Cela n'est pas conforme à l'esprit de Dakar, où l'apprentissage tout au long de la vie, en tant qu'élément clé du développement de l'être humain à tous les âges, a été considéré comme utile en soi et se suffisant à lui-même. Cette tendance est

d'autant plus préoccupante qu'elle place l'apprentissage tout au long de la vie dans le contexte de la scolarité et du système scolaire, favorisant de ce fait le désintérêt pour l'apprentissage non scolaire, les services éducatifs alternatifs et les diverses approches de l'apprentissage tout au long de la vie. Alors que les OMD deviennent le soleil de l'univers du développement autour duquel tournent les objectifs de l'EPT, certains de ceux-ci risquent de perdre de leur substance tandis que d'autres pourraient devenir complètement invisibles. C'est ce qui semble être arrivé à l'objectif 3 – offrir des possibilités d'apprentissage appropriées aux jeunes et développer les compétences nécessaires dans la vie courante ; cet objectif n'a été mentionné qu'une seule fois. En tant que gardien à la fois de la vision et de la dynamique de Dakar, le Groupe de haut niveau est un forum où l'accent à mettre sur tous les six objectifs et un équilibre judicieux entre eux doivent être rétablis et promus.

- ▷ Dans des réunions comme celle du Groupe de haut niveau, il est nécessaire et juste de mettre l'accent sur les mécanismes et sur l'articulation de la coopération internationale. L'attention est souvent centrée, comme à Brasilia, sur la mobilisation des ressources et les modalités de l'aide internationale, comme par exemple dans le cadre de l'Initiative de mise en œuvre accélérée. L'agenda de l'EPT, il ne faut pas l'oublier, se réalisera principalement par la mobilisation des ressources nationales, comme le Ministre de l'éducation du Burkina Faso l'a rappelé à la réunion au moyen du proverbe burkinabé cité plus haut : « C'est à son maître qu'il incombe d'attraper un chien enragé, avant de demander aux autres leur aide ». Le débat sur la qualité, à cette réunion, a rappelé à toutes les parties prenantes que c'est tout autant la fixation des priorités du budget national, les normes de performance et les processus d'évaluation qui amélioreront la qualité que la recherche de financements extérieurs supplémentaires.
- ▷ Enfin, il y a eu un appel en faveur de partenariats authentiques, approuvés d'un commun accord, entre parties prenantes, en particulier les gouvernements et les organismes d'aide – rien de nouveau à cela, il est vrai, mais ce message a été formulé dans le cadre des débats sur la mise en œuvre, sur la fourniture de l'aide et son efficacité. Autrement dit, les appels au partenariat n'ont pas été simplement fondés sur un principe – la reconnaissance du fait que la collaboration est une bonne chose – mais sur la nécessité de définir ensemble le problème et ensuite de conclure un accord conjoint, mutuellement contraignant, en vue de l'action. Cela devrait bien augurer de flux d'aide plus prévisibles et d'un dialogue plus transparent ; l'avenir nous le dira.

8 Appendices

I. Communiqué de la quatrième réunion du Groupe de haut niveau sur l'Éducation pour tous

Brasilia, Brésil, 8-10 novembre 2004

Déclaration de Brasilia

1. Nous, chefs d'État, ministres, chefs de secrétariat d'organisations internationales, responsables d'organisations non gouvernementales et hauts fonctionnaires d'organismes internationaux, avons tenu, à l'invitation du Directeur général de l'UNESCO, la quatrième rencontre du Groupe de haut niveau sur l'Éducation pour tous, les 8-10 novembre 2004 à Brasilia (Brésil). Nous remercions le gouvernement brésilien d'avoir bien voulu, avec hospitalité et générosité, organiser cette réunion.
2. Nous alertons la communauté mondiale, en particulier les leaders gouvernementaux des pays développés et en voie de développement ainsi que les chefs d'organisations multilatérales et bilatérales, sur le fait que nous n'avons pas atteint notre objectif d'assurer un nombre égal de filles et garçons dans l'éducation primaire et secondaire en 2005. De plus, à moins que des décisions nouvelles et audacieuses ne soient prises pour faire face aux nombreux défis qui mettent en péril l'accès à l'éducation pour les non scolarisés, et à moins que nous ne parvenions à assurer une éducation de bonne qualité sensible aux questions de genre et des opportunités égales pour tous, nous risquons également d'échouer à atteindre l'objectif de l'égalité des sexes et de l'éducation primaire universelle en 2015 ainsi que les autres objectifs de l'Éducation pour tous (EPT). Nous devons faire en sorte que cette situation soit pleinement et urgemment prise en compte en 2005, notamment dans le cadre de l'Assemblée des Nations Unies sur la Déclaration du Millénaire, de la réunion des pays du G8, de l'Union africaine et du Forum économique mondial.

L'impératif de qualité

3. Nous avons grandement bénéficié du Rapport mondial de suivi sur l'EPT 2005 : l'impératif de qualité, du Parlement des enseignants, de la Consultation technique sur l'Initiative des Nations Unies pour l'éducation des filles (UNGEI), de la Table ronde sur les partenariats public-privé en matière d'EPT et de la Table ronde sur la réalisation de l'Éducation pour tous et l'élimination du travail des enfants. Le Rapport montre que l'accès et la qualité sont à la fois des besoins et des droits, interdépendants et inséparables, qui doivent être simultanément pris en compte et améliorés dans les politiques et plans nationaux d'éducation ainsi que dans les initiatives internationales sur l'éducation. Un engagement politique fort et des

programmes d'investissement bien ciblés ont amélioré la qualité de l'éducation et augmenté l'accès à celle-ci pour des millions d'enfants dans de nombreux pays et dans des contextes très divers. Nous reconnaissons les résultats impressionnants de nombreux pays, y compris parmi les plus pauvres, qui ont amélioré de façon significative leurs résultats en matière d'EPT depuis le Forum de Dakar. Nous apprécions de voir cent millions d'enfants en plus scolarisés depuis 1990. Nous reconnaissons également le récent retournement de l'aide bilatérale en faveur de l'éducation depuis Dakar et les perspectives d'augmentation sensible des financements à travers d'autres initiatives financières.

4. Une éducation de qualité doit faciliter l'apprentissage en termes de créativité, de valeurs au service d'une citoyenneté démocratique, de compétences dans la vie courante ainsi que de savoir et de connaissance dans le cadre d'un environnement d'apprentissage sûr. Ceci demeure un défi significatif, y compris dans les pays bénéficiant de ressources importantes où la question des résultats en matière d'apprentissage devient préoccupante. Réorienter l'éducation pour améliorer les résultats de qualité nécessite des systèmes éducatifs structurés et équipés pour former les apprenants à faire face aux défis du XXIème siècle.

Domaines requérant une attention urgente

5. Le rythme des changements, cependant, est insuffisant pour atteindre les objectifs fixés. Des mesures urgentes doivent être prises pour faire face aux besoins particuliers des exclus et des marginalisés, des pauvres, de la population en hausse des orphelins et des autres groupes vulnérables, des enfants handicapés, ainsi que des filles et femmes qui constituent la majorité des populations non scolarisées et analphabètes. Une plus grande attention doit également être accordée à la réduction de l'impact de la pandémie du VIH/SIDA sur la capacité des enfants à accéder et à achever un cycle d'éducation primaire normal, ainsi qu'au développement de stratégies éducatives appropriées pour éliminer progressivement le travail des enfants. Réaliser des progrès conséquents pour ces groupes nécessitera une approche globale nécessitant des interventions à la fois sur la demande et l'offre. Les pays qui sont les moins susceptibles d'atteindre les objectifs de l'EPT ne réussiront pas non plus à relever le défi de la qualité, que ceci soit en termes de survie scolaire ou en termes de résultats d'apprentissage. Des efforts

particuliers doivent être faits pour faire face aux besoins des pays d'Afrique sub-saharienne, d'Asie du Sud, de l'Ouest, et de la région arabe, où les problèmes demeurent les plus importants.

6. *Les situations de conflit et post-conflit présentent des défis particuliers ainsi que des opportunités de reconstruction, nécessitant des réponses et ressources appropriées pour sauvegarder le droit à l'éducation de tous les enfants, notamment des filles qui, dans ces circonstances, sont les plus vulnérables.*
7. *Le succès des réformes sur la qualité de l'éducation doit se fonder sur une vision à long terme de l'éducation, un corps enseignant motivé et bien soutenu ainsi qu'un leadership gouvernemental fort dans un partenariat coordonné et en synergie avec tous les partenaires du développement. Tout en reconnaissant la nécessité de poursuivre les efforts dans le domaine de l'éducation de la petite enfance, de l'alphabétisation et du VIH/SIDA, nous attirons l'attention sur les mesures immédiates à prendre dans trois des domaines essentiels pour atteindre une Education pour tous, à savoir l'éducation des filles, les enseignants et les ressources.*
8. *Genre et Education des filles :
Reconnaissant la nécessité urgente de relancer et augmenter les efforts pour parvenir aux objectifs de la parité et de l'égalité des sexes, les gouvernements doivent :*
 - ▷ *travailler ensemble avec les partenaires du développement pour supprimer les frais de scolarisation et réduire les autres coûts relatifs à l'éducation des enfants pauvres et au travail, notamment les filles. Ceci doit être fait dans le cadre d'un programme bien planifié et adéquatement soutenu, de manière à assurer un haut niveau de qualité.*
 - ▷ *planifier l'éducation des filles d'une façon intégrée, en développant une approche intersectorielle qui permette d'aborder les questions de l'éducation de la petite enfance, du développement en faveur des enfants des familles pauvres, de l'alphabétisation et de l'autonomisation des femmes.*
 - ▷ *généraliser, grâce à des budgets incorporant la notion de genre, les questions relatives au genre et au VIH/SIDA dans les plans nationaux d'éducation, les stratégies de réduction de pauvreté et les critères de suivi de l'Initiative accélérée, ceci afin d'encourager des niveaux de financement adéquats et durables.*
 - ▷ *reconnaître et concevoir des politiques pour éviter la sous-scolarisation des garçons là où elle existe.*
- ▷ *développer des curricula fondés sur l'approche genre, des méthodes d'enseignement et des environnements favorables à l'apprentissage.*
- ▷ *faire émerger un corps enseignant professionnel sensible aux questions de genre et s'assurer que le nombre et la qualité des enseignantes femmes sont appropriés à tous les niveaux du système éducatif.*
- ▷ *prendre des mesures appropriées pour faire face au phénomène grandissant de la violence entre les sexes au sein et autour des écoles.*
- ▷ *faciliter la participation effective de la société civile, des familles et des communautés à la planification et la mise en œuvre de l'éducation des filles, l'alphabétisation et l'autonomisation des femmes dans les processus nationaux, ainsi que le renforcement de leurs capacités.*
9. *Les enseignants
Reconnaissant le rôle essentiel et évolutif joué par les enseignants pour préparer les citoyens du monde à affronter les défis présents et futurs, les gouvernements doivent :*
 - ▷ *instaurer des structures effectives de dialogue rassemblant des éducateurs, notamment les enseignants et leurs organisations représentatives, afin de faire émerger un consensus sur les façons d'améliorer la qualité de l'éducation.*
 - ▷ *améliorer le statut, les conditions de travail, les perspectives de carrière et les opportunités de développement professionnel pour les enseignants, et développer des grilles salariales adéquates, afin d'attirer et retenir un corps professionnel de bonne qualité et aider à éviter le problème de l'exode des enseignants.*
 - ▷ *travailler avec chacun pour diminuer les effets négatifs de l'exode des enseignants.*
 - ▷ *renforcer l'efficacité de l'enseignement, y compris par le principe de responsabilisation des enseignants.*
 - ▷ *diminuer l'impact de la pandémie du VIH/Sida sur le corps enseignant à travers des politiques appropriées, des financements et d'autres mesures, y compris l'éducation préventive.*
 - ▷ *envisager l'adoption de codes d'éthique spécifiques aux pays pour le corps enseignant, en coopération avec tous les partenaires concernés.*
 - ▷ *s'assurer que les compétences des enseignants correspondent aux critères nationaux et établir à cette fin une formation initiale et permanente des*

enseignants. Garantir que tous les enseignants sont formés à enseigner aux enfants, qu'il s'agisse de contextes traditionnels ou non traditionnels.

- ▷ améliorer le ratio enseignant/élève afin de promouvoir la qualité.

10. Les ressources financières

Afin d'établir un accord clair, fort et durable entre les pays développés et en voie de développement pour accélérer les progrès dans la réalisation des objectifs de l'EPT, les gouvernements doivent :

- ▷ augmenter et diversifier les ressources intérieures et favoriser l'usage effectif et efficace de ressources à la fois intérieures et extérieures.
- ▷ prévoir des allocations budgétaires équilibrées par secteur afin de soutenir l'EPT.

Les pays donateurs et les agences de financement doivent :

- ▷ s'efforcer d'augmenter significativement l'aide publique au développement et les autres ressources, comme convenu à Monterrey, afin de soutenir des améliorations de qualité, tels que l'efficacité des écoles, la réforme des curriculums, les manuels et outils d'apprentissage, l'instauration d'un environnement d'apprentissage inclusif et adapté.
- ▷ s'efforcer d'adopter des modalités d'action spécifiques aux pays, y compris par les réaffectations de dettes (SWAPS) pour l'éducation, afin de faciliter les remises de dette et de service de dette pour libérer les ressources nécessaires à l'éducation de base dans les pays qui ont fait preuve de responsabilité et de transparence dans leurs politiques éducatives et leur capacité à mobiliser des ressources intérieures.
- ▷ s'efforcer de prendre des engagements spécifiques et à long terme afin de fournir aux pays les 5,6 milliards de dollars annuels estimés nécessaires, en surplus du niveau actuel de financement, pour atteindre l'objectif d'une éducation primaire universelle : ceci, de façon à fournir une assistance qui soit davantage prévisible, flexible et durable.
- ▷ continuer à renforcer l'Initiative accélérée comme un mécanisme efficace visant à assurer la coordination entre les donateurs et à allouer de façon significative de plus grandes ressources en faveur des pays à faible revenus ayant les capacités humaines à mener des politiques économiques cohérentes et à faire preuve de bonne gouvernance. Des mesures doivent être prises pour soutenir un plus grand nombre de pays éligibles disposant de plans forts

et crédibles et pour assurer, dans la mesure du possible, le caractère prévisible et continu des flux de financement extérieurs permettant d'offrir des incitations aux pays bénéficiaires de l'aide.

- ▷ s'efforcer de diminuer le poids qui pèse sur les capacités d'action des gouvernements, grâce à une coordination et une harmonisation des méthodes des donateurs bilatéraux et multilatéraux, structurées autour de systèmes gouvernementaux renforcés.
- ▷ fournir un soutien approprié aux pays se trouvant en situations de difficulté et d'urgence.

Les pays donateurs, les agences internationales de financement et les gouvernements doivent :

- ▷ approfondir la collaboration avec le secteur privé afin de mobiliser des ressources au service du programme d'action de l'EPT.
- ▷ envisager de nouvelles modalités de financement de l'EPT, y compris en promouvant l'inclusion de l'EPT comme priorité sur les agendas des nouvelles initiatives internationales, tels que le Millennium Challenge Account et la Facilité internationale de financement.

La marche à suivre

Les partenaires de l'EFA

11. Les organisations des Nations Unies devraient donner une grande visibilité au programme d'action de l'EPT dans les discussions et conclusions du futur Sommet sur l'examen stratégique de la Déclaration du Millénaire, en septembre 2005. L'UNESCO devrait avoir une responsabilité particulière à cet égard.
12. Les agences des Nations Unies devraient s'assurer que l'agenda de l'EPT occupe une place centrale dans le Common Country Assessment et le Cadre d'assistance au développement des Nations Unies (UNDAF).
13. En tant que pays hôte du sommet du G8 en 2005, le Royaume-Uni devrait travailler avec l'UNESCO, l'UNICEF, la Banque mondiale et le G8 pour s'assurer, en tirant parti des travaux menés au sein de la Commission pour l'Afrique, qu'une grande attention est accordée à la nécessité urgente d'atteindre les objectifs de l'éducation, et tout particulièrement l'objectif de la parité des sexes en 2005.
14. Les gouvernements et les organisations internationales doivent travailler plus étroitement avec la société civile, y compris les organisations

non-gouvernementales, afin d'améliorer la transparence et la responsabilité dans les processus politiques, la gestion des budgets et de l'éducation. Ceci, afin de permettre une participation effective de la société civile et des partenaires essentiels pour mobiliser la volonté politique et le consensus nécessaires pour faire de la parité des sexes une priorité dans le domaine de l'éducation.

15. Tous les partenaires devraient se mobiliser de façon effective en faveur de la semaine de l'EPT et participer davantage à d'autres initiatives visant à renforcer les occasions de promouvoir l'EPT au niveau global.
16. Nous encourageons l'UNICEF et les autres partenaires de l'Initiative des Nations Unies pour l'éducation des filles (UNGEI) à accélérer le processus visant à étendre l'action de l'UNGEI aux niveaux régionaux et nationaux. Les partenaires de l'UNGEI doivent accorder une attention prioritaire à l'éducation des filles en s'impliquant davantage dans l'Initiative accélérée et les autres processus d'action globaux : ceci, en rehaussant le niveau d'éducation des filles par des interventions systémiques, tout en poursuivant les actions sur des approches ciblées, et en renforçant les mécanismes de partenariat à tous les niveaux.

UNESCO

17. L'UNESCO devrait continuer à jouer le rôle clé de coordinateur de l'EPT en renforçant son rôle de direction et de coordination de ses partenaires afin d'assurer un suivi approprié au Forum de Dakar. L'UNESCO devrait s'appuyer sur le succès des réunions communes tenues à Brasilia du Groupe de haut niveau, de l'UNGEI et du Groupe des partenaires de l'Initiative accélérée, de façon à intégrer davantage les efforts des trois groupes pour renforcer ainsi la structure internationale d'action dans le domaine de l'éducation.
18. En ligne avec l'examen stratégique du rôle de l'UNESCO après Dakar en matière d'EPT, nous appelons l'UNESCO à engager des consultations initiales avec les partenaires clés afin que leur rôle collectif comme partenaires pour atteindre les objectifs de l'EPT et ceux du Millénaire liés à l'éducation, bénéficient d'une plus grande clarté, cohésion et reconnaissance mutuelle. L'UNESCO devrait faciliter la préparation d'un plan global de mise en œuvre des contributions présentes et futures de chaque partenaire pour atteindre ces objectifs.
19. L'UNESCO, en collaboration avec ses partenaires de l'EPT, devrait planifier le lancement d'un examen complet à mi-terme, en 2007-2008, des progrès accomplis vers la réalisation des objectifs de l'EPT.

L'Institut de statistique de l'UNESCO (ISU)

20. L'ISU devrait continuer à soutenir les pays et les régions à améliorer la qualité et la collecte en temps voulu des données. L'ISU devrait continuer à se pencher sur le développement d'indicateurs, notamment en ce qui concerne le critère de qualité. En collaboration avec les Nations Unies et les autres partenaires, l'ISU devrait développer une stratégie pour améliorer la qualité et la collecte en temps voulu de statistiques comparables au niveau international en matière d'EPT. Il devrait étendre ses domaines d'application afin d'inclure des données fiables sur les dépenses nationales.
21. Les gouvernements devraient continuer à renforcer leurs systèmes de collecte de données et leurs capacités en matière de statistiques, à la fois pour nourrir le développement de politiques nationales en matière d'EPT et pour assurer la mise à disposition en temps voulu à l'ISU des données nécessaires au suivi annuel de l'EPT.

Le Rapport mondial de suivi sur l'EPT.

22. Nous soutenons l'intention du Rapport mondial de suivi d'entamer un examen à mi-terme des progrès accomplis dans la réalisation des objectifs de l'EPT dans son Rapport 2008. Ceci devrait compléter l'examen global à mi-terme prévu par l'UNESCO.
23. Nous soutenons le projet visant à mettre en place une stratégie d'évaluation du Rapport mondial de suivi sur l'EPT à partir de 2005 afin d'évaluer son usage et son influence, et d'identifier des moyens de renforcer sa valeur comme outil politique mondial et national.
24. L'Indicateur de développement de l'éducation devrait être continué à être précisé et développé comme outil pour mesurer le suivi de l'EPT. Afin de renforcer la capacité effective du Rapport à mesurer de façon exacte les progrès et les priorités rencontrés, il devrait porter davantage sur les réalités au niveau sous-national, notamment dans les systèmes fédérés où les données ventilées sont essentielles à la prise de décision politique.
25. Le Rapport mondial de suivi devrait travailler autant que nécessaire avec la Banque Mondiale et l'OCDE-DAC, de façon à rendre compte de façon appropriée des soutiens financiers budgétaires dans la détermination des contributions des donateurs au financement du secteur de l'éducation.

Prochaine rencontre

26. Nous acceptons volontiers la proposition du gouvernement de la République populaire de Chine d'accueillir la prochaine réunion du Groupe de haut niveau, les 28-30 novembre 2005, sur le thème de l'alphabétisation, avec une attention particulière sur l'éducation en zones rurales.

II. Allocution de M. Koïchiro Matsuura, Directeur général de l'UNESCO

Excellences,

Mesdames, Messieurs,

Bienvenue à chacune et à chacun à cette quatrième Réunion du Groupe de haut niveau sur l'éducation pour tous (EPT). Permettez-moi d'abord d'exprimer mes sincères remerciements à notre hôte, le Gouvernement du Brésil, et en particulier, au Président et au Ministre de l'éducation pour la parfaite organisation et l'hospitalité chaleureuse qui nous ont été réservées.

Après les réunions précédentes qui ont eu lieu en Afrique et en Asie, nous nous réjouissons que cette nouvelle rencontre se déroule dans le cadre de l'Amérique latine et des Caraïbes. C'est une région où des progrès considérables ont été accomplis au cours des années 1990 à tous les niveaux d'enseignement, en particulier à celui de l'enseignement primaire dont désormais presque tout le monde bénéficie.

Le Brésil fait partie des pays de cette région qui ont remarquablement progressé dans la lutte pour l'éducation pour tous. Ce fait est souligné dans le Rapport mondial de suivi de l'EPT 2005, qui sera diffusé immédiatement après cette cérémonie d'ouverture. Au Brésil, l'éducation repose sur le cadre juridique solide qu'offre la Constitution. Ses articles énoncent les principes directeurs de l'éducation ainsi que les devoirs de l'État et des instances fédérales qui le composent et fixe également les niveaux budgétaires minimaux nécessaires pour garantir un enseignement primaire gratuit.

Le Brésil a engagé de gros efforts pour s'attaquer aux inégalités régionales et sociales sur le plan des ressources et des résultats. Plusieurs projets à grande échelle ont été mis en oeuvre, notamment le FUNDEF qui vise à réduire les inégalités régionales en matière de financement de l'enseignement primaire, et la nouvelle politique publique qui a ouvert les écoles pendant le week-end. Ce programme commun du Ministre de l'éducation et de l'UNESCO est une stratégie concrète d'intégration sociale.

Le Brésil a une longue tradition d'éducation non formelle, dont le meilleur exemple est

l'action de Paulo Freire. L'héritage international de son oeuvre apparaît clairement dans le fait que l'alphabétisation est largement reconnue comme un instrument puissant de mobilisation et de prise de conscience politiques dans la lutte contre la pauvreté et l'ignorance. Au Brésil, le taux d'alphabétisme des adultes est monté de 80 % à 88 % au cours des années 1990. Il est également important de noter l'augmentation impressionnante de la scolarisation des filles. La parité entre les sexes est une réalité et c'est une réussite remarquable.

Mesdames, Messieurs,

Comme vous l'aurez remarqué, le programme de cette quatrième Réunion du Groupe de haut niveau est plus ciblé et orienté vers les résultats que précédemment. Il bénéficiera notamment de l'atelier de travail sur la parité entre les sexes de l'Initiative des Nations Unies en faveur de l'éducation des filles (UNGEI), organisé par le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), et du Comité directeur sur la mobilisation des ressources de l'Initiative de mise en oeuvre accélérée (IMOA) pour l'EPT, organisé par la Banque mondiale. Plusieurs manifestations annexes enrichiront le débat : le Parlement des enseignants sur la manière de recruter et de retenir des enseignants qualifiés pour un enseignement de qualité ; la Table ronde sur la réalisation de l'éducation pour tous et l'élimination du travail des enfants ; et la Table ronde sur le partenariat public/privé concernant l'éducation de base pour les besoins du développement.

Cette réunion de Groupe de haut niveau a suscité un intérêt considérable, comme l'attestent le profil varié des participants et le nombre des manifestations annexes. Pour la première fois la réunion de cette année s'est efforcée de conjuguer, sur le plan des questions de fond abordées et de la participation de plusieurs réunions convoquées par les partenaires de l'EPT. D'où une plus grande collaboration entre l'UNESCO et les autres organismes. Nous analyserons cette expérience et ses résultats afin de progresser davantage dans ce sens et faire mieux la prochaine fois.

Ainsi, l'IMOA étant une composante essentielle du programme de l'EPT, il est logique de jumeler la manifestation qui la concerne avec la réunion du Groupe de haut niveau. J'espère que ces nouvelles modalités de coordination contribueront à renforcer la cohérence et l'unité de nos efforts internationaux.

La collaboration avec la société civile sur le plan international continue de s'accroître. La Semaine d'action mondiale pour l'EPT mène un travail de sensibilisation à l'importance de l'EPT qui va en s'approfondissant et s'élargissant. C'est un excellent exemple des efforts entrepris en commun par la Campagne mondiale pour l'éducation, l'UNESCO et nombre d'autres partenaires. Les premiers préparatifs ont commencé pour l'organisation de la Semaine d'action 2005 de l'EPT qui compte mettre au premier plan l'objectif immédiat de la parité entre les sexes dans l'enseignement primaire et secondaire.

À l'UNESCO, nous considérons le rôle de la société civile comme complémentaire de celui du gouvernement. Aussi cherchons-nous à encourager entre eux de véritables partenariats qui s'appuient sur les avantages comparatifs

de l'une et de l'autre, afin de faire progresser l'EPT. À l'échelle d'un pays, les programmes de coordination de l'EPT existants resteront le cadre fondamental du dialogue qu'engageront le gouvernement et toutes les parties prenantes, ONG incluses, sur les questions relatives au contenu et à la qualité des plans d'éducation.

Les réunions et les réseaux régionaux et sous-régionaux représentent un secteur d'activité important de la coordination internationale nécessaire pour faire progresser l'EPT. On observe un certain nombre de réussites qui confirment l'efficacité des mécanismes de coordination régionale. C'est le cas notamment du Projet régional d'éducation pour l'Amérique latine et les Caraïbes (PRELAC), qui vise à atteindre les objectifs de Dakar en recourant à des stratégies adaptées à la situation, à l'histoire, aux priorités et aux aspirations de la région en matière d'éducation.

Alors que nous approchons de 2005, l'échéance fixée pour atteindre le cinquième objectif de Dakar : éliminer les disparités entre les sexes dans l'enseignement primaire et secondaire, il est frappant de constater que, à l'échelle planétaire, les filles constituent toujours la majorité des enfants non scolarisés. L'objectif de la parité entre les sexes risque fort de n'être pas atteint à cette date dans de nombreux pays. La présente réunion est l'occasion de réclamer une fois encore une action urgente pour accélérer la réalisation de la parité entre les sexes. Tous les partenaires de l'EPT doivent travailler à mettre sur pied une action stratégique et concertée qui intègre davantage la question de l'égalité des sexes dans leurs programmes et leurs activités. Il convient, à cet égard, de soutenir plus fermement la stratégie d'accélération pour l'éducation des filles que mène l'UNICEF dans le cadre de l'UNGEI.

Dans cette perspective, le Groupe de haut niveau devra faire des recommandations spécifiques pour les contributions au prochain Sommet sur les suites données à la Déclaration du Millénaire. D'une façon plus générale, nous souhaitons qu'il étudie et propose une approche commune interinstitutions de l'examen des OMD qui sera effectué en 2005 lors de ce Sommet.

Il est impératif aussi d'accélérer l'IMOA, dont la Banque mondiale est le chef de file. À New Delhi, la lente progression de la mobilisation des ressources internationales a provoqué l'inquiétude, certains reprochant à l'IMOA d'être lente et inadaptée. Le communiqué de New Delhi a souligné qu'il était nécessaire que les organismes internationaux de financement et d'assistance technique honorent les engagements qu'ils ont pris à Dakar et à Monterrey. Les signataires ont notamment réclamé qu'un cadre soit clairement défini pour améliorer

l'efficacité de l'IMOA et mobiliser des ressources en faveur des pays agréés.

La Réunion du Groupe des donateurs pour l'IMOA, qui s'est tenue ultérieurement à Oslo (Norvège) du 20 au 22 novembre 2003, a répondu en réclamant les trois actions suivantes : d'abord, l'extension de l'IMOA à tous les pays à faible revenu ; ensuite, la constitution d'un fonds catalytique de multidonateurs en faveur des pays couverts par cette Initiative mais ne bénéficiant pas d'une présence suffisante de donateurs ; enfin, la création d'un mécanisme de préparation des programmes dit Facility for Programme Preparation pour aider les pays dépourvus de plan pour le secteur de l'éducation à en établir un.

Je constate avec satisfaction qu'après une série de consultations et sous la direction de la Banque mondiale, des progrès sensibles ont été obtenus au cours des douze derniers mois. Mais il reste encore bien plus à accomplir. Permettez-moi d'affirmer encore une fois que l'UNESCO voit en l'IMOA une forme d'activité essentielle de l'EPT qui est en phase non seulement avec les engagements pris à Dakar, mais aussi avec les arrangements conclus à Monterrey. L'UNESCO s'est engagée à travailler avec tous les partenaires pour garantir que des financements additionnels parviendront aux pays qui en ont le plus grand besoin.

Il est également important de noter que le Cadre d'action de Dakar confère au Groupe de haut niveau un rôle important en matière de mobilisation des ressources. Le Rapport mondial de suivi contient une analyse de la mobilisation des ressources et, comme vous l'aurez remarqué, la séance IV est consacrée à ce thème. Plus précisément, elle abordera la mobilisation des ressources et l'IMOA dans la perspective plus large de l'efficacité de l'aide. Les efforts nationaux sont de la plus haute importance, mais l'aide internationale se révèle capitale et stratégique, notamment pour compléter ces efforts et aider à remédier à la pénurie de financements. Les donateurs ont pris des engagements et fait des promesses et il est important que les fonds leur soient effectivement remis. Sinon c'est la crédibilité de toute l'entreprise de l'EPT qui est menacée.

L'UNESCO, qui est une organisation apprenante, on le sait, a récemment fait le point sur ses forces et ses faiblesses dans le domaine de l'EPT. À la demande de son Conseil exécutif, un examen stratégique du rôle de l'UNESCO après Dakar en matière d'EPT a été fait. Mené dans un esprit constructif qui a créé une bonne synergie entre les parties constitutives de l'Organisation, cet examen stratégique a aidé celle-ci à mieux comprendre la manière dont elle a abordé la double mission qui lui a été impartie à Dakar : d'une part, assurer

la coordination entre les partenaires de l'EPT et maintenir la dynamique de leur coopération et, d'autre part, réaxer son programme de manière à placer les résultats et les priorités de Dakar au cœur de son activité. Sur ces deux points, il est apparu que l'UNESCO avait déjà beaucoup fait. Toutefois, si elle veut jouer le rôle de champion mondial de l'EPT avec efficacité, elle doit rassembler à nouveau toutes ses énergies et adopter une démarche plus entreprenante, plus mobilisatrice et plus dynamique.

Pour ce faire, l'UNESCO estime essentiel de se renforcer aux niveaux national, sous-régional et régional. Tout en rendant plus opérant son rôle de coordination internationale, l'Organisation doit aussi aider à traduire les engagements mondiaux en actions concrètes dans les États membres. Cette tâche peut revêtir la forme d'une plus grande implication dans la coordination au niveau national, mais elle réclame à coup sûr une mise en oeuvre plus énergique et plus efficace de ses fonctions de mobilisation, de sensibilisation et de concertation ainsi qu'une contribution accrue aux tâches de planification et de renforcement de capacités liées à l'EPT. Cela exigera aussi un engagement plus vigoureux aux côtés des équipes de pays des Nations Unies et dans le cadre des processus de DSRP, BCP et PNUAD.

Encore faut-il que nous ayons les moyens de mener cette tâche à bien. L'opération de décentralisation en cours offre une occasion nouvelle d'accroître la présence et l'action de l'UNESCO à l'échelon des pays, en particulier dans les pays clés. Cela requiert de renforcer les capacités des bureaux hors Siège dans des domaines vitaux, notamment grâce à une intensification de la formation du personnel, au recrutement d'un nombre accru de personnes correctement qualifiées et à une augmentation des ressources. Il faudra trouver d'autres soutiens pour pouvoir tenir parole. Tel est le défi que doivent relever notre Organisation, nos États membres et nos partenaires, si nous voulons pouvoir remplir vraiment notre mandat.

Permettez-moi d'en venir maintenant au Rapport mondial de suivi 2005 sur la qualité de l'éducation. Comme d'habitude, j'aimerais complimenter l'équipe du Rapport mondial de suivi pour avoir une fois encore établi un rapport d'excellente qualité. L'UNESCO héberge l'équipe du Rapport mondial de suivi et fournit différents types d'aide, notamment celle de l'Institut de statistique de l'UNESCO (ISU), tout en recevant également un soutien essentiel du Royaume-Uni, de l'Allemagne, de la Norvège, de la Suède, de la République d'Irlande et des Pays-Bas.

J'aimerais souligner que l'équipe du Rapport mondial de suivi jouit d'une entière indépendance rédactionnelle. Il est agréable et encourageant de voir que les précédents rapports ont éveillé l'intérêt des responsables politiques,

des acteurs sociaux, des ONG et des chercheurs. Ces rapports ont été largement diffusés et traduits dans plusieurs langues. Je suis persuadé qu'un tel ouvrage continuera d'être une référence importante pour la discussion, la mise au point et l'analyse des politiques éducatives. Le Rapport mondial de suivi 2005 ne fait pas exception, car il traite d'une préoccupation fondamentale dans la plupart des pays : la qualité de l'éducation.

J'ai été frappé en le lisant par plusieurs remarques essentielles. Premièrement, il est clair que le souci de qualité doit être inclus dans tous les aspects de la campagne en faveur de l'EPT. Deuxièmement, on ne saurait dissocier la manière dont on conçoit et mesure la qualité d'un système d'éducation des objectifs immédiats et plus lointains qui lui sont assignés dans le système socioéconomique et politique où il s'inscrit.

Troisièmement, s'agissant des facteurs qui influent sur l'apprentissage, le rapport souligne l'importance des apports de l'établissement ainsi que des caractéristiques des apprenants. Le fait que la condition socioéconomique des apprenants joue un rôle important dans l'acquisition et l'apprentissage scolaires semble indiquer que d'immenses efforts sont à accomplir en vue d'assurer une éducation de qualité aux plus démunis ; c'est là un élément essentiel de la lutte contre la pauvreté. Dans de nombreux pays, les enfants ne maîtrisent pas les apprentissages fondamentaux. Les mauvais résultats scolaires sont chose courante et les pays où la situation est la plus précaire sont ceux où le système scolaire manque de ressources et où le taux de scolarisation est faible.

Quatrièmement, les pays qui sont parvenus à une éducation de qualité ont un certain nombre de traits communs : ils ont fait preuve d'une vision de l'éducation à long terme, avec une ligne gouvernementale solide et un corps enseignant motivé et bien soutenu. De plus, la protection de la petite enfance et l'école maternelle peuvent jouer un rôle décisif dans l'amélioration de la qualité et du développement cognitif et social.

Et, cinquième point, le rapport a ceci de précieux qu'il fournit des exemples concrets de politiques et de stratégies qui fonctionnent sur le terrain. Ce type d'informations devrait stimuler l'esprit positif si indispensable pour obtenir des progrès palpables. Le rapport énumère utilement plusieurs facteurs connus qui influent sur la qualité et propose ainsi une base pour l'établissement de priorités nationales aussi bien qu'internationales.

Comme à l'accoutumée, le rapport souligne également les avancées concernant tous les autres objectifs de Dakar. Même si l'on constate une progression sur plusieurs fronts, le rythme de celle-ci continue de m'inquiéter. On observe

un progrès lent touchant l'Éducation et la protection de la petite enfance (EPPE) dans de nombreuses parties du monde en développement tandis que de larges écarts persistent en matière de parité entre les sexes dans les États arabes, l'Afrique subsaharienne et l'Asie du Sud et de l'Ouest. Le rapport constate le progrès accompli dans la réalisation de l'enseignement primaire universel mais s'inquiète également de son rythme. L'achèvement des études primaires demeure une préoccupation majeure dans un grand nombre de pays en développement. Ces tendances représentent un défi pour chacun d'entre nous.

La communauté internationale, selon le rapport, ne réagit que lentement aux enjeux de Dakar. Même si le mouvement va dans la bonne direction, il faut davantage de ressources, et l'aide doit être plus nettement dirigée vers les pays qui en ont le plus besoin. Le progrès accompli dans le cadre de l'IMOA est encourageant et de nouvelles initiatives comme le mécanisme international de financement sont prometteuses, mais, je dois souligner qu'il faut faire davantage pour combler le déficit de financement annuel estimé à 5,6 milliards de dollars des États-Unis. Il convient de prêter toute l'attention voulue aux possibilités d'aide multilatérale de même qu'à celles offertes par l'allègement de la dette et les conversions de créances en relation avec les priorités éducatives.

Nous sommes de mieux en mieux à même de comprendre les difficultés de la collecte et de l'analyse des données auxquelles sont confrontés les pays et l'Institut de statistique de l'UNESCO (ISU). Nous devons reconnaître que collecter, analyser et présenter des statistiques sont des opérations qui entraînent inévitablement un décalage dans le temps. L'un des grands avantages de l'étude et de l'analyse simultanées des progrès de l'EPT menées par le Groupe de haut niveau et le Rapport de suivi, c'est que les gouvernements et l'ISU considèrent désormais avec plus d'attention les systèmes de collecte de données et la

nécessité de renforcer les capacités statistiques. L'ISU doit encore être consolidé pour lui permettre d'aider les pays démunis à développer leurs systèmes statistiques ainsi que le suivi de la qualité de l'éducation.

Mesdames, Messieurs,

La coordination internationale est un processus évolutif complexe qui, à mon avis, s'est amélioré depuis Dakar et va dans la bonne direction. L'UNESCO s'est engagée à jouer son rôle en partenariat avec vous. Nous avons examiné nos forces et nos faiblesses internes et nous sommes désormais en meilleure posture pour répondre aux défis qui nous attendent. Nous avons également besoin d'aide pour affermir notre présence sur le terrain dans les pays clés. L'EPT reste, et restera, au coeur de notre programme. Nous sommes persuadés que, forts du soutien constructif et constant de nos partenaires et d'une base de partenariat élargie, nous parviendrons à relever plus vite les défis de l'EPT. Nous allons adopter une méthode énergique et pratique qui s'inspire des nombreux exemples offerts par l'EPT et où se conjuguent vision, courage et allant politique. Nous allons travailler dans l'harmonie et avec détermination pour tenir la distance ensemble jusqu'à 2015. Les millions d'enfants, de jeunes et d'adultes qui sont encore privés d'éducation de base le méritent plus qu'amplement.

Je ne doute pas que les discussions et réunions qui auront lieu les jours prochains seront d'un grand intérêt.

Je vous remercie

III. Liste des participants

Orateurs principaux

BRÉSIL

■ S. Exc. M. Luiz Inacio Lula da Silva
Président
C/o Délégation permanente du Brésil
auprès de l'UNESCO
Maison de l'UNESCO Bureau MR.07
Tel : +33 1 45 68 29 01 ;
Fax : +33 1 47 83 28 40 ;
e-mail : dl.brasil@unesco.org

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

■ S. Exc. M. Arthur Zahidi N'Goma
Vice-Président
Attn : Délégation permanente de la
République Démocratique du Congo
auprès de l'Unesco
Maison de l'UNESCO 1, rue Miollis 75732
Paris Cedex 15
Tel : +33 1 45 68 34 23 ;
Fax : +33 1 42 89 80 09
Tel : +243 81 77 77 199
(Chargée de mission)

Ministres

Ministres de la Coopération et du Développement

CANADA

■ M. Richard Cameron
Senior Vice-President
Canadian International Development
Agency (CIDA)
President's Office
200 Promenade du Portage Gatineau,
Quebec - Canada K1A 0G4
Tel : +819 994 8208 ; Fax : +819 953 3352
E-mail : ric_cameron@acdi-cida.gc.ca

Accompagné par :

■ M. Scott Walter
Principal Advisor, Education Policy Branch
Canadian International Development
Agency (CIDA)
Tel : +819 997 0892
E-mail : scott_walter@acdi-cida.gc.ca

■ M. John F. Morris
Senior Advisor, Education
Canadian International Development
Agency (CIDA)
Tel : +819 997 1543
E-mail : john_morris@acdi-cida.gc.ca

FRANCE

■ S. Exc. M. Xavier Darcos
Ministre délégué à la coopération, au
développement et à la francophonie
20, Rue Monsieur, 75007 Paris
Tel : +33 1 53 69 30 00

■ S. Exc. M. Jean de Gliniasty
Ambassadeur de France au Brésil
Embaixada da França
SES av das Nações 801
Lote 04, Brasilia DF
Tel : +55 61 312 91 00 ;
Fax : +55 61 312 91 02

Accompagné par :

■ M. Dominique Mas
Directeur adjoint,
Human Development Direction
French Ministry of Foreign Affairs
Tel : +33 1 53 69 40 04
E-mail :
Dominique.mas@diplomatie.gouv.fr

■ M. Jean-Claude Mantes
DCT/HEA
20, rue Monsieur 75007 - Paris
Tel : +33 1 53 69 31 24 ;
Fax : +33 1 53 69 37 83
E-mail :
jean-claude.mantes@diplomatie.gouv.fr

■ Mme Marion Ginolin
Programme Officer,
Human Development Direction
French Ministry of Foreign Affairs
Tel : +33 1 53 69 41 89
E-mail :
marion.ginolin@diplomatie.gouv.fr

■ M. Jean-Claude Balmes
Head of the Education Division,
French Agency for Development
(AFD) Paris
E-mail : balmesjc@afd.fr

■ M. Paul Coustere
Coordonnateur du pôle d'expertise de
l'Éducation de Dakar

■ M. Bertrand Commelin
Conseiller technique du Ministre
Ministère français des Affaires Étrangères

ALLEMAGNE

■ M. Hans Peter Schipulle
Directeur général adjoint,
Global and Sectoral Policies
Federal Ministry for Economic
Co-operation and Development
Friedrich-Ebert-Allee 40 53113 Bonn
Tel : +49 228 535 3750 ;
Fax : +49 228 535 4750
E-mail : hans.schipulle@bmz.bund.de

Accompagné par :

■ M. Temby Caprio
Sector Advisor, (GTZ)
Federal Ministry for Economic Co-
operation and Development
Tel : +49 228 535 3129 ;
Fax : +49 228 535 4129
E-mail : caprio@bmz.bund.de

JAPON

■ M. Katsuyuki Kawai
Parliamentary Secretary for
Foreign Affairs
Ministry of Foreign Affairs
Postal address : 2-2-1 Kasumigaseki
Chiyoda-ku Tokyo 100-8919 Japan
Tel : +81 3 5501 8363 ;
Fax : +81 3 5501 8362

■ M. Takahiko Horimura
Ambassadeur du Japon au Brésil
Ambassade du Japon
SES, Av. das Nações, qd. 811, Lt. 39
Brasilia, DF
Tel : +55 61 242 6866 ;
Fax : +55 61 443 9051
E-mail : japao1@yawl.com.br

Accompagné par :

■ M. Hiroyuki Takabayashi
Executive Assistant to Mr. Kawai
Ministry of Foreign Affairs

■ M. Tsukasa Kawada
Deputy Director-General, Public
Diplomacy Department,
Ministry of Foreign Affairs
2-1-1 Kasumigaseki
Chiyodaku, Tokyo
Tel : +81 3 3580 3311
E-mail : tsukasa.kawarada@mofa.go.jp

■ Mme Taeko Okitsu
Chief, Education Unit, Aid Planning
Division,
Economic Cooperation Bureau,
Ministry of Foreign Affairs
2-2-1 Kasumigaseki, Chiyoda-ku
Tokyo, 100-8919, Japan
Tel : +81 3 5501 8000 ;
Fax : +81 3 5501 8362
E-mail : taeko_inagaki@hotmail.com
Taeko.okitsu@mofa.go.jp

■ M. Yuzuru Imasato
Ministre conseiller,
Délégation permanente du Japon
auprès de l'UNESCO
148, rue de l'Université 75007 Paris E-
mail : deljpn.ed@unesco.org
Tel : +33 1 53 59 27 03 ;
Fax : +33 1 53 59 27 27
E-mail : deljpn.ed@unesco.org

■ M. Shin-ichi Kawarada
Director, International Affairs Division,
Minister's Secretariat,
Ministry of Education, Culture, Sports,
Science and Technology
2-5-1 Marunouchi Chiyoda-ku Tokyo 100-
8959 Japan
Tel : +81 3 5222 1006 ;
Fax : +81 3 6734 3669
E-mail : skawara@mext.go.jp

■ M. Ken-ichiro Kanemitsu
Senior Specialist, Office for International
Cooperation,
International Affairs Division, Minister's
Secretariat,
Ministry of Education, Culture, Sports,
Science and Technology
E-mail : k-kane@mext.go.jp

■ M. Shuichiro Kawaguchi
Counseiller,
Ambassade du Japon au Brésil
SES, Av. das Nações, qd. 811, Lt.39
Brasilia, DF
Tel : +55 61 242 6866 ;
Fax : +55 61 443 9051
E-mail : japao1@yawl.com.br

■ M. Kawarada Kanemitsu
Senior Specialist
Office for International Cooperation
Ambassade du Japon
SES, Av. das Nações, qd. 811, Lt.39
Brasilia, DF
Tel : +55 61 242 6866 ;
Fax : +55 61 443 9051
E-mail : japao1@yawl.com.br

SUÈDE

■ H. E. Mme Carin Jämtin
Minister for Development Cooperation
Ministry of Foreign Affairs
Gustav Adolfs Torg 1, SE- 103 39
Stockholm
Tel : +46 8 405 10 00 ; Fax +46 8 723 11 76

Accompagnée par :

■ Mme Clara von Otter
Political Advisor to the Minister
Ministry for Foreign Affairs,
Stockholm – Sweden
Tel : +46 8 405 1000 ; Fax : +46 8 723 1176

■ M. Ingemar Sundquist
Conseiller,
Ministère des Affaires étrangères
Department for Global Development,
Stockholm – Sweden
Tel : +46 8 40 55 368 ;
Fax : +46 8 72 31 176
E-mail :
ingemar.sundquist@foreign.ministry.se

■ Mme Gun-Britt Andersson
Ambassadeur,
Permanent Delegate of Sweden
to UNESCO (and OECD)
Maison de l'UNESCO- 1, rue Miollis, 75015
Paris -M 7.18
Tel : +33 1 45 68 34 51 ;
Fax : +33 1 43 06 06 48
E-mail :
gun-britt.andersson@foreign.ministry.se

■ Mme Ewa Werner Dahlin
Head of Education Division
Asdi/Sida
Sveavägen 20 SE-105 25 Stockholm
Tel : +46 8 698 52 49 ;
Fax : +46 8 698 56 47
E-mail : ewa.werner-dahlin@sida.se

■ Mme Margareta Husén
Senior Advisor
Asdi/Sida, Education Division
Tel : +46 86 98 6257 ; Fax : +46 86 98 5651
E-mail : margareta.husen@sida.se

■ Mme Malin Ljunggren Elisson
Programme Officer
Asdi/Sida, Education Division
Tel : +46 8 698 5207 ; Fax : +46 8 698 5651
E-mail : malin.elisson@sida.se

■ M. Anders Frankenberg
Education Advisor
Asdi/Sida, Education Division
Tel : +46 8 698 5623
E-mail : anders.frankenberg@sida.se

ROYAUME-UNI

■ M. Hans-Martin Boehmer
Head of Human Development Group,
Policy Division
Department for International
Development, DFID,
1, Palace Street, London, SW1E 5HE,
United Kingdom
Tel : +44 (0)20 7023 1264 ;
Fax : +44(0)20 7023 0636
E-mail : h-bohmer@dfid.gov.uk

■ M. Desmond Bermingham
Head of Profession, Education
DFID
Tel : +44(0)20 7023 1749 ;
Fax : +44(0)20 7023 0287
E-mail : d-bermingham@dfid.gov.uk

■ Mme Christine Whatford
Chair, UK National Commission
59, Whitecroft Way
Beckenham Kent BR3 3AW
Tel : +44(0)20 86 50 0883 ;
Fax : +44(0)20 86 50 0883

■ Mme Bridget Crumpton
Education Adviser
DFID
E-mail : b-crumpton@dfid.gov.uk

■ Mme Rachel Hinton
Social Development Adviser
DFID
Tel : +44 7795 12 12 93
E-mail : r-hinton@dfid.gov.uk

USAID

■ M. Frederick Schieck
Deputy Administrator
1300 Pennsylvania Avenue N.W.
Washington D.C. 20523, USA
Tel : +1 202-712-4070 ;
Fax : +1 202 216 3455
e-mail : fschieck@usaid.gov

■ H. E. Mme Louise V. Oliver
Ambassador,
Permanent Delegate of the
U.S. Mission to UNESCO
12, avenue Raphaël 75016 Paris, France
Tel : +33 1 45 24 74 56 ;
Fax : +33 1 45 24 74 58

Accompagné par :

■ M. James T. Smith
Deputy Assistant Administrator
Bureau for Economic Growth, Agriculture
and Trade (EGAT)
USAID 1300 Pennsylvania Avenue NW,
Room 3.09-09
Washington, D.C. 20523
Tel : +1 202 712 0670
Fax : +1 202 216 3235
E-mail : jtsmith@usaid.gov

■ M. John Grayzel
Director, Office of Education,
EGAT/ED, USAID
Tel : +1 202 712 0732,
Fax : +1 202 712 0077
E-mail : jgrayzel@usaid.gov

■ M. Gregory P. Loos
Basic Education Division Chief
USAID
Ronald Reagan Bldg 3-9.76
Washington D.C., USA
Tel : +1 202 712 4175 ;
Fax : +1 202 216 3229
E-mail : gloos@usaid.gov

■ Mme Robin J. Brinkley
Special Assistant to the Deputy
Administrator
USAID
Tel : +1 202 712 4070 ;
Fax : +1 202 216 3455
E-mail : rbrinkley@usaid.gov

■ Mme Eileen Muirragui
Supervisory International Relations
Officer
U.S. Department of Labor
200 Constitution Ave, N.W. S 5307
Washington D.C. 20210, USA
Tel : +1 202 693 4842 ;
Fax : +1 202 693 4830
E-mail : muirragui-eileen@dol.gov

■ M. Richard J. Goughnour
(Observateur)
Director USAID/Brazil
Embaixada EEUU Brasilia
Tel : (61) 225 8607 ;
Fax : (61) 312 7648

■ Mme Dana Kuperman
(Observateur)
Regional Director, Latin America
International Business Development
Sesame Workshop USA
1, Lincoln Plaza, NY 10023
Tel : +1 212 596 3456
E-mail : dana.
kuperman@sesameworkshop.org

Ministres de l'Education

ARGENTINE

■ S. Exc. M. Daniel Filmus
Ministre de l'Education, des Sciences
et de la Technologie
Palacio Sarmiento, Pizurno 935,
Buenos Aires - Argentina
Tel : +54 11 41 29 1000 ;
Fax : +54 11 41 29 1020

Accompagné par :

■ M. Ignacio Hirnález
Ministère de l'Education, des Sciences
et de la Technologie

■ M. Gustavo Adolfo Druffita
Counsellor,
Embassy of Argentina in Brazil

BRÉSIL

■ S. Exc. M. Tarso Genro
Minister of Education
Ministerio de Educação,
Esplanada dos Ministerios, Bloco "L"
CEP : 70.047-Brasilia DF, Brazil
Tel : +55 6 141 09244 ;
Fax : +55 6 141 09670

Accompagné par :

■ M. Osmar Dias
Senator,
President of the Education
Commission
Federal Senate

■ M. Carlos Abicalil
Congressman,
President of the Education
and Culture Commission
House of Representatives

■ S. Exc. M. Antonio Augusto Dayrell
de Lima
Ambassadeur,
Permanent Delegate of Brazil to UNESCO -

■ M. Fernando Haddad
Vice-Ministre
Ministère de l'Education

■ M. Ronaldo Teixeira da Silva
Chief of Cabinet
Ministry of Education

■ M. Jairo Jorge da Silva
Deputy Vice-Minister
Ministry of Education

■ M. Francisco Das Chagas Fernandes
Basic Education Secretary
Ministry of Education

■ M. Antonio Ibanèz Ruiz
Technical and Vocational Education
Secretary
Ministry of Education

■ M. Nelson Maculan Filho
Higher Education Secretary
Ministry of Education

■ M. Marcos Dantas Loureiro
Distance Education Secretary

■ Mme Claudia Pereira Dutra
Special Education Secretary
Ministry of Education

■ M. Ricardo Henriques
Continuous Education, Literacy and
Diversity Secretary
Ministry of Education

■ M. Jose Henrique Paim Fernandes
President of the National Fund for
Education Development

■ M. Eliezer Moreira Pacheco
President of the National Institute for
Educational Studies and Research

■ M. Jorge Almeida Guimaraes
President of the Coordination Fund for
Higher Education Staff Training

■ Mme Vitoria Alice Cleaver
Head of the Advisory Office of
International Affairs
Ministry of Education

■ M. Joaquim Gentil Netto
Executive Secretariat of the Brazilian
National Commission to UNESCO

■ M. Roberto Claudio Frota Bezerra
President of the National Council of
Education

■ M. Ronaldo Mota
Executive Secretariat of the National
Council of Education

■ Mme Maria Eunice De Andrade Auraujo
Special Advisor to the
Minister of Education

■ M. Marcio Souza
Special Advisor to the
Minister of Education

■ M. Gabriel Chalita
President of the Council of State
Secretaries

■ M. Adeum Hilario Dauer
President of the Municipal Education
Secretaries

■ Mme Jussara Vieira
President of the National Confederation of
Education Workers

■ Mme Claudia Maria Paes de Carvalho
Baena Soares
Deputy Head of the Advisory
Office for International Affairs

■ M. Carlos Eduardo Moreno Sampaio
Director of National Institute for
Educational Studies and Research

■ Mme Carmilva Souza Flores
Specialist of the National Institute for
Educational Studies and Research

BULGARIE

■ S. Exc. M. Igor Damianov
Minister of Education and Science
2A, Kniaz Dondukov BLVD, Sofia 1002,
Bulgaria
Tel : +359 2 987 4437 ;
Fax : +359 2 987 1289
E-mail :
ig.damianov@minedu.government.bg

BURKINA FASO

■ S. Exc. M. Mathieu Rakissouligi
Ouedraogo
Minister of Basic Education and Literacy
Ministère de l'Education de base
et de l'Alphabétisation
03 BP 7032, Ouagadougou 03
Burkina Faso

Tel : +226 50 30 66 00 +226 78 82 10 14 ;
Fax : +226 50 31 42 76
E-mail : benaoh1@yahoo.fr
o.mathieu@hotmail.com

Accompagné par :

■ M. Bandiba Isidore Lankoande
Directeur de l'Administration des
Finances du Ministère
Ministère de l'Éducation de Base et de
l'Alphabétisation
Tel : +226 70 32 61 68 ;
Fax : +226 70 32 45 22
E-mail : bandibalak@yahoo.fr

■ M. Robert Mathieu Ouédraogo
Directeur des Etudes et de la Planification
Ministère de l'Éducation de Base et de
l'Alphabétisation
DEP/MEBA 01 BP 1308 Ouagadougou 01
Tel : +226 50 31 28 84 ;
Fax : +226 50 31 28 84
E-mail : probertmoued@yahoo.fr

■ Mme Kadiatou Korsaga
Director Girls' Education
03 BP 7032 Ouaga 03
Tel : +226 50 30 87 82 ;
Fax : +226 50 30 87 82
E-mail : dpef@fasonet.bf

■ M. Tibo J. Hervé Kaboré
Secrétaire Permanent du PDDEB
Ministère de l'Éducation de Base
et de l'Alphabétisation
09 BP 113 Ouagadougou 03 – Burkina Faso
Tel : +226 39 80 03 ; Fax : +226 33 12 88
E-mail : tjherve@voila.fr

CHINE

■ S. Exc. M. Zhou Ji
Minister of Education
35 Xidan Damucang 100816
Beijing - China
Tel : +86 10 66 09 68 83 ;
Fax : +86 10 66 01 79 12
E-mail : natcomcn@public3.bta.net.cn

■ H. E. M. Zhang Xuezhong
Ambassador and
Permanent Delegate Chinese
Permanent Delegation to UNESCO

Accompagné par :

■ Mme Zhang Xiuqin
Deputy Director-General
Department of International Cooperation,
Ministry of Education
Tel : +86 10 6609 63 ;
Fax : +86 10 6601 7912

■ M. Yang Jun
Division Director
Department of International Cooperation
Ministry of Education
Tel : +86 10 6609 6363 ;
Fax : +86 10 6601 7912

■ M. Tian Xiaogang
Secretary General of the Chinese National
Commission for UNESCO
37 Damucang Hutong, Xidan,
Beijing, 100816, China
Tel : +86 10 6609 68883 ;
Fax : +86 10 66017912
E-mail : natcomen@public3.bta.net.cn
tianxg@moe.edu.cn

■ Dr Zhou Nanzhao
Adviser
Chinese National Commission
for UNESCO
Tel : +86 10 6609 6883 ;
Fax : +86 10 6607 7912

■ Mme Dong Jianghong
Director of Division of Education
Chinese National Commission
for UNESCO
Tel : +86 10 6609 6249 ;
Fax : +86 10 6601 7912
E-mail : jhd@moe.edu.cn

■ M. Cao Yipeng
Programme Officer
Chinese National Commission
for UNESCO
N° 37 Damucang Hutong Xidan
Beijing 100816 – China
Tel : +86 10 6609 6883 ;
Fax : +86 10 6601 7912
E-mail : cyp@moe.edu.cn

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

■ M. Nlandu Mabula Kinkela
Directeur EPT
Tel : +243 98 53 56 19
E-mail : ceapetim@yahoo

■ Mme Virginie Tshiey Musenga
Conseillère chargée de l'éducation
Cabinet du Vice-Président
Tel : +243 81 7777 194 /
+243 98 12 56 39
E-mail : vmsenga@yahoo.fr

■ Mme Bella Mateleshi
Conseillère au Secrétariat du Vice-
Président
Tel : +243 97 80 53 23

■ Mme Florentine Soki Fuani Eyenga
Directrice de Cabinet
Tel : +243 08 15 0061 85

■ M. Justin Kampempe
Secrétaire Particulier du Vice-Président
Tel : +243 98 49 71 89
E-mail : kampempe@yahoo.fr
M. Willy Kalengayi Mwenbia
Conseiller Communication
Tel : +243 15 04 73 18

■ M. Dieudonné Ilunga Kazadi
Journaliste
Tel : +243 98 20 63 41 / +243 81 81 19 900
E-mail :
dieudonnilungakazadi@hotmail.com

■ M. Aaron Ngwashi
Officier d'ordonnance

■ M. Guillaume Ngongo
Officier d'Ordonnance

■ M. Christian M. Ndawey
Chargé de Mission

■ Mme Charlotte Kapesa
Conseillère Relation Publique
Tel : +243 81 7777 199

CUBA

■ S. Exc. M. Luis Ignacio Gómez Gutiérrez
Minister of Education
Ministry of Education
Calle Obispo Esq 17, Vedado
Cuidad de la Habana - Cuba
Tel : +537 552 930 ; Fax : +537 553 105
E-mail : meireles@rimed.cu

■ M. Luis Ernesto Morejùn Rodríguez
Ministry of Education
Director for International Relations
Tel : +537 552 930

EGYPTE

■ S. Exc. M. Ahmed Gamal Eldin Moussa
Ministre de l'Éducation
Ministry of Education,
Silver Tower, 12 Waked Street Z.
Code 836 Cairo - Egypt
Tel : +202 578 7644 ; Fax : +202 796 2952

Accompagné par :

■ M. Hassan Hussein El Bilawi
1st Under-Secretary of Education
Ministry of Education
Tel : +202 794 9490 ; Fax : +202 796 2952
E-mail : hbilawi62@hotmail.com

■ M. Ibrahim Saad Shehatta
Technical Advisor of the
Minister of Education
Ministry of Education
Tel : +202 578 7644 ; Fax : +202 796 2952
E-mail : i.shehatta@uaeu.ac.de

GHANA

■ S. Exc. M. Joe Donkor
Deputy Minister for Education
Ministry of Education, Youth and Sports
P.O. Box : M.45 Accra - Ghana
Tel : +233 21 68 3636 ;
Fax : +233 21 67 9357

Accompagné par :

■ Mme Nancy Hooper Opoku
Director, Girls Education Unit
Ghana Education Service
P.O.Box : M.45 Accra - Ghana
Tel : +233 21 68 36 31

■ M. Sam Akoto-Danso
Principal Planning Officer
Ministry of Education, Youth and Sports
P.O.Box : M.45 Accra - Ghana
Tel : +233 21 683 636
E-mail : samakotodanso@yahoo.co.uk

GUYANA

■ S. Exc. M. Henry Jeffrey
Ministre de l'Éducation
26 Brickam, Starbroek,
Georgetown - Guyana
Tel : +592-226 30 94 ;
Fax : +592-225 55 70/50 67
E-mail : hjeffrey@moe.gov.gy

Accompagné par :

■ Mme Moriah Gem
Lecturer, University of Guyana
Greater Georgetown - Guyana
Tel : +592 222 2362
E-mail : gem_almor@hotmail.com

INDE

■ M. Mohammed Ali Ashraf Fatimi
Minister of State for Education
Government of India
Ministry of Human Resource Development
"C" Wing, Shastri Bhavan,
New Delhi - India

Accompagné par :

■ Mme Kumud Bansal
Secretary, Elementary Education
and Literacy Government of India

■ Mme Bhaswati Mukherjee
Ambassador,
Permanent Delegate of India to UNESCO

■ M. Nirmal Kumar Azad
Private Secretary to
Minister of State for Education
Government of India
Tel : 91 11 26 88 338/23 07 09 27 ;
Fax : 91 11 230 70186
E-mail : nirmafazad@yahoo.co.in

■ M. André Doria
Economist, Embassy of India in Brazil
SQS 203 B 203 Asasul, Brasília DF - Brazil
70233/020
Tel : +55 61 36 44 186 ;
Fax : +55 61 248 54 86
E-mail : andredoria@yahoo.com

KENYA

■ S. Exc. M. George I. Godia
Education Secretary
Ministry of Education, Science and
Technology
P.O. Box 30040, 00100 Nairobi - Kenya
Tel : + 254 20 34 18 52 ;
Fax : +254 20 34 18 75
E-mail : gim@wanainch.com

Accompagné par :

■ Mme Mary Njoroge
Director of Basic Education
Ministry of Education, Science and
Technology
P.O. Box 30040, 00100 Nairobi - Kenya
Tel : +254 20 33 44 11 ;
Fax : +254 20 34 18 75

■ M. David Siele
Director of Higher Education
Ministry of Education, Science and
Technology
P.O. Box 30040, 00100 Nairobi - Kenya
Tel : +254 20 33 44 11 ;
Fax : +254 20 34 18 25

■ M. Boniface Wanyana
Kenya National Commission for UNESCO
Ministry of Education Science and
Technology
P.O. Box 30040, 00100 Nairobi - Kenya
Tel : +254 20 33 44 11 ;
Fax : +254 20 34 18 75

MAURITANIE

■ S. Exc. M. El Moustapha Ould Abdallah
Minister of National Education
BP 227 / 3986 Nouakchott - Mauritanie
Tel : +222 658 2673 ; Fax : +222 529 7227

MEXIQUE

■ Mme María Eugenia Roncal
Attachée de presse
Embassy of México in Brasília
SES 805 Av. Das Nações 05 Lt. 1
Tel : +244 14 11/12 11
E-mail : prensa@cabonet.com.br

MOZAMBIQUE

■ S. Exc. M. Alcido Eduardo Nguenha
Minister of Education
Av. 24 de Julho 167, 9th floor, Caixa Postal
34, Maputo - Mozambique
Tel : +258 1 490 998 ; Fax : +258 1 490 979

e-mail : alcido.nguenha@mined.gov.mz
gabministro@mined.gov.mz
nguenha@mined.gov.mz

■ M. Manuel Francisco Lobo
National Director for Primary Education
Ministry of Education
e-mail : lobo@mined.gov.mz
Tel : +258 1 49 16 58
E-mail : lobo@mined.gov.mz

■ M. Mateus Luis
Instituto Nacional para o
Desenvolvimento da Educação
Rua Comandante Cardoso Nº 81,
Maputo, Mozambique
Tel : +258 1 32 17 03 ; Fax : +258 1 42 67
97
E-mail : mljordao@hotmail.com

■ M. Agostinho Alberto Timana
Chargé d'Affaires
Embassy of Mozambique
SHIS, QL 12 Conj 12, Casa 9 Brasília D.F.
- Brazil
Tel : +248 42 22 ; Fax : +248 42 22

NICARAGUA

■ Mme Vilma Rosa Leon York
Vice-Minister of Education,
Culture and Sports
Ministry of Education
Complejo Civico Modulo J, Camila Ortega,
Managua - Nicaragua
Tel : +505 265 1672 ;
Fax : +505 265 1595/505 265 3547
E-mail : defrancos@meecd.gob.ni

Accompagné par :

■ M. Emilio Porta Pallais
Director of Politics and General
Prospection
Ministry of Education
MECD, Centro Civico Modula K
Tel : +505 265 0318 ; Fax : +505 265 0318
E-mail : portce@meecd.gob.ni

NIGERIA

■ S. Exc. M. Fabian Osuji
Minister of Education
Federal Ministry of Education
Federal Secretariat
Shagari Way, P.M.B. 146, Abuja - Nigeria
Tel : +234 952 32800 ;
Fax : +234 952 37839

Accompagné par :

■ Mme Amina J. Ibrahim
National Coordinator EFA
Federal Ministry of Education
FME Annex, Plot 245 Samuel Adesoji
Ademulegun Street P.O. Box 7758 Wuse
Abuja, Nigeria

Tel : +234 9 6704062 ; Fax : 234 9 3143990
E-mail : aminajm@yahoo.co.uk

■ M. Mariam Katagum
Secretary-General of the Nigerian National
Commission for UNESCO
P.M.B. 476 Garki, Abuja – Nigeria
Tel : +234 9 4139136/38 ;
Fax : +234 9 4139137
E-mail : mykatagum@yahoo.co.uk

■ M. Gidado Tahir
National Coordinator UBE
PMB 5086 Wuse 4, Abuja – Nigeria
Tel : +234 9 5237899 ;
Fax : +234 9 5232506
E-mail : gidadotahir@yahoo.com

■ M. Mallam Mustapha Jaji
Executive Secretary, Education Tax Fund
Plot 433, Zambezi Crescent
Maitama, Abuja – Nigeria
Tel : +234 9 4139101 ;
Fax : +234 9 4139101
E-mail : majajimu@yahoo.com

■ M. Anjikwi Musa Ciwar
Teachers Registration Council of Nigeria
PMB 526 Garki, Abuja – Nigeria
Tel : +234 9 5239206 ;
Fax : +234 9 5238072

■ Mme Loretta Kombimere Ogbobilea
Desk Officer,
Girls Education Project, Federal Ministry of
Education
Women and Basic Education Division
Shehu Shagari Way, Abuja – Nigeria
Tel : +234 8 037863796
E-mail : lorettakobi@co-uk

■ Mme Celestine Okorie
Special Assistant to Minister of Education
Federal Ministry of Education,
Federal Secretariat
Abuja - Nigeria
Tel : +234 9 52 37838 ;
Fax : +234 9 52 37839
E-mail : casokorie@yahoo.com

■ M. Obasola Fatunla
(Observer)
Minister Plenipotentiary of the Embassy of
Nigeria in Brasilia
Tel : +55 61 226 9345 ; Fax : +55 61 226 5192
E-mail : obafat@justice.com

PAKISTAN

■ H.E. M. Javed Ashraf Qazi
Minister of Education
Ministry of Education, Block D, Room 205
Islamabad - Pakistan
Tel : +925 192 6 1948 ; Fax : +925 192 61 394
E-mail : minedupak@hotmail.com

Accompagné par :

■ M. Mohammad Saleem
Assistant Education Advisor/ National
Coordinator for Education for All,
Projects Wing
Ministry of Education
Taleemi Chowk, Sector G-8/4, Islamabad
- Pakistan
Tel : +9251 926 1948 ;
Fax : +9251 926 1394
E-mail : saleem2053@hotmail.com

■ M. Said Ghulam
Deputy Secretary-General,
Pakistan National Commission for UNESCO
PNCU, 30 UNESCO House H 8/1, Islamabad
- Pakistan
Tel : +9251 925 7225

FÉDÉRATION DE RUSSIE

■ H. E. M. Andrey A. Fursenko
Ministre de l'Éducation et des Sports
Moscow 105064, Kazakova 18
- Russian Federation
Tel : +7 095 263 0840

SAMOA

■ S.Exc. Mme Fiamē Naomi Matā'afa
Minister of Education
Ministry of Education of Samoa
P.O. Box 1186, Apia – Samoa
Tel : +685 22 971 ; Fax : +685 22 955
E-mail : fiamē@nus.edu.ws

VIET NAM

■ M. Nguyen Van Vong
Vice-Minister of Education and Training
49 Dai Co Viet St. Hanoi – Viet Nam
Tel : +84.4.869.4794 ;
Fax : +84.4.869.4085

Accompagné par :

■ M. Nguyen Quoc Chi,
Deputy Director, Secretary EFA Steering
Committee
EFA Coordination Unit
Ministry of Education and Training
25 Ta Quong Buu, Hanoi – Viet Nam
Tel : +84 4 869 4795

YEMEN

■ S. Exc. M. Abdusalam Mohammed Al-
Joufi
Minister of Education
Ministry of Education, P.O. Box 11965,
Sana'a, - Yemen
Tel : +96 71 27 99 66 ;
Mobile : 737 03130 ;
Fax : +967 1 27 44 87
e-mail : aaljoufi@yahoo.com

Accompagné par :

■ M. Ahmed Abdullah Ahmed
Head of Literacy Sector
Ministry of Education of Yemen
Tel : +967 1 61 94 88 / 605850 ;
Fax : +967 1 00 58 52

■ M. Abdullatif Al Munifi
Director of Basic Education
Development Project
Ministry of Education of Yemen
P.O. Box 16392
Sana'a - Yemen
Tel : +9671 470 271/2 ;
Mobile : 732 1 87 31
Fax : +967 1 403 572
E-mail : sttp@y.net.ye

■ Mme Ansaf Abdu Qassem
Educational Research and EFA Coordinator
Ministry of Education, P.O. Box 23049,
Sana'a, - Yemen
Tel : +971 1 40 39 28 ;
Fax : +971 1 40 39 18
E-mail : drinsaf@hotmail.com

■ M. Mohammed A. Al-Khateeb
Director-General of the Ministry of
Education of Yemen
Ministry of Education,
Sana'a - Yemen
Tel : +967 1 27 99 66 ;
Mobile : 73 71 56 11 ; Fax : +967 1 27 44 87
E-mail : abdue0101@hotmail.com

Organisations multilatérales

COMMISSION EUROPÉENNE

■ Mme Marja Karjalainen
Senior Administrator
Unit for Social and Human Development
European Commission
DG Development, B-12, office 5/87
B-1049 Brussels, Belgium
Tel : +32 2 299 63 80
E-mail : Marja.Karjalainen@cec.eu.int

ORGANISATION INTERNATIONALE DU TRAVAIL (OIT)

■ M. Frans Röselaers
Director, International Programme of the
Elimination of Child Labour
International Labour Office
4 routes des Morillons,
CH-1211 Geneva 22,
Switzerland
Tel : +41 22 799 75 23 ;
Fax : +41 22 798 86 85
E-mail : roselaers@ilo.org

Accompagné par :

■ Mme Ayse Sule Caglar
Education Unit
International Programme on the
Elimination of Child Labour
Tel : +41 22 799 8746 ;
Fax : +41 22 799 8771
E-mail : caglar@ilo.org

PROGRAMME DES
NATIONS UNIES POUR LE
DÉVELOPPEMENT (PNUD)

■ M. Carlos Lopes
UN Resident Coordinator in Brazil
United Nations Development Programme,
SCN Quadra OZ Bl "A" 7° andar
Tel : +61 329 20 02 ; Fax : +61 329 20 99

Accompagné par :

■ M. Ligaya Fujita
Assistant
UNDP Brazil
Tel : +61 329 2002 ; Fax : +61 329 2099

FONDS DES NATIONS UNIES
POUR LA POPULATION
(UNFPA)

■ M. Kunio Waki
Deputy Executive Director
220 East 42nd Street, 19th Floor New York
N.Y. 10017 U.S.A
Tel : + 1 212 297 5114 ;
Fax : + 1 212 297 4911 ;
E-mail : waki@unfpa.org

Accompagné par :

■ Mme Tania Patriota
Deputy Representative

FONDS DES NATIONS UNIES
POUR L'ENFANCE (UNICEF)

■ Mme Carol Bellamy
Executive Director
3 United Nations Plaza, New York
N.Y. 10017 U.S.A
Tel : +1 212 326 7028 ;
Fax : +1 212 326 7758

■ M. Cream Wright
Chief Education
Education, New York UNICEF
Tel : +1 212 824 6619
E-mail : cwright@unicef.org

■ Mme Ellen van Kalmthout
Programme Officer, Education
Education, New York UNICEF
Tel : +1 212 326 7409 ;
Fax : +1 212 326 7129
E-mail : ekalmthout@unicef.org

■ Mme Carol Watson
Senior Education Advisor
Education, New York UNICEF
Tel : +1 212 824 6647
E-mail : cwatson@unicef.org

■ Mme Ingalill Colbro
Senior Programme Funding Officer
UNICEF New York
Tel : +1 91 732 67 187
E-mail : icolbro@unicef.org

■ Mme Patricia Moccia
Chief Editorial and Publications
UNICEF Communications Section,
New York
Tel : +1 212 326 7286 ;
Fax : +1 212 303 7985
E-mail : pmoccia@unicef.org

■ Mme Brigitte Stark Merklein
Communications Coordinator, Girls'
Education Campaign
UNICEF Communications Section,
New York
Tel : +1 212 303 7983 ;
Fax : +1 212 303 7985
E-mail : bstarkmerklein@unicef.org

■ Mme Maida Pasic
Assistant Programme Officer
UNICEF Education, New York
Tel : +1 212 326 7069 ;
Fax : +1 212 326 7129
E-mail : mpasic@unicef.org

■ M. Aster Haregot
Education Adviser UNGEI
Regional Focal Point
United Nations Complex Gigiri,
P.O. Box 44145, Nairobi, Kenya, 00100
Tel : +254 20 622 780 ;
Fax : +254 20 622 678/9
E-mail : aharegot@unicef.org

■ Mme Dina Craissati
Regional Education Advisor
UNICEF Dakar
E-mail : dcraissati@unicef.org

■ M. Garren Lumpkin
Regional Education Advisor
UNICEF Regional Office
for Latin America & the Caribbean
Apartado Postal 3667 Balboa Ancon,
Panama – Panama
Tel : +507 315 7452 ; Fax : +507 317 0258
E-mail : glumpkin@unicef.org

■ Mme Niki Abrashamian
Education and IECD Officer
Caixa Postal 08458 Brasilia, DF – Brazil
Tel : +5561 3035 1912
E-mail : nabrashamian@unicef.org

■ M. Silvio Kaloustian
Project Officer, UNICEF Brazil
P.O. Box 08584, 70312-970 Brasilia – DF
– Brazil
Tel : +5561 3035 1941 ;
Fax : +5561 349 0606
E-mail : skaloustian@unicef.org

BANQUE MONDIALE

■ M. Jean-Louis Sarbib
Senior Vice-President
World Bank, 1818 H Street, N.W.
Washington D.C. 20433 U.S.A
Tel : +1 202 473 1000
E-mail : jsarbib@worldbank.org

Accompagné par :

■ M. Jamil Salmi
Acting Director, Education,
Human Development Network
Tel : +1 202 473 3445
E-mail : jsalmi@worldbank.org

■ Mme Rosemary Bellew
Manager, FTI Secretariat
Tel : +1 202 473 4836
E-mail : rbellew@worldbank.org

■ Mme Mercy Tembon
Senior Education Specialist
FTI Secretariat
Tel : +1 202 473 55 24 ;
Fax : +1 202 522 32 33
E-mail : mtembon@worldbank.org

■ Mme Abby Spring
Senior Communications Specialist
FTI Secretariat
Tel : +1 202 458 9491 ;
Fax : +1 202 522 3233
E-mail : aspring@worldbank.org

■ M. Eduardo Velez
Sector Manager for Education – LAC
Tel : +1 202 458 8585 ;
Fax : +1 202 522 0050
E-mail : evelezbustillo@worldbank.org

Société civile

CAMPAIGN FOR POPULAR
EDUCATION (CAMPE)
BANGLADESH

■ Mme Rasheda Choudhury
Director (CEO)
Campaign for Popular Education (CAMPE)
5/14, Humayun Road, Mohamadpur
Dhaka-1207, Bangladesh
Phone Office : +88 02 9130427,
+88 02 8115769, +88 02 8155031-2
Mobile phone : +88 0171 568617
Fax : +88 02 8118342
e-mail : rasheda@campebd.org
dambgd@bdonline.com

CENTER FOR UNIVERSAL EDUCATION, COUNCIL ON FOREIGN AFFAIRS (USA)

■ M. Gene Sperling
Director
1779 Massachussets
Avenue N.W. suite 710
Washington DC 20036
Tel : +1 202 518 3401 ;
Fax : +1 202 986 2984
E-mail : gspertling@cfr.org

CIVIL SOCIETY ACTION COMMITTEE ON EFA (CSACEFA), NIGERIA

■ M. Charles Abani
Plot 461, Kumasi Crescent,
Wuse II, P.O. Box 1890, Abuja - Nigeria
Tel : +234 9 413 09 86/7 ;
Fax : +234 9 413 09 88
E-mail :
charles-abani@actionaidnigeria.org

CONSEJO DE EDUCACION DE ADULTOS DE AMERICA LATINA (CEAAL)

■ M. Carlos Zarco Mera
Secretary General
Toledo No. 46 Colonia Juarez 06600
Mexico, D.F.
Tel : +52 55 55 33 17 55 ;
Fax : +52 55 5514 06 10
E-mail : czarco@laneta.apc.org
ceaal@laneta.apc.org

EDUCATION INTERNATIONALE

■ Mme Mary Hatwood Futrell
Founding President
2134 G St, NW, Washington DC, 20052
USA
Tel : +1 202 994 6161 ;
Fax : +1 202 994 8613
E-mail : mfultrrell@qwu.edu

Accompagnée par :

■ Mme Monique Fouilhoux
Co-ordinator Education
5, Bld du Roi Albert II, 1020 Brussels
- Belgium
Tel : +322 224 06 43 ;
Fax : 322 224 06 06
E-mail : Monique.Fouilhoux@ei-ie.org

■ M. Elie Jouen
Deputy Secretary-General
5, Bld du Roi Albert II, 1020 Brussels
- Belgium
Tel : +322 224 06 11 ;
Fax : 322 224 06 06
E-mail : elie.jouen@ei-ie.org,

GLOBAL CAMPAIGN FOR EDUCATION

■ M. Kailash Satyarthi
Chairperson
L-6 Kalkaji, New Delhi 110019, India
Tel : +91 11 262 248 99
Fax : +91 11 262 368 18
E-mail : kailashsatyarthi@gmail.com

Accompagné par :

■ Mme Anne Jellema
Advocacy Coordinator
P.O. Box 18, Kalk Bay 7990,
Rep. of South African
Tel : +27 21 788 6783 ;
Fax : +27 21 788 5901
E-mail :
anne@campaignforeducation.org

THE GAMBIA EFA COALITION (ANCEFA & GCE)

■ Mme Adelaide Sosseh Gaye
Representative of ANCEFA and GCE
The Gambia EFA Coalition
20, 3rd Road East
Fajara, KM, P.O. Box 67, The Gambia
E-mail : worldview@gamtel.gm
Tel : +220 4496 990 & +220 9821 064
(Cell) ; Fax +220 4496 666

Observateurs

Etats observateurs

ANGOLA

■ M. Justino Jeronimo
Director General for Professional
Training
Ministry of Education
Luanda - Angola
Tel : +2442 321 723 ; Fax : +2442 321 723
E-mail : infq@snef.co.ao

■ M. Antonio Campos Neto
Media Consultant
Ministry of Education
Luanda - Angola
Tel : +244 9150 6389 ;
Fax : +244 230 582

BELGIQUE

■ M. Paul Cartier
Representative of the Belgian
Directorate-General
for Development Cooperation
Attache Development Cooperation
Embassy of Belgium
3330 Garfield Street, N.W. Washington,
DC 20008
Tel : +1 202 333 6900/625-5889 ;
Fax : +1 202 625 7567
E-mail : paul.cartier@diplobel.org

DANEMARK

■ M. Knud Mortensen
Senior Technical Adviser, Education
Danish Ministry of Foreign Affairs,
Danida
Copenhagen
Tel. +45 33 92 00 00 ; Fax: 45 33 92 07 90
E-mail : knumor@um.dk

ETHIOPIE

■ M. Dereje Terefe
Ministry of Education of Ethiopia
Phone : +251 56 55 61 ;
Fax : +251 57 06 86
E-mail : derejemoe@yahoo.com

FINLANDE

■ M. Heikki Kokkala
Education Adviser
MFA/Finland
P.O. Box 176, FIN-00161, Helsinki
- Finland
Tel : +358 9 160 56 435 ;
Fax : +358 9 160 56 100
E-mail : heikki.kokkala@formin.fi

GUINÉE

■ M. Denis Galema Guilavogui
Ministre
Ministère de l'Education pré-
universitaire
BP 2201 Conakry - Republic of Guinea
Fax : +224 4134 41
E-mail : yattara@mizinet.net.gn

■ M. Aboubacar Sidiki Yattara
EFA National Coordinator
BP 2201 Conakry - Republic of Guinea
Tel : + 224 45 156 ; Fax : +224 41 34 41

IRLANDE

■ M. Máire Matthews
Development Cooperation Ireland
Department of Foreign Affairs
Bishop's Square, Dublin - Ireland
Tel : +353 140 82 923
E-mail : maire.matthews@dfa.ie

ITALIE

■ Mme Teresa Savanella
Italian Ministry of Foreign Affairs
P. LE Farnesina 1, 00196 Rome - Italy
Tel : +39 6 3691 5385 ;
Fax : +39 6 3235 883
E-mail : teresa.savanella@esteri.it

PAYS-BAS

■ M. Ronald Siebes
Basic Education Advisor
Ministry of Foreign Affairs
P/O Postbus 20061, 2500 EB, The Hague
- Netherlands
Tel : +31 70 34 84 301 ;
Fax : +31 70 34 86 436
E-mail : ronald.siebes@minbuza.nl

NORVÈGE

■ M. Ole Briseid
Deputy Permanent Delegate,
Delegation of Norway to Unesco
UNESCO House 1, rue Miollis 75015 Paris
E-mail : dl.norway@unesco.org

■ M. Kjell-Gunnar Eriksen
Adviser, Royal Ministry of Foreign Affairs
Tel : +47 222 43 600

■ M. Kjersti Sommerset
Adviser, Royal Ministry of Foreign Affairs
UN Section
Tel : +47 222 43 996 ;
Fax : +47 222 49 580
E-mail : kso@mfa.no

■ M. Øystein Lyngroth
Adviser Royal Ministry of Foreign Affairs
Department for International
Development Policy
P.O. Box 8114 Dep NO-0032 Oslo
– Norway
Tel : +47 222 43 828 ;
Fax : +47 222 43 843
E-mail : oystein.lyngroth@mfa.no
oely@mfa.no

■ M. Olav Seim
Senior Adviser in NORAD
Royal Ministry of Foreign Affairs
Victoria Terrasse 7, DED, Oslo – Norway
Tel : +47 222 43 932 ;
Fax : +47 222 43 790
E-mail : ose@mfa.no

■ Mme Camilla Helgø
Education Adviser in NORAD
Tel : +47 222 40 396
E-mail : Camilla.helgo@norad.no

ESPAGNE

■ M. Francisco González Pacheco
Technical Assistant
Spanish Ministry of Foreign Affairs and
Cooperation
Avenida Reyes Católicos, 4,
28040 Madrid
Tel : +34 91 583 82 52 ;
Fax : +34 91 543 03 77
E-mail : Francisco.Gonzalez@aeci

■ Mme Eva Sanchez Bugndia
Planning and Development Policies
Evaluation
Spanish Ministry of Foreign Affairs and
Cooperation
Reyes Católicos 6, Madrid 28040
Tel : +34 91 583 84 25 ;
Fax : +34 91 543 03 77
E-mail : eva.sanchez@aeci.es

Organisations

CAMPFED

■ Mme Khadijah Fancy
Director
22, Millers Yard, Mill Lane, Cambridge UK
E-mail : kfancy@campfed.org

COMMOWEALTH HUMAN RIGHTS INITIATIVE

■ Mme Doel Mukerjee
Project Co-ordinator
B-117, 1st Floor, Sarvodaya Enclave,
New Delhi – 110017, India
Tel : +91 11 2652 8152 / 2685 0523 ;
Fax : +91 11 2686 4688
E-mail :
doel@humanrightsinitiative.org
doelmukerjee@hotmail.com

COMMONWEALTH SECRETARIAT

■ Mme Nancy Spence
Director, Social Transformations
Programmes Division
Commonwealth Secretariat
Tel : +44 20 7747 6460 ;
Fax : +44 20 7930 1647
E-mail : n.spence@commonwealth.int

EDUCATION AND SKILLS

■ M. Nick Donlevy
Sanctuary Buildings, Great Smith
Street, London SW1P 3BT
Tel : +44 20 7925 3757
E-mail : nick.donlevy@dfes.gsi.gov.uk

INTERNATIONAL CENTER ON CHILD LABOR AND EDUCATION (ICCLE)

■ M. Sundhanshu Joshi
Executive Director
1925 K Street, NW, Suite 300
Washington DC, 20006-4500
Tel : +1 202 778 6355 ;
Fax : +202 778 4638
E-mail : sjoshi@iccle.org

ORGANIZAÇÃO MUNDIAL PARA A EDUCAÇÃO PRÉ-ESCOLAR (OMEPE)

■ Mme Maria Helena Lopes
Vice-President OMEPE Brasil
Andradas, 943/2303 Porto Alegre RS
– Brasil 90020 – 005
Tel & Fax : +51 3224 5895

SAVE THE CHILDREN

■ M. M. R. Warue Kariuki
Educational Adviser,
P. O. Box 39664 Nairobi – Kenya
E-mail : w.kariuki@scuk.or.ke

■ Mme Emmanuelle Abrionx
Regional Education Advisor
1, St John's Lane, London –
United Kingdom
E-mail : Emmanuelle@scfoscar.org.np

WORLD ECONOMIC FORUM

■ Mme Heather Pace Clark
Project Manager,
Centre for the Global Agenda
91-93 route de la Capite, CH-1223
Cologny/Geneva – Switzerland
Tel : +41 22 869 1212 / 1214 ;
Fax : +41 22 786 2744
E-mail :
heather-pace.clark@weforum.org

UNESCO

■ M. Koïchiro Matsuura
Directeur général

■ Mme Aïcha Bah Diallo
Assistant Director-General
for Education a.i

■ M. Abhimanyu Singh
Director
Division of International Coordination
and Monitoring for Education for All
(ED/EFA)

Coordination Team : ED/EFA/CT

■ Mme Khawla Shaheen,
Senior Programme Specialist

■ M. Kaviraj Appadu,
Senior Programme Specialist

■ M. Hilaire Mputu Afasuka,
Programme Specialist

■ Mme Mari Yasunaga,
Programme Specialist

■ Mme Mary Konin,
Secretary

■ Mme Maimouna Niang,
Secretary

Monitoring Report Team : ED/EFA/MRT

■ M. Nicholas Burnett,
Director

■ M. Christopher Colclough,
Former Director

■ M. Steve Packer,
Deputy Director

Division of Conferences, Languages and Documents

- Mme Chantal Bret
Interpreter, Interpretation Section,
ADM/CLD/I
- M. Alain Perry
Conference Clerk, Conference Section,
ADM/CLD/C

Rapporteurs

- M. Clinton Robinson
Chief Rapporteur
- M. Jean-Yves Le Saux, BSP
Co-Rapporteur

Siège

- Mme Mary Joy Pigozzi
Director, Division for the Promotion of
Quality Education, ED/PEQ
- Mme Ann-Therese N'dong Jatta
Director, Division of Basic Education,
ED/BAS
- Mme Lene Buchert
Chief, Section for Primary Education,
ED/BAS
Division of Basic Education
- M. Mark Richmond
Senior Executive Officer, Office of the
Director-General, ODG/RED
- M. Oskar Klingl
Executive Assistant, Secretariat of the
Deputy Director-General
- M. Victor Sologaistoa
Chief of Section, ERC/RMS/Latin
America and Caribbean Section
- M. Jean-Yves Le Saux
Senior Programme Planning Officer
Division of Programme Planning,
Monitoring and Reporting, BSP/PMR
- Mme Susan Williams
Deputy Chief of Section, Editorial
Section (Communication/Publicity)
BPI/PRS
- M. Philipp Müller-Wirth
Section for Multilateral and Private
Funding Sources, ERC/CFS/MLT
- M. Anthony Krause
French Translator, Office of the Director-
General, ODG/UC

Instituts de l'UNESCO

- Mme Denise Lievesley
Director, UNESCO Institute of Statistics,
UIS Montreal
- M. José Pessoa
Programme Specialist for Education, UIS
Montreal

Bureaux Hors-Siège

- Mme Ana Luisa Machado
Director, UNESCO Santiago Office
- M. Jorge Werthein
Director, UNESCO Brasilia Office
- Mme Katherine Grigsby, UNESCO
Brasilia Office

Interprètes

Anglais

- Mme Elizabete Hart
- Mme Lindsey Teresa
- Mme Simone Troula
- Mme Carolyn Brisset

Français

- Mme Véronique Carneiro de Mendonça
- Mme Marguerite Bodinaud

Espagnol

- Mme Patricia Fischer
- Mme Isabel Stegmann
- Mme Dolores Montero

Médecins accrédités

- Dr Valença, Laércio
- Dr Brant, Plínio Caldeira
- Dr Furtado, Vicente Lobo
- Dr Santos-Neto, Leopoldo Luiz

IV. Programme de la réunion

Le mandat du Groupe de haut niveau

Le Cadre d'action de Dakar (§19) stipule que « le Directeur Général de l'UNESCO réunira tous les ans un groupe de haut niveau à la fois restreint et souple. Ce groupe contribuera à renforcer la volonté politique et la mobilisation des moyens techniques et financiers. Grâce aux informations du rapport de suivi (...), il permettra également de veiller à ce que la communauté mondiale rende compte des engagements de Dakar. Il sera composé de décideurs représentant au plus haut niveau les gouvernements et la société civile des pays développés et en développement ainsi que les organismes de développement ».

Résultats Attendus

- Maintenir l'élan politique mondial et mobiliser des ressources pour la réalisation des objectifs de l'EPT définis à Dakar ainsi que ceux du Millénaire;
- Passer en revue les progrès accomplis dans la réalisation des objectifs de Dakar (en particulier vers l'égalité des sexes pour 2005), identifier les défis majeurs, dégager des stratégies et des priorités;
- Identifier des actions à mettre en place à court et moyen terme aux niveaux des pays et des partenaires de l'EPT pour améliorer la qualité de l'enseignement ;
- Recommander des voies et moyens pour améliorer les conditions de travail des enseignants, renforcer leur statut, leur éthique et leur professionnalisme pour promouvoir une meilleure qualité de l'éducation ; et
- Faire le point sur la concrétisation des engagements internationaux pris pendant et après Dakar, en particulier en ce qui concerne la réduction du déficit financier pour atteindre les objectifs de l'EPT, et se mettre d'accord sur les moyens d'aller de l'avant.

Lundi 8 novembre 2004

9 h 00 –14 h 00 : *Enregistrement à l'Hotel Nacional*

15 h 15-17 h 15 : **Cérémonie d'ouverture**

Président :

- Tarso Genro, Ministre de l'Education, Brésil

Discours de bienvenue :

- Koïchiro Matsuura, Directeur général, UNESCO

Message spécial :

- *Finies les promesses non tenues : un appel pour des actions décisives en faveur de l'éducation des filles*

Carol Bellamy, Directrice exécutive, UNICEF

Allocutions principales :

- *Les pays africains face aux défis de la qualité de l'EPT*

Arthur Zahidi N'Goma, Vice-Président de la République Démocratique du Congo

Discours d'ouverture :

- Luiz Inácio Lula da Silva, Président du Brésil

Lancement du Rapport mondial sur l'éducation pour tous 2005

17 h 30 : *Réception de bienvenue offerte par le gouvernement du Brésil*

Mardi 9 novembre 2004

Session de travail I :

- 9 h 00 – 11 h 00 : Aperçu des progrès accomplis dans la réalisation des objectifs de l'EPT - politiques et stratégies pour améliorer la qualité de l'éducation : qu'est-ce qui fait la différence dans les pays ?

Président :

- Tarso Genro, Ministre de l'Éducation Nationale du Brésil

Intervenant principal :

- Christopher Colclough, Ancien Directeur, Rapport mondial de suivi sur l'EPT : Un aperçu des progrès en matière d'EPT: l'exigence de la qualité

Panélistes :

- Luis Gomez Gutiérrez, Ministre de l'Éducation Nationale de Cuba :
Quelques domaines politiques essentiels pour améliorer les résultats de l'apprentissage
- Ahmed Gamal Eddin Moussa, Ministre de l'Éducation Nationale de l'Égypte :
Des ressources pour améliorer l'enseignement et l'apprentissage
- Kailash Satyarthi, Président, Global Campaign for Education :
La qualité de l'éducation et le problème de l'égalité: vers une approche intégrée de la qualité de l'éducation

A partir des analyses du Rapport mondial de suivi sur l'EPT 2005 sur les progrès accomplis vers la réalisation des six objectifs de l'EPT en matière de qualité de l'éducation, cette session de travail visera à renforcer les engagements nationaux et internationaux pris en faveur de l'EPT dans sa globalité et identifiera des stratégies et des actions pour atteindre les objectifs de Dakar. En reconnaissant que la qualité est au cœur de l'EPT, cette session mettra l'accent sur les facteurs principaux influençant la qualité de l'éducation et élaborera une charte complète pour comprendre, suivre et identifier des politiques et stratégies efficaces visant à améliorer les résultats de l'apprentissage, notamment dans les pays pauvres faisant face à des contraintes budgétaires sévères et à des choix politiques difficiles.

- *Discussion*
- *Tendances principales, recommandations et actions à entreprendre (intervenant principal)*

Session de travail II :

11 h 00 – 13 h 00 : Investir dans les enseignants pour améliorer la qualité de l'EPT

Président :

- Zhou Ji, Ministre de l'Éducation Nationale de Chine

Intervenante principale :

- Mme Mary Hatwood Futrell, Présidente fondatrice de Education International :
Les enseignants : un investissement-clef dans l'amélioration de la qualité de l'éducation

Panélistes:

- Daniel Filmus, Ministre de l'Éducation, Science et Technologie, Argentine:
Responsabiliser les enseignants pour améliorer la qualité de l'éducation
- Fabian Osuji, Ministre de l'Éducation du Nigeria: Améliorer les motivations pour attirer et retenir les enseignants, notamment dans les zones rurales
- Igor Damianov, Ministre de l'Éducation et des sciences de Bulgarie :
Le dialogue social avec les enseignants au service de la réussite des réformes

Les enseignants jouent un rôle essentiel dans la promotion et la pérennité de la qualité de l'éducation. Le recrutement, la formation, l'évaluation et la rémunération des enseignants sont tous des paramètres qui influencent directement la création et le maintien de conditions nécessaires à l'amélioration du niveau d'enseignement et d'apprentissage. En se fondant sur les résultats du Rapport de suivi de l'EPT et sur les conclusions des délibérations du Parlement des enseignants qui précèdera la réunion du Groupe de haut niveau, la session aura pour objectif de recenser les voies et moyens permettant d'améliorer les conditions de travail des enseignants, renforcer leur statut, leur éthique et leur professionnalisme (cf. le Cadre d'action de Dakar, Stratégie 9). La session s'efforcera d'examiner le défi soulevé par le manque d'enseignants dans les pays en voie de développement.

- *Discussion*
- *Tendances principales, recommandations et actions à entreprendre (intervenante principale)*

13 h 00 – 14 h 45 : Déjeuner offert par le Gouvernement du Brésil : Porcao

Session de travail III :

15 h 00 – 17 h 00 : Accélérer le processus vers la réalisation de la parité entre les sexes dans l'enseignement primaire et secondaire d'ici 2005 : un ultime appel pour des actions urgentes.

Présidente :

- Carol Bellamy, Directrice exécutive, UNICEF

Intervenant principal :

- Carin Jämtin, Ministre du Développement et de la Coopération, Suède : Utiliser l'approche Genre dans le domaine de l'aide à l'éducation de base

Panélistes :

- George I. Godia, Secrétaire de l'Éducation, Kenya: Les stratégies nationales pour accélérer les progrès dans le domaine de l'éducation des filles : qu'est-ce qui fait la différence?
- Hans M. Boehmer, Head, Human Development Group, DFID, UK: Investir dans l'éducation des filles : une stratégie pour arriver aux autres objectifs de l'EPT et du Millénaire
- Rasheda Choudhury, Campaign for Popular Education (CAMPE), Bangladesh : L'EPT pour ceux qui sont "doublement défavorisés": atteindre les filles dans les groupes les plus pauvres et marginalisés
- Kunio Waki, Directeur exécutif adjoint, FNUAP : le renforcement des partenariats dans le cadre de l'EPT

Cette session mettra l'accent sur les questions les plus importantes permettant d'envisager l'élimination des disparités entre les sexes dans l'enseignement primaire et secondaire d'ici 2005. La session, après un premier bilan, adoptera des recommandations spécifiques sur des actions à prendre pour aider les pays risquant de ne pas atteindre cet objectif. Ces actions prendront en compte les propositions et recommandations de la « Réunion d'évaluation technique et consultative sur l'éducation des filles : qualité et parité des sexes en 2005 », prévue le 8 novembre. Cette session fera aussi des recommandations sur ce que pourraient être les contributions des partenaires au futur Sommet de la revue des Objectifs de développement du Millénaire, en particulier l'objectif de la parité/égalité des sexes, et sur le renforcement des partenariats dans le domaine de l'EPT. Les discussions devraient déboucher sur des recommandations concrètes pour améliorer la collaboration et la coordination entre les partenaires afin qu'ils travaillent de façon cohérente, consistante et constructive vers la réalisation d'objectifs partagés.

- *Discussion*
- *Tendances principales, recommandations et actions à entreprendre (intervenant principal)*

Session de travail IV :

17 h 00 – 18 h 30 : La mobilisation des ressources pour l'EPT, y compris l'Initiative de mise en œuvre accélérée, dans le contexte de l'efficacité de l'aide.

Président :

- Xavier Darcos, Ministre Délégué à la Coopération, au Développement et à la Francophonie, France

• *Intervenant principal:*

- Jean-Louis Sarbib, Premier Vice-Président de la Banque Mondiale : Le défi de la mobilisation des ressources pour réaliser l'EPT

Panélistes :

- Mathieu Ouedraogo, Ministre de l'Éducation de base et l'alphabétisation, Burkina Faso: La mobilisation des ressources nationales
- Charles Abani, Civil Society Action Committee on EFA (CSACEFA), Action Aid, Nigeria : Remise et ré-affectation de la dette en faveur de l'EPT
- Frederick Schieck, Administrateur adjoint, USAID : Mobiliser des ressources pour les autres objectifs de l'EPT: Protection et Éducation de la Petite Enfance, alphabétisation, compétences tout au long de la vie et qualité

En dépit d'une tendance récente et encourageante à la hausse dans le domaine de l'aide internationale à l'éducation de base, le déficit financier pour atteindre les objectifs de l'EPT d'ici 2015 demeure considérable. Le groupe de travail devra examiner de façon critique la capacité des gouvernements et des organisations internationales à accroître leur aide et soutien pour accélérer les progrès vers les objectifs de l'EPT, ceci à la lumière de l'expérience acquise dans le cadre de l'Initiative de mise en œuvre accélérée. En reconnaissant que l'augmentation du financement pour l'EPT ne sera décisive que si elle est ciblée et utilisée efficacement, le groupe devra s'entendre sur des actions spécifiques pour mieux mobiliser et utiliser effectivement des ressources nationales et améliorer l'efficacité de l'aide, notamment par une coordination harmonisée de l'action des bailleurs de fonds. Des recommandations spécifiques seront adressées à la réunion des partenaires de l'Initiative de mise en œuvre accélérée. Des mesures pour aider les pays ne faisant pas partie de l'Initiative mais dont les besoins sont les plus criants et/ou risquant fortement de ne pas atteindre les objectifs de l'EPT, seront discutées. Cette session se penchera aussi sur les problèmes de financement des autres objectifs de l'EPT, notamment la Protection et l'Éducation de la Petite Enfance, l'alphabétisation, et fera des suggestions sur les façons d'étendre et améliorer l'Initiative. Les questions de remise ou de ré-affectation de la dette seront aussi débattues en tenant compte des derniers développements dans ce domaine.

- *Discussion*
- *Tendances principales, recommandations et actions à entreprendre (intervenant principal)*

20 h 00 : *Réception offerte par le Directeur général de l' UNESCO: Palazzo*

20 h 30 : *Soirée culturelle offerte par l'UNESCO - Palazzo*

Mercredi 10 novembre 2004

Session de travail IV (Suite) :

9 h 00 – 10 h 30 : *La mobilisation des ressources pour l'EPT, y compris l'Initiative de mise en œuvre accélérée, dans le contexte de l'efficacité de l'aide.*

Président :

- Arthur Zahidi N'Goma, Vice-Président de la République Démocratique du Congo

Intervenants principaux :

- Ric Cameron, Senior Vice-Président, CIDA, Canada : Comment mesurer l'efficacité de l'aide: le Cadre indicatif des bailleurs

Panélistes :

- Abdussalam Mohammed Al-Jawfi, Ministre de l'Éducation du Yémen : La coordination et l'harmonisation parmi les bailleurs de fonds
- Vilma Rosa Leon York, Vice-Ministre de l'Éducation, de la Culture et des Sports, Nicaragua : Aligner l'aide sur les politiques et plans nationaux
- Carlos Zarco Mera, Secrétaire Général, Consejo de Educación de Adultos de América Latina (CEAAL) : Des mesures pour aider les pays ne faisant pas partie de l'Initiative Fast-Track mais dont les besoins sont les plus criants et/ou risquant fortement de ne pas atteindre les objectifs de l'EPT

- *Discussion*
- *Tendances principales, recommandations et actions à entreprendre (intervenants principaux)*

Session de travail V :

10 h 30 – 13 h 00 : la marche à suivre

10 h 30 – 11 h 30 : Accord sur la marche à suivre

Présidente :

- Aïcha Bah-Diallo, Sous-Directrice générale de l'Éducation par intérim, UNESCO

12 h 30 – 12 h 45 : Adoption du Communiqué

Président :

- Koïchiro Matsuura, Directeur général de l'UNESCO

12 h 45 – 13 h 00 : Remarques finales

Président :

- Tarso Genro, Ministre de l'Éducation du Brésil

Cette session a pour but de permettre aux différents partenaires d'arriver à un accord sur les prochaines étapes critiques à entreprendre avant la prochaine réunion de Groupe de haut niveau. Celles-ci seront reflétées dans le Communiqué final. Les participants devront aussi s'entendre sur le mécanisme de suivi des recommandations aux niveaux international, régional et national.

13 h 00 – 13 h 30 : Conférence de presse

13 h 30 – 15 h 00 : Déjeuner offert par le Directeur général de l'UNESCO: Hotel Nacional

20 h 00 : Dîner offert par le Gouvernement du Brésil

Notes:

- La réunion sera co-présidée par le Directeur général de l'UNESCO et le Ministre de l'Éducation du Brésil
- La cérémonie d'ouverture aura lieu au Ministère des Affaires Étrangères dans la soirée du 8 novembre et sera publique.
- Les sessions de travail du Groupe de haut niveau à l'hôtel Nacional les 9 et 10 novembre seront réservées strictement aux participants. Les observateurs ne sont pas autorisés.
- Chaque session de travail sera introduite par le Président de la session. L'intervenant principal présentera en 5 minutes les principaux enjeux du débat. Ensuite chaque panéliste interviendra pendant 7 minutes sur des questions spécifiques issues du Rapport Mondial de Suivi sur l'EPT. L'intervenant principal aura pour rôle d'orienter la session vers l'adoption de recommandations spécifiques sur les actions à entreprendre. A la fin de chaque session, il/elle soulignera en 7 minutes les principaux points de la discussion, les recommandations et les actions à entreprendre. Ce résumé servira de base pour l'accord sur la marche à suivre pour la séance V.
- Thé et café seront disponibles, mais il n'y aura pas de pause pendant les séances.
- Le Communiqué du Groupe de haut niveau sera rédigé par un groupe de rédaction ("Sherpas") avant et pendant la rencontre du Groupe de haut niveau. Les réunions de ce groupe sont prévues le 8 novembre de 14h30 à 16h00, à la fin de la session IV le mardi et pendant le petit-déjeuner de mercredi.
- Une réunion du Groupe des partenaires de l'Initiative de mise en œuvre accélérée, convoquée par la Banque Mondiale et l'UNESCO, aura lieu les 10 et 11 novembre 2004.
- La réunion se déroulera à l'Hôtel Nacional Postal Address: SHS Qadra 01 – Bloco A Tel :+ 55 61 321 75 75 Fax: + 55 61 226 99 35 E-mail:hotelnacional@hotelnacional.com.br Website: www.hotelnacional.com.br (Adresse: Sector Hoteleiro Sul-Quadra 01-Bloco A, Distrito Federal Brasília) Personne à contacter : Ms Claudia Carvalho Buena Soares, Spécialiste de l'Éducation, Chargée des Affaires Internationales, Ministère de l'Éducation, Brasília. Tel : + 55 61 210 49527; Fax : + 55 61 210 49229; E-mail: claudiasoares@mec.gov.br
- L'enregistrement des participants se fera lors des séances d'enregistrement les samedi 6 et dimanche 7 novembre entre 9 h 00 et 17 h 00 et aussi le lundi 8 novembre entre 9 h 00 et 14 h 00.

V. Liste des manifestations annexes

Dates	Manifestation	Organisateur	Contact
6-7 novembre	Parlement des enseignants sur « le recrutement et la rétention d'enseignants qualifiés pour une éducation de qualité »	Internationale de l'Education, OIT, UNESCO	M. Elie Jouen, Mme Monique Fouilhoux, Internationale de l'éducation elie.jouen@ei-ie.org Monique.Fouilhoux@ei-ie.org
6-7 novembre	Comité consultatif mondial de l'Initiative des Nations Unies pour l'éducation des filles (UNGEI)	UNICEF	M. Cream Wright, UNICEF cwright@unicef.org
7-8 novembre	Partenariats public-privé pour le développement dans l'éducation de base: les solutions des praticiens – Première table ronde	Forum économique mondial, UNESCO	Mme Heather-Pace Clark, Forum économique mondial Heather-Pace.Clark@weforum.org
8 novembre	Débat de groupe sur la réalisation de l'Education pour tous et l'élimination du travail des enfants	Global March, UNESCO, OIT, Banque mondiale	M. Sudhanshu Joshi, International Center on Child Labor and Education (ICCLE) sjoshi@iccle.org
8 novembre	Réunion d'examen technique et de consultation sur l'éducation des filles: qualité et parité entre les sexes en 2005	UNICEF	M.Cream Wright, UNICEF cwright@unicef.org
8 novembre	Lancement du Rapport mondial de suivi sur l'EPT 2005. Education pour tous : l'exigence de qualité	UNESCO	Mme Cynthia Guttman, UNESCO c.guttman@unesco.org
10-11 novembre	Réunion des partenaires de l'IMOA	Banque mondiale, UNESCO	Mme Rosemary Bellew, Banque mondiale Rbellew@worldbank.org
12 novembre	Réunion des bailleurs de fonds de l'IMOA	Banque mondiale, UNESCO	Mme Rosemary Bellew, Banque mondiale Rbellew@worldbank.org
11-12 novembre	Réunion du Comité stratégique du Fonds catalytique de l'IMOA	Banque mondiale, UNESCO	Mme Rosemary Bellew, Banque mondiale Rbellew@worldbank.org

VI. Sigles et acronymes

ACDI	Agence canadienne de développement international
AEPU	Achèvement de l'enseignement primaire universel
APD	Aide publique au développement
BCP	Bilan commun de pays
CAMPE	Campaign for Popular Education
CEEAL	Consejo de Educación de Adultos de América Latina
CME	Campagne mondiale pour l'éducation
CPIA	Evaluation de la politique et des institutions nationales
DFID	Département pour le développement international du Royaume-Uni
DSRP	Document stratégique de réduction de la pauvreté
E-9	Neuf pays très peuplés : Bangladesh, Brésil, Chine, Egypte, Inde, Indonésie, Mexique, Nigéria, Pakistan
EPT	Education pour tous
FMI	Fonds monétaire international
FNUAP	Fonds des Nations Unies pour la population
G8	Groupe des huit grandes démocraties industrielles : Allemagne, Canada, Etats-Unis, Fédération de Russie, France, Italie, Japon, Royaume-Uni
IDE	Indice de développement de l'EPT
IMOA	Initiative de mise en œuvre accélérée
ISU	Institut de statistique de l'UNESCO
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
OIT	Organisation internationale du travail
OMD	Objectif du Millénaire pour le développement
ONG	Organisation non gouvernementale
ONU	Organisation des Nations Unies
PEPE	Protection et éducation de la petite enfance
PNB	Produit national brut
PNUAD	Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement
PRELAC	Proyecto Regional de Educación para la América Latina y el Caribe
Sida	Syndrome de l'immunodéficience acquise
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
UNGEI	Initiative des Nations Unies pour l'éducation des filles
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
USAID	Agence des Etats-Unis pour le développement international
VIH	Virus de l'immunodéficience humaine

RAPPORT 2004

Quatrième Réunion du Groupe de haut niveau sur l'éducation pour tous

Brasilia, Brésil
8-10 novembre 2004



La quatrième réunion du Groupe de haut niveau sur l'éducation pour tous (EPT) s'est tenue à Brasilia, Brésil, du 8 au 10 novembre 2004, après avoir été convoquée par le Directeur général de l'UNESCO. Chargée de « stimuler l'engagement politique et la mobilisation des ressources techniques et financières », elle a rassemblé des dirigeants de haut niveau des gouvernements, des organismes d'aide, de la société civile et des institutions internationales afin d'identifier et de hiérarchiser les défis pressants de l'EPT.

Le Rapport mondial de suivi sur l'EPT 2005. Education pour tous : l'exigence de qualité a fourni une base solide aux délibérations du Groupe, qui ont porté sur cinq questions clés :

- ▶ Politiques et stratégies destinées à améliorer la qualité de l'éducation
- ▶ Investir dans les enseignants pour améliorer la qualité de l'EPT
- ▶ Réalisation de la parité entre les sexes dans l'enseignement primaire et secondaire pour 2005 : un dernier appel à une action d'urgence
 - ▶ Mobilisation des ressources pour l'EPT
 - ▶ Rendre efficace l'aide à l'EPT

Le Groupe de haut niveau a publié un communiqué spécifiant les défis à relever et les actions qu'ils appellent, adressé à toutes les parties prenantes de l'EPT.